

ENGRENAGES

La guerre d'Ukraine et le basculement du monde

de Pierre Lellouche

Éditions Odile Jacob, Octobre 2024

Avec l'arrivée de Donald Trump à la Présidence des États-Unis et après la rencontre, le dernier jour de février, dans le bureau ovale entre le Président Trump et le Président Zelensky, qui restera gravée dans les mémoires et dans les livres d'histoire, la question ukrainienne est aujourd'hui encore plus qu'hier au cœur de la géopolitique mondiale. Les conséquences de cette actualité, pas seulement pour les pays occidentaux mais aussi pour le monde entier, restent pour l'instant indéchiffrables mais seront à coup sûr déterminantes pour notre avenir bien sûr à court terme et également à très long terme. C'est pour cela que les réflexions que livre ce grand expert des questions internationales qu'est Pierre Lellouche sont précieuses et méritent d'être étudiées pour se faire une opinion la mieux motivée possible de la situation, quant à ses causes et à ses suites imaginables.

Ce document se compose de trois parties.

Dans la première partie, je propose **deux extraits du livre de Pierre Lellouche** : d'abord son avant-propos, parce que c'est là que l'auteur expose l'essentiel de ses conclusions que les pages suivantes ont pour tâche d'explicitier et de développer ; puis le deuxième chapitre, « l'Ukraine et l'identité russe » qui rassemble selon moi des arguments importants pour mieux comprendre les origines de la guerre.

Dans la seconde partie, après les deux extraits du livre de Pierre Lellouche, je propose **quatre compléments** :

Dans le premier, quelques pages tirées du deuxième exergue du livre d'Alain Bauer, « Au commencement était la guerre », paru en mars 2023 (éditions Fayard),

Dans le deuxième, le discours officiel du Président Poutine le 14 juin 2024 sur les conditions qu'il met au cessez-le-feu en Ukraine, dont traitera d'ailleurs immédiatement la revue « Le Grand Continent »,

Dans le troisième, le contenu de la conférence faite par Jeffrey Sachs au Parlement européen le 19 février 2025, avec les questions-réponses qui ont suivi (d'après un document issu du Club de Mediapart),

Dans le quatrième, les pages de commentaires et réflexions personnels que j'ai été amené à faire dès l'invasion de l'Ukraine par la Russie, qui se trouvent dans mon « Historique de l'Euro ».

Dans la troisième partie, **deux analyses faites le 1^{er} mars, donc le lendemain de l'altercation entre les deux Présidents Trump et Zelensky, donc « à chaud », celle de Patience Kamamba et celle que fait aussi de son côté Pierre Lellouche sur un plateau de télévision**, analyses que je trouve intéressantes de mettre ici en conclusion - provisoire - accompagnées de trois tweets des 1 et 2 mars ainsi que de la référence de la visio que l'on trouve sur YouTube d'un entretien donné le 12 août par Jacques Baud.

Avant-propos

Une formule célèbre attribuée à Rudyard Kipling veut que la première victime de la guerre soit la vérité.

Il est en effet dans la nature du « brouillard de la guerre » de se nourrir en permanence des mensonges officiels des belligérants. Ce brouillard n'aura sans doute jamais été aussi épais que dans le cas de la guerre d'Ukraine et des conséquences qu'elle a entraînées, qu'elle entraîne toujours sur la stabilité de la planète.

jusqu'au dernier moment, à la veille même du déclenchement de l'invasion russe, dans une tribune au *Figaro* le 17 février 2022. Il est triste – et même lamentable – qu'il ait fallu attendre près de trois années de guerre, un demi-million de victimes, et la dévastation d'un pays entier, avant que le mot « négociation » soit à nouveau prononcé...

2° Ma seconde conviction est que cette guerre est le résultat, non seulement du choix de Vladimir Poutine de maintenir à toute force l'Ukraine au sein d'une zone d'influence russe, mais également des errements des politiques occidentales, américaine notamment, et de l'indifférence des Européens. Hélas, dans cette tragédie, les torts sont partagés – ce qui n'excuse en rien, naturellement, le crime d'agression du 24 février 2022.

3° L'engagement de la France et des Européens en général dans ce conflit a été pour l'essentiel dicté par l'émotion, non par une réflexion stratégique approfondie, tant sur les causes que sur les implications de cette guerre, y compris pour nous-mêmes. Tout cela, à la remorque d'une administration américaine finissante, confuse, erratique. Or, l'ironie de l'histoire veut qu'avec le temps l'émotion s'érode,

J'ai voulu dans ce livre tenter de percer ce brouillard par un long travail d'analyse, appuyé sur l'expérience acquise tout au long d'une vie professionnelle tournée d'abord vers l'international. Et mes conclusions, devenues mes convictions, autant le dire d'entrée de jeu, ne sont pas dans l'air du temps ; elles ne collent pas aux discours ressassés jour après jour dans l'un ou l'autre camp. Elles démontent en revanche l'engrenage funeste dans lequel nous sommes désormais coincés, un engrenage qui pourrait conduire à un embrasement général, perspective que, très naturellement d'ailleurs, personne ne veut regarder en face.

Avant de les développer dans les pages qui vont suivre, je dois au lecteur de les afficher dès à présent. Ainsi aura-t-il le choix, soit de s'en détourner immédiatement, et donc de reposer ce livre, soit au contraire de les approfondir avec moi. Les voici donc : elles sont au nombre de sept.

1° Ma conviction première, depuis le début de cette crise, c'est-à-dire depuis le début des années 2000 au moment de la « Révolution orange » du premier Maïdan, à Kiev où je me trouvais, est que cette guerre aurait pu, aurait dû être évitée. Je l'ai dit et écrit à de nombreuses reprises, y compris

quand elle ne se trouve pas remplacée par une autre : la Palestine, en l'occurrence. Quant aux campagnes électorales qui rythment la vie des démocraties, elles ont conduit à bousculer, voire à éliminer les principaux acteurs de la pièce – du moins du côté occidental. Les sortants ont tous été fragilisés comme Scholz et Macron, sortis comme Sunak après Boris Johnson, ou contraints de se retirer comme Biden (et peut-être Macron demain). Tout cela affecte directement le conflit ukrainien où nous nous sommes tant impliqués. Ainsi, en France, la première moitié de l'année 2024 a été marquée par les discours martiaux du président Macron : il était même question un temps d'engager nos troupes en Ukraine ! Mais qui parle encore de la guerre d'Ukraine dans le chaos politique provoqué par la dissolution irréfléchie du 9 juin ? Mais si l'émotion et les priorités changent au gré du vent démocratique, en revanche, les conséquences des décisions, elles aussi irréfléchies, qui ont été prises au début de la guerre vont demeurer et détermineront pour longtemps, comme on le verra dans les pages qui vont suivre, le destin de la France et de l'Europe. Cela, parce que « le camp d'en

face » lui, varie peu dans ses objectifs stratégiques, et que cette guerre a effectivement fait basculer le monde.

4° Les conséquences globales de cette guerre pour l'avenir de la stabilité et de la paix dans le monde sont en fait bien plus importantes que cette guerre elle-même. La guerre d'Ukraine a déjà métastasé ailleurs, s'imbriquant dans d'autres conflits au Moyen-Orient comme en Asie. Les barrières mentales et normatives au recours à la guerre ont été levées d'un bout à l'autre de la planète. Sans le savoir ni le vouloir, nous avons ressoudé une alliance redoutable entre la Russie et la Chine – le cauchemar de Henry Kissinger –, mais nous avons fait pire encore, puisqu'à cette alliance se sont joints deux États particulièrement toxiques, la Corée du Nord de Kim Jong-un et l'Iran islamique d'Ali Khamenei. Ces quatre-là sont tous nucléaires (l'Iran est sur le point d'acquiescer à l'arme atomique). Ce sont les « quatre cavaliers de l'Apocalypse » qui nous attendent...

5° Ce faisant, nous avons aussi accéléré, là encore sans le savoir, le basculement du système mondial à un monde postoccidental, y compris au niveau des valeurs et des normes de droit que l'on nous jette désormais à la figure. Ce

monde en gestation se construit contre nous ; il sera à la fois chaotique, dangereux et particulièrement cruel pour l'Europe, la grande perdante de cette grande mutation, tandis que la Chine risque fort d'en ressortir comme la principale puissance dominante.

6° Il est malheureusement possible, sinon prévisible, que, à mesure que la confrontation se durcira entre ce qui reste du bloc occidental derrière les États-Unis et la vaste armée du Sud global derrière la Chine, puisse se produire l'étincelle qui pourrait générer une conflagration mondiale. Scénario que redoutait dès 1965 l'un des théoriciens les plus écoutés aux États-Unis en matière de dissuasion nucléaire, Bernard Brodie : si une guerre nucléaire devait survenir, elle serait le résultat d'une escalade incontrôlée à partir d'un différend localisé non maîtrisé.

7° L'ampleur véritablement historique des mutations en cours bouleversera le système institutionnel européen dans lequel la France a, depuis cinq décennies, progressivement abdiqué la maîtrise de son destin, au point de risquer un effacement définitif de sa place dans le monde. Le bouleversement du système mondial représentera pour elle tout au-

tant un immense défi que l'occasion de se reconstruire et de retrouver sa place au premier rang des nations.

J'ai bien conscience que les conclusions auxquelles je suis parvenu pèsent de peu de poids face aux machines de propagande des différentes puissances impliquées dans ces différents conflits, de Moscou à Washington, Londres ou même Paris et bien sûr Kiev, qui n'ont cessé de tourner à plein régime. Il s'agit de nous convaincre, de croire passionnément à leurs vérités et de condamner immédiatement et sans réserve tous ceux qui ne partageraient pas leur discours.

Dans cet empilement de conflits, les gouvernements ont menti et continuent de mentir tous les jours, finissant par croire d'ailleurs à leurs propres mensonges et transformant ainsi, peu à peu, la nature même de l'affrontement en cours.

Cela est d'abord vrai de Moscou, dont les moyens de contrôle de l'opinion russe, la machine de propagande et les moyens de répression, parfaitement rodés par soixante-dix ans de totalitarisme soviétique, ont été mobilisés dès le premier jour pour convaincre que le peuple russe fait face à une véritable guerre existentielle. Il y va de la survie même de la Russie face à l'agression de « l'Occident collectif ». L'inverse

est bien sûr vrai à Kiev (ou Kyiv) : ce pays ravagé depuis bientôt trois ans par des bombardements quotidiens se bat avec un courage exemplaire pour sa survie en tant qu'État indépendant et souverain, gommant toute autre considération ou contestation éventuelle des décisions prises par le pouvoir en place.

Mais cela est vrai aussi à Washington, à Bruxelles et dans les capitales de l'Otan parties prenantes de cette guerre. Chez nous, en Occident, la guerre d'Ukraine est vécue tout simplement comme l'affrontement du Bien contre le Mal, selon les propres termes de nombre de dirigeants, du président Biden au Premier ministre polonais Tusk en janvier 2024. Argument moral auquel on ajoutait, après l'échec de l'offensive ukrainienne de l'été 2023, le péril que l'on nous annonçait, au printemps 2024, à l'approche des européennes, comme presque imminent, celui d'un assaut russe contre l'Europe en cas de victoire de Poutine. Et qu'importe si l'armée russe, rossée depuis deux ans et ayant perdu au moins trois cent mille hommes en Ukraine, est bien incapable de s'en prendre à l'Otan. Là encore, toute discussion de

ce qui est devenu un véritable dogme européen serait pour le moins malvenue.

George F. Kennan, le père de la doctrine du *containment*, l'avait au demeurant très bien compris au tout début de la Guerre froide, écrivant : « Il n'y a rien de plus égocentrique qu'une démocratie qui livre bataille. Elle devient vite la victime de sa propagande de guerre. Elle tend ensuite à attribuer une valeur absolue à sa cause, ce qui déforme sa vision de tout le reste. Son ennemi devient l'incarnation du mal. Son camp, le centre de toutes les vertus. Leur affrontement en vient à être perçu de manière apocalyptique. Si nous perdons tout est perdu, il ne restera rien à sauver. Si nous gagnons tout deviendra possible... Les aspirations les plus nobles seront satisfaites¹ . »

À relire ces phrases, on entend en écho les propos mêmes de nos dirigeants actuels, y compris du président français qui répète à l'envi : « La Russie ne peut pas gagner cette guerre... Une victoire russe en Ukraine, c'est la fin de la sécurité européenne² . »

Mais comme le laisse entendre Kennan, le problème, c'est que le mensonge d'État produit sa propre logique, source

alors de bien des erreurs de calcul, lesquelles aggravent encore l'intensité, la profondeur et la durée de l'affrontement.

C'est ce que nous vivons en Ukraine : un conflit au départ limité au statut – neutre ou non – d'un seul pays d'Europe orientale et à l'administration décentralisée, ou fédérale, de certains territoires à l'Est est devenu un conflit mondialisé, d'ampleur planétaire par ses conséquences économiques, énergétiques et géopolitiques, s'imbriquant même au fil du temps à d'autres conflits aigus au Proche-Orient ou en mer de Chine.

J'ai donc voulu dans ce livre donner une lecture aussi objective que possible et presque détachée des origines et des conséquences de cette guerre, qui n'est rien d'autre que la guerre de sécession de l'Ukraine, loin des anathèmes de la morale, sans autre parti pris que celui des intérêts nationaux de la France. J'ai voulu également essayer d'en mesurer les implications profondes pour la stabilité de la planète, car la guerre d'Ukraine restera dans l'Histoire comme le moment du grand basculement de notre monde.

Cela étant, je précise que je n'éprouve aucune tendresse particulière pour Poutine ni pour son régime, que je consi-

dère comme le premier responsable de cette situation lamentable. Dois-je préciser que mon inclination naturelle me porte vers l'Ukraine, pays que j'ai visité à de nombreuses reprises depuis 2003 et que je me suis efforcé d'aider dans sa marche difficile vers l'indépendance au fil de mes responsabilités successives, comme président de l'Assemblée parlementaire de l'Otan ou comme ministre des Affaires européennes ?

« Ancien combattant » de la Guerre froide, je connais par ailleurs par cœur le réflexe obsessionnel des Russes qui consiste à asseoir leur sécurité maximale au prix de l'insécurité permanente de leurs voisins. Jeune directeur adjoint de l'Institut français des relations internationales (IFRI) au début des années 1980, j'avais livré ma première bataille politique contre les SS-20 déployés par les Soviétiques en Europe centrale, dans le but d'obtenir la neutralisation de l'Allemagne de l'Ouest – une manœuvre qui, si elle avait réussi, aurait certainement, en Europe, changé le cours de l'Histoire.

En affirmant ma conviction que cette guerre aurait pu être évitée, que sa cause principale tient à l'affrontement

de deux logiques impériales en lutte pour le contrôle de l'Europe, que l'Ukraine et l'Europe en sortiront grandes perdantes et la Chine comme la probable grande gagnante, je ne doute pas de me trouver immédiatement jeté au bûcher des « avocats de Poutine » ou de ses compagnons de route. Ce qui, soit dit en passant, ne manque pas d'un certain sel dans mon cas, moi qui ai dû porter pendant l'essentiel de ma vie publique l'étiquette infamante d'« atlantiste », voire de « proaméricain »...

Mais ainsi le veut la période chaotique que nous vivons. La guerre ravive la peur et laisse libre cours à l'émotion, l'émotion fait le lit de la propagande. L'époque est aux raccourcis historiques de comptoir et aux simplifications caricaturales, à « 1938 » et à ce pauvre Daladier, sans voir que nous avons déjà basculé dans un tout autre monde...

Pour ma part, en vieux gaulliste de père en fils, je suis d'abord obsédé par le déclassement de notre pays, qu'aggrave le risque de nous voir entraînés dans une guerre qui n'était pas la nôtre, que nous ne contrôlons aucunement, mais dont les conséquences, pourtant, seront extrêmement

lourdes pour nous-mêmes, tout autant que pour la paix du monde.

Parce que je veux croire qu'il est encore temps d'arrêter l'engrenage funeste vers lequel nous conduisent les somnambules qui nous gouvernent, j'ai voulu aussi dans cet essai évoquer un grand absent, un mot devenu tabou depuis le début du conflit : celui de diplomatie. À l'été 2024, contraint et forcé à la fois par l'évolution des combats sur le terrain et les rebondissements de la campagne présidentielle américaine, sans parler de la dissolution à Paris, Zelensky semble se résoudre à la négociation. Et c'est heureux. Mais combien d'erreurs de tout côté. C'est cela que j'ai voulu rappeler ici. Revenir sur les occasions ratées qui auraient pu éviter la guerre ; imaginer les pistes d'un éventuel arrêt de cette boucherie qui a déjà provoqué un demi-million de morts et de blessés des deux côtés.

Avec l'espoir de contribuer ainsi utilement au débat public.

1. George F. Kennan, *Russia and the West Under Lenin and Stalin*, Little Brown Co, 1961.

2. Vœux aux armées, 14 janvier 2024.

CHAPITRE 2

L'Ukraine et l'identité russe

En géopolitique ou dans les relations entre les nations, qu'il s'agisse de faire la guerre ou de négocier la paix, une règle essentielle, fondamentale à mes yeux, est de tenter de comprendre les « ressorts » de l'adversaire – sans l'excuser, naturellement –, de comprendre comment il voit les choses de sa fenêtre, afin d'anticiper ses réactions ou ses attitudes

dans le conflit ou dans l'élaboration d'un compromis éventuel. De connaître, comme on dit aujourd'hui, ses « lignes rouges ». De lui faire connaître en même temps nos propres lignes rouges et donc de le dissuader de les tester. Tout en évitant l'escalade, autant que faire se peut, surtout s'il s'agit d'un voisin, nucléaire de surcroît, qui ne déménagera pas et avec lequel il faudra bien coexister.

S'agissant de l'Ukraine, les lignes rouges des Russes étaient connues de tous, à commencer bien sûr par les Ukrainiens eux-mêmes et bien sûr par les Américains, dès l'indépendance de 1991. Quoi qu'en disent aujourd'hui tous ceux, fort nombreux, qui se gargarisent de comparaisons avec Munich, Daladier ou Hitler, cette guerre est aussi le résultat d'avertissements répétés, ces trente dernières années, que l'Occident n'a pas voulu voir ni entendre, sans pour autant se préparer à bloquer les velléités néo-impériales russes. Un « ni-ni », en quelque sorte, aux conséquences désastreuses aujourd'hui.

Henry Kissinger avait pourtant tenté, il y a trente ans, d'alerter les dirigeants occidentaux. En 1994, dans son ouvrage magistral *Diplomacy*, rédigé en pleine désintégration

de l'URSS, il les prévenait ainsi : « Gérer le déclin d'empires en voie de décomposition est l'une des tâches les plus redoutables de la diplomatie. » Comparant justement la fin de l'URSS avec celle de l'Empire austro-hongrois, à l'occasion de laquelle l'aveuglement des chancelleries européennes avait conduit à une guerre générale dont personne n'avait voulu, Kissinger décrit les dangers d'une telle décomposition : soit les voisins chercheront à tirer avantage de la faiblesse du centre impérial, soit ce dernier tentera à toute force de reconstituer son autorité sur sa périphérie... C'est très exactement ce qui devait se passer dans les décennies qui suivirent, s'agissant notamment des relations entre la Russie, l'Ukraine et l'Occident.

J'ai conscience, bien entendu, qu'une telle lecture est inaudible, inacceptable même pour tous ceux qui, dès le premier jour, ont pris fait et cause pour l'Ukraine, pour des raisons évidentes de justice et de morale : l'agression russe était et demeure intolérable, comme le sont les souffrances endurées depuis trois ans par les Ukrainiens. D'entrée de jeu, la morale, l'indignation, la condamnation de l'agresseur ont balayé toute autre considération, à commencer

sauf à devenir un vassal de la Chine, que celui de rejoindre l'Europe, aux conditions américaines bien sûr, c'est-à-dire qu'elle réussisse sa mutation démocratique et oublie une fois pour toutes son passé impérial.

Pour tenter d'inscrire la guerre d'Ukraine dans son contexte historique, celui de l'immédiat après-Guerre froide, il est éclairant de se reporter à l'ouvrage majeur de Brzeziński, *Le Grand Échiquier*, publié en France en 1997, sept ans avant la « Révolution orange » de 2003-2004 à Kiev et dix-sept ans avant l'annexion de la Crimée, puis du Donbass, par Poutine.

Dans cet essai, Brzeziński dressait un tableau extrêmement sombre de la Russie postsoviétique au lendemain de la dissolution de son empire. Il décrivait un pays miné par le doute, économiquement ruiné, ayant perdu l'essentiel de sa stature à l'international, en même temps que son statut de superpuissance et d'immenses territoires au sud et à l'ouest. Privée du contrôle des États baltes qu'elle dominait depuis le XVIII^e siècle, des ports de Riga et de Tallinn sur la Baltique, la Russie postsoviétique avait également perdu à l'ouest, sauf en Biélorussie, toute influence sur ses anciens satellites qui,

par le pourquoi de cette guerre, et par conséquent, à partir de l'analyse de ses causes, l'identification des moyens d'y mettre fin. Trois ans après, nous n'y sommes toujours pas. Et la guerre continue...

Essayons donc, au risque de passer pour un suppôt de Poutine, de comprendre les raisons qui, du côté russe, ont conduit à la guerre, non pour atténuer la responsabilité de l'agresseur, encore moins pour l'excuser, mais pour tenter d'entrevoir les conditions de l'arrêt des combats et du règlement qui pourrait suivre.

Je vais m'appuyer pour ce faire sur l'analyse d'un Américain d'origine polonaise, né à Varsovie en 1928 : Zbigniew Brzeziński, ancien conseiller pour la Sécurité nationale de Jimmy Carter, avant de rejoindre ensuite les Républicains Ronald Reagan et George H. Bush. Brzeziński a joué un rôle considérable dans les relations des États-Unis avec l'URSS, puis la Russie dans la période cruciale qui précéda, puis vit l'effondrement de l'Empire soviétique. Pour avoir eu l'occasion de débattre avec lui à plusieurs reprises, « Zbig », ainsi qu'on le surnommait, était peu suspect de russophilie, convaincu que la Russie n'aurait d'autre choix, à long terme,

derrière la Pologne, s'efforçaient de se rapprocher le plus vite possible de l'Otan et l'Union européenne.

Restait l'Ukraine.

Depuis trois siècles au moins, pour la Russie, la perte de contrôle de l'Ukraine était proprement intolérable, voire inconcevable : une conviction partagée en leur temps aussi bien par les Russes blancs que par les Soviétiques, par Staline que par Soljenitsyne, par Trotski que par Gorbatchev ou Eltsine, et bien sûr par Poutine et même Navalny (avant son incarcération)... Sans oublier l'immense cohorte de grands écrivains russes ou ukrainiens, y compris Gogol et Isaac Babel, le juif natif d'Odessa, exécuté par le NKVD.

Sous le régime soviétique, cette stratégie ne fut jamais démentie, quels qu'aient été les dirigeants successifs à Moscou ou les inflexions menées sur le terrain, de la politique de nationalité apparemment généreuse des années 1920 à la famine génocidaire des années 1930 (l'*Holodomor*), en passant par la déportation des Tatars de Crimée. Une politique dans la droite ligne de celle des tsars, de Pierre le Grand à Catherine II qui inaugura le peuplement russe de la Crimée et du Donbass. Et ce pour une raison simple, parfaitement

énoncée par Brzeziński : l'apparition de tout État ukrainien indépendant constitue pour Moscou « une régression géopolitique radicale qui contraint les Russes à interroger les fondements de leur identité politique et ethnique ¹ ».

Ce qui était vrai sous Pierre le Grand, ou en 1917 lors de l'avènement des Soviétiques, le demeurait après leur éviction à la fin du ^e XX^e siècle. En déclarant leur indépendance en 1991 et en s'éloignant de la Russie, les Ukrainiens avaient non seulement dépossédé les Russes d'un potentiel économique majeur avec leur industrie, leur agriculture et une population alors de 52 millions d'habitants, mais surtout ils coupaient littéralement tout lien avec les origines d'une civilisation et d'une identité religieuse si proches de celle des Russes qu'elle relevait pour ces derniers, nous dit Brzeziński, « de l'évidence ». Et de conclure qu'avec la perte de ce pivot géopolitique toute ambition de reconstruire un empire eurasiatique dynamique tendant vers le sud et le sud-est sur les domaines de l'ex-URSS devenait impossible. Sans l'Ukraine, la Russie cesse d'être un empire et, de surcroît, compromet sa propre identité.

l'URSS « a été la plus grande catastrophe géopolitique du ^e XX^e siècle ». Mais il est intéressant de citer ici un autre observateur russe qui s'exprimait ainsi, un an avant la dissolution de l'Union soviétique : « Un désastre épouvantable, aujourd'hui inconcevable pour le peuple russe, pourrait se produire bientôt. Si l'État s'écroule, si notre peuple, dépossédé de son histoire millénaire est trahi, se retrouve abandonné, et si les "frères" qui nous ont rejoints dans le passé embarquent tous leurs biens à bord de leurs bateaux de sauvetage nationaux et s'éloignent de notre navire en péril, alors nous n'aurons plus qu'à déclarer le sauve-qui-peut. [...] Notre tâche sera de reconstruire l'État, qui reste, sur le plan politique, économique et spirituel, le porteur de l'"idée russe". Lui seul peut refléter les meilleurs acquis d'un royaume millénaire et des soixante-dix ans d'histoire soviétique, volatilisés en un clin d'œil ⁴ ».

Dans son célèbre essai « Reconstruire la Russie », paru en 1990, Alexandre Soljenitsyne imaginait précisément ce futur État, toujours russe, mais postsoviétique, une vision qui influença fortement Poutine par la suite. Que disait l'auteur de *L'Archipel du Goulag* ? Que les républiques baltes,

Brzeziński, je l'ai dit, était convaincu que la Russie n'aurait d'autre choix, à terme, que d'accepter la fin de son empire et de rejoindre l'Europe, donc l'Occident. D'autres experts américains de renom, comme Robert Kaplan, insistaient au contraire – à juste titre – sur « l'extraordinaire résilience » de la Russie : « Alors que la plupart des royaumes s'effondrent après leur apogée et disparaissent à tout jamais, l'Empire russe, qui a aussi été conquis, s'est étendu, effondré et reconstitué plusieurs fois. Sa résurgence actuelle, en dépit de la dissolution de l'Empire soviétique, n'est que le nouveau chapitre d'une histoire qui n'est pas près de s'arrêter ² ».

Il y a là, sans doute, ce que le grand Vassili Grossman appelait « la très ancienne malédiction russe : son âme d'esclave. [...] Les progrès matériels et la prospérité en Occident se construisent (tant bien que mal) sur les libertés individuelles. En Russie, par un accroissement de l'esclavage. [...] L'étouffement implacable de la personnalité, la subordination servile de la personne au souverain et à l'État se retrouvent tout au long de l'histoire millénaire de la Russie ³ ».

Peu après son arrivée au pouvoir, Vladimir Poutine eut en 2005 cette formule restée célèbre : la dissolution de

celles du Caucase et d'Asie centrale (excepté le Kazakhstan en raison de sa forte minorité russe) devraient tout simplement partir : toutes sont de culture étrangère et n'ont jamais vraiment fait partie de la Russie proprement dite. En revanche, l'Ukraine et la Biélorussie, toutes deux slaves et intimement liées à la Russie, devraient pouvoir rester unies d'une façon ou d'une autre avec elle, leur séparation étant vécue comme une « coupure cruelle ». Soljenitsyne ajoutait : si toutefois les Ukrainiens choisissaient de se séparer de la Russie, ils devraient être libres de le faire, « sauf pour les régions qui ne faisaient pas partie intégrante de la vieille Ukraine, c'est-à-dire la *Novorossia* [la "Nouvelle Russie"] : la Crimée, le Donbass et les zones proches de la mer Noire ⁵ ». Le sort de ces régions devrait être déterminé par « l'autodétermination », ce qui voulait dire qu'elles étaient appelées à « rejoindre la Russie ». Toute l'histoire de cette guerre, trente ans plus tard, se trouve ainsi résumée... Là encore, Kissinger avait parfaitement compris le grand malentendu entre Russes et Occidentaux à propos de la fin de l'URSS : si l'immense majorité des citoyens soviétiques voulaient sortir du communisme, seuls les non-Russes voulaient quitter

l'Empire. Pas les Russes pour qui l'Empire se confond avec la Russie...

Il y eut cependant, au début des années 1990, une brève période où la réconciliation paraissait possible, où la Russie semblait avoir renoncé à toute ambition impériale.

Le jeune ministre des Affaires étrangères de la Fédération de Russie, Andreï Kozyrev, avec lequel je nouai des relations amicales à cette époque (en préparant le voyage de Jacques Chirac à Moscou en septembre 1991), prononça le 19 novembre 1990, à Kyiv, un discours plein d'espoir : « En aucune manière, la Russie n'aspire à devenir le centre d'un nouvel empire... Ce rôle est pernicieux et, pour l'avoir tenu longtemps, la Russie le comprend mieux que quiconque. Qu'en retire-t-elle aujourd'hui ? Est-elle devenue plus libre ? Plus riche ? Plus heureuse ?... L'histoire nous enseigne qu'un peuple qui en gouverne d'autres finit toujours par en payer le prix. »

À ces propos qui semblaient marquer un tournant majeur de la Russie en direction des partisans de l'occidentalisation, Washington répondit par l'idée d'un « partenariat stratégique responsable » avec Moscou. Le très libéral chef du

Pentagone de l'époque, Les Aspin, chercha à arrimer la Russie en même temps que ses anciens satellites dans un vaste ensemble atlantique qui aurait englobé, voire surplombé l'Otan.

Bill Clinton n'était pas favorable, au départ, à l'élargissement de l'Otan, bruyamment réclamé par la Pologne et le groupe de Visegrád qu'elle venait de mettre sur pied avec la Hongrie et la Tchécoslovaquie. En janvier 1994, le président américain profita d'un sommet de l'Otan pour asséner aux quatre pays candidats à l'Alliance (Tchèques et Slovaques venaient de se séparer l'année précédente) : « L'Alliance doit se garder de tracer une nouvelle ligne de partage entre l'Est et l'Ouest, qui pourrait créer la prophétie autoréalisatrice d'une future confrontation... Je dis à tous ceux qui, en Europe ou aux États-Unis, aimeraient nous voir tracer une nouvelle ligne en Europe, plus à l'est, que nous ne devrions pas abandonner la possibilité d'un futur, le meilleur possible pour l'Europe, dans lequel la démocratie et l'économie de marché s'établiraient partout et où les gens coopéreraient pour leur sécurité mutuelle. »

L'intention était la bonne. Au lieu de l'élargissement, Clinton avançait l'idée d'un « Partenariat pour la paix » ouvert à tous. Mais la vision présidentielle fut immédiatement dénoncée, y compris aux États-Unis, Kissinger inclus, avec cet argument apparemment imparable : on ne saurait inclure dans un même système de sécurité « les victimes de l'impérialisme russe et soviétique et leurs bourreaux d'hier »...

Ce fut le début d'un immense malentendu. Là où les Russes imaginaient un projet de condominium démocratique dont ils auraient partagé la direction avec les Américains, ces derniers en vinrent à ne plus avoir d'autre objectif que de consolider leur victoire sur l'URSS, en tant qu'unique superpuissance. Là où les Russes pensaient pouvoir conserver, toujours avec l'acquiescement des Américains, après la dissolution du pacte de Varsovie et du Comecon (Comité d'assistance économique mutuelle), une zone d'influence « naturelle » à leurs yeux dans leur « étranger proche », c'est très exactement l'inverse qui se produisit : ils virent leurs anciens satellites se mettre en orbite autour de l'Otan, qui, même privée d'ennemi, survivait...

De l'aveu même de Brzezinski, il n'avait jamais été « dans les intentions des États-Unis de partager la prééminence mondiale et, quand bien même ils l'auraient envisagé, leur *alter ego* n'était guère en mesure de l'assumer. La faiblesse de la nouvelle Russie, les handicaps accumulés en trois quarts de siècle par le gouvernement communiste, le retard insigne de sa société sont autant de critères rédhibitoires pour un candidat à la codirection des affaires internationales⁶ ».

Ce que confirmera plus tard Barack Obama, qui qualifiera la Russie au mieux de « puissance régionale », ou encore, selon les termes du sénateur John McCain, de « grosse station d'essence avec des armes atomiques »...

Quant aux ex-satellites de l'URSS, le Partenariat pour la paix proposé par Clinton pouvait même s'avérer lourd de dangers. Pour Kissinger, obsédé par le vide laissé entre les deux pays pivots du continent, l'Allemagne et la Russie, il était déraisonnable d'abandonner les pays de l'Est et d'Europe centrale dans « une sorte de *no man's land* conceptuel et sécuritaire, source de tant de conflits européens ».

Washington décida donc de s'engager carrément sur la voie de l'élargissement de l'Otan à l'ensemble des anciens

membres du pacte de Varsovie, le Partenariat pour la paix étant travesti en une sorte d'antichambre vers l'accession.

Jusqu'au bout, George F. Kennan, le père de la politique du *containment* dès 1944, essaya de convaincre l'administration Clinton et ses principaux conseillers (Tony Lake en particulier), de la gravité de l'erreur qu'ils étaient en train de commettre : « L'élargissement de l'Otan serait la plus funeste erreur de la politique étrangère américaine dans la totalité de la période de l'après-guerre froide. Une telle décision enflammera à coup sûr les tendances les plus nationalistes, anti-occidentales et militaristes dans l'opinion Russe ; elle compromettra le développement de la démocratie en Russie ; elle fera renaître une atmosphère de guerre froide dans les relations Est-Ouest, et elle entraînera la politique étrangère russe dans des directions qui ne seront certainement pas à notre avantage ⁷ . » Une prédiction qui s'est en tout point réalisée...

Pourtant, l'accession des pays de Visegrád intervint en 1999, dix ans après la chute du Mur, et se heurta, sans surprise, à l'hostilité la plus ferme de Moscou, avant même l'arrivée de Poutine au pouvoir. Nous étions alors sept ans

avant le discours de celui-ci devant la Wehrkunde, à Munich, où il critiqua durement la politique américaine, et huit ans avant le fameux sommet de l'Otan, à Bucarest, où fut acté le principe – mais non la date – de l'entrée de l'Ukraine et de la Géorgie dans l'Alliance...

Pour Eltsine, comme pour la plupart des dirigeants russes, toujours selon les termes de Brzezinski, l'expansion de l'Otan avait en effet fini par apparaître, dès le milieu des années 1990, comme la forme ultime d'une logique d'exclusion dirigée contre la Russie et visant à la laisser isolée, vulnérable face à ses ennemis.

On ne comprend rien à l'arrivée au pouvoir de Vladimir Poutine en 1999 et à la tournure de plus en plus revancharde prise par son régime dans les deux décennies qui suivirent si l'on ne prend pas en compte l'ampleur du ressentiment russe, l'humiliation de la perte de l'empire et plus encore le fait d'être traité par les Occidentaux non pas en partenaire, en pays ami libéré de la dictature communiste, mais en État vaincu qui ne méritait au mieux que condescendance et indifférence. En termes simples, mais apparemment inaudibles à Washington, les Russes sont un

grand et vieux peuple résilient, ils ne veulent voir mourir ni leur histoire ni leur empire...

Bien entendu, les réticences apparues à Moscou dès cette époque n'aboutirent qu'à renforcer la détermination des pays d'Europe centrale à rejoindre le plus vite possible l'Otan, plus encore que l'Union européenne. Le cercle vicieux, toujours à l'œuvre trois ans après le début de la guerre en Ukraine, était enclenché. Plus on ignorait la Russie en faisant fi de ses priorités, plus elle réagirait à sa manière, c'est-à-dire brutalement, et plus ses réactions conforteraient la certitude, parmi ses voisins d'Europe centrale notamment, que la Russie même postcommuniste resterait toujours la même : indéfectiblement dictatoriale et surtout impérialiste. C'est le syndrome du « On vous l'avait bien dit ! » asséné par les Polonais et autres Baltes aux alliés français ou allemands après le 24 février 2022, accusés d'être naïvement englués dans leur pacifisme prorusse.

Quant à l'Ukraine, Moscou ayant acquiescé à l'adhésion des États baltes à l'Otan, les Russes avaient escompté que l'Occident ne s'opposerait pas au rétablissement d'une zone d'influence russe, à tout le moins dans les ex-Républiques

soviétiques. Tel ne fut pas le cas, et l'Ukraine devint rapidement un autre sujet de dissension majeur, tout au moins sur le plan diplomatique.

Tandis que l'Amérique, par la voix de son secrétaire à la Défense, évoquait en juillet 1996 « l'importance inestimable, à ses yeux, de l'indépendance ukrainienne pour la sécurité et la stabilité en Europe », et que le chancelier allemand lui faisait écho en insistant sur « l'indépendance et l'intégrité territoriale de l'Ukraine, qui ne souffrirait pas de remise en question », qu'à Kiev les milieux nationalistes se prirent à célébrer Bandera et son UPA (Armée insurrectionnelle ukrainienne), Moscou commença à remettre ouvertement en cause la souveraineté ukrainienne sur la Crimée, tout en insistant pour revendiquer un statut d'extraterritorialité pour le port de Sébastopol, base de la flotte russe en mer Noire.

Dans le même temps, le gouvernement de Kiev s'efforçait quant à lui de marquer son indépendance, résistant des quatre fers (on y reviendra) lorsqu'il fut contraint de « rendre », avec la complicité des Américains, plusieurs milliers d'armes nucléaires à la Russie, ou prenant la tête d'un

syndicat des ex-Républiques soviétiques à l'intérieur de la CEI (Communauté des États indépendants), contre les tentatives de Moscou d'en faire une sorte de nouveau Comecon, doté même d'un commandement militaire commun..

Avec l'élargissement de l'Otan et le raidissement russe qui s'ensuivit, le débat en Russie commença à se déplacer sur l'autre rive traditionnelle de la politique russe, à savoir l'« option eurasienne ». Si la Russie ne parvenait pas à trouver, à ses conditions bien sûr, sa place à l'Ouest autour d'un condominium à égalité avec les Américains, ce dont elle avait rêvé, alors elle devrait retourner vers une alliance avec la Chine et même avec une grande puissance musulmane, à savoir l'Iran.

Seule alternative à la perspective d'une hégémonie des États-Unis solidement installée en Europe et dans le monde, l'idée d'une coalition des trois puissances Russie-Chine-Iran apparut dès 1996, avec le remplacement au ministère des Affaires étrangères de Kozyrev, le libéral occidental, par Evgueni Primakov. Grand spécialiste des questions internationales et surtout du Moyen-Orient et de la Chine, issu du sérail soviétique, Primakov, avec qui j'eus maintes fois l'oc-

À l'époque, les Américains, bien que prévenus par les dirigeants russes, ne croyaient pas une seconde à un tel retournement. Ainsi, le fringant sénateur Joe Biden, de retour d'un voyage à Moscou en juin 1997, eut ces mots : « Les Russes ne veulent pas entendre parler de cette expansion de l'Otan et ils menacent : "Si vous faites cela, on va devoir se tourner vers la Chine." Alors, je n'ai pu m'empêcher de leur dire : "Vous savez quoi ? Bonne chance ! Et si ça ne marche pas, essayez l'Iran !" »⁸ Et l'auditoire d'éclater de rire...

Il y a trente ans, en publiant son *Grand Échiquier*, Brzezinski, au contraire, avait bien perçu le danger. Mais il considérait alors qu'une telle alliance, presque contre nature à ses yeux (et il avait raison !), n'avait que peu de chances de voir le jour. Elle n'existerait, ajoutait-il, « que si les États-Unis multipliaient les impairs et, victimes d'une politique à courte vue, se mettaient à dos simultanément et la Chine et l'Iran »⁹.

Or, ironiquement, c'est très exactement ce qui devait se passer au fil des trois dernières décennies. Non seulement l'Amérique de Trump mit fin en 2018 à l'accord sur le nucléaire iranien, fermant la porte à tout rapprochement avec

casation de discuter, fut en vérité l'architecte des choix opérés par Poutine aujourd'hui, en arrière-plan de la guerre en Ukraine.

Cette alliance, pour les partisans « eurasiens », devait réunir la première puissance slave, le pays d'Asie le plus peuplé, à terme le plus puissant économiquement du monde, et l'État islamique le plus solide. Dès cette époque, la Russie entreprit d'aider le programme nucléaire iranien, tandis que la Chine entamait une coopération militaire avec Téhéran. Début 1996, lors d'un voyage à Pékin, Boris Eltsine cosigna une déclaration qui dénonçait explicitement les tendances « hégémoniques mondiales ». On avait là l'amorce d'une réconciliation sino-russe contre un système international dominé par une seule puissance. Étaient enterrées du même coup des décennies de tensions entre Soviétiques et Chinois, au point que l'utilisation de l'arme nucléaire avait été même envisagée par Moscou au plus fort des affrontements des années 1960 sur les fleuves Amour et Oussouri ; oubliée également la méfiance séculaire mutuelle entre Russes et Perses...

Téhéran, mais les administrations américaines successives n'ont cessé d'installer leur « découplage » économique, technologique et géopolitique avec la Chine, vécue comme la seule vraie rivale des États-Unis, face il est vrai au régime de plus en plus nationaliste et révisionniste de Xi Jinping.

Autrement dit, toutes les conditions que Brzezinski considérait comme très improbables il y a trente ans sont aujourd'hui réunies. De Bush fils à Biden, en passant par Obama et Trump, les États-Unis ont fabriqué, à coups de sanctions commerciales à répétition, de ruptures politiques et d'erreurs catastrophiques (la guerre en Irak, qui devait installer la domination de l'Iran au Moyen-Orient), le syndicat des dictatures antioccidentale que redoutait Brzezinski et avec lui d'autres stratèges américains, comme Kissinger. Syndicat qui a aujourd'hui pour effet d'imbriquer mécaniquement, en quelque sorte, de façon extrêmement périlleuse, tous les foyers de guerre déjà apparus ou pouvant l'être à tout moment : Ukraine, Moyen-Orient, Taïwan. D'autant qu'à cet axe tripartite, Poutine est parvenu à ajouter la Corée du Nord. Poutine, Xi, Kim Jong-un, Khamenei : nous avons réussi à réunir contre l'Occident démocratique

les quatre cavaliers de l'Apocalypse de cette première moitié du XXI^e siècle...

C'est ainsi qu'à présent Pyongyang et Téhéran livrent drones, obus et missiles à l'armée russe en Ukraine. Que les Américains, principaux alliés de Kiev et d'Israël, se retrouvent, après le déclenchement de la guerre à Gaza, eux-mêmes attaqués par les milices chiïtes en Irak et en Syrie, ainsi que par les Houthis également armés par l'Iran, en mer Rouge. Ainsi également que les mêmes Américains tirent sur les drones et missiles iraniens lancés contre Israël... Ainsi enfin qu'au Mali ou au Niger, Russes, Chinois et Iraniens remplacent la France et les États-Unis, alliés de Kiev, qui se voient expulsés du Sahel. Et cela alors que s'aggravent les tensions sino-américaines autour de Taïwan. La guerre d'Ukraine s'est tout bonnement mondialisée...

Ajoutons que toutes ces puissances impliquées : États-Unis, France, Royaume-Uni, Russie, Chine, Iran, Israël, Corée du Nord, sont soit des puissances dotées de l'arme nucléaire, soit, comme l'Iran, sur le point de le devenir...

C'est ainsi que l'obscur question de l'identité de la Crimée ou du Donbass a pu dégénérer en une potentielle escalade planétaire.

Le 7 mars 2014, à la veille du référendum russe sur l'annexion de la Crimée, et trois ans avant sa mort, Brzezinski avait compris le drame qui était en train de se nouer. Dans une interview à Euronews, il tentait d'ébaucher un compromis : « L'Ukraine a besoin d'aide, le pays a besoin de stabilisation. Et ensemble, les Russes et nous pouvons coopérer dans ce sens. Nous pouvons en même temps persuader la Russie que notre objectif n'est pas d'attirer l'Ukraine dans l'Otan, ce que les Russes peuvent considérer comme une menace militaire. Et d'ailleurs, un grand nombre d'Ukrainiens ne souhaitent pas être dans l'Otan. Ce qu'ils veulent, c'est être indépendants¹⁰ ».

Mais l'Histoire était déjà en marche : le mois suivant commençait la guerre du Donbass...

1. Zbigniew Brzezinski, *Le Grand Échiquier. L'Amérique et le reste du monde*, Bayard, 1997 ; coll. « Pluriel », 2011.

2. Robert Kaplan, *La Revanche de la géographie*, Toucan, 2008.

3. Vassili Grossman, *Tout passe* (1963), *L'Âge d'Homme*, 1984 ; Calmann-Lévy, 2023.

4. Alexandre Prokhanov, « La tragédie du centralisme », *Literaturnaya Rossiya*, janvier 1990.

5. Alexandre Soljenitsyne, « Reconstruire la Russie », traduit en français sous le titre *Comment réaménager notre Russie ?*, Fayard,

1990.

6. Zbigniew Brzezinski, *Le Grand Échiquier*, op. cit.

7. James Goldgeier, *A Kennan For Our Times. Revisiting America's Greatest diplomat xxth Century Diplomat in the xxth Century*, Wilson Center, 2019.

8. Archive citée dans le film documentaire « Russie, Chine, Iran : la revanche des empires », de Sophie Lepault et Julian Bloom, Arte, mai 2024.

9. Zbigniew Brzezinski, *Le Grand Échiquier*, op. cit.

10. Zbigniew Brzezinski, « Poutine veut reconstruire l'URSS, avec l'Ukraine », fr.Euronews.com, 7 mars 2014.

II- COMPLÉMENTS

1) EXTRAIT DU LIVRE D'ALAIN BAUER, « AU COMMENCEMENT ETAIT LA GUERRE », PUBLIÉ EN MARS 2023 AUX ÉDITIONS FAYARD.

À force de mépriser ou de sous-estimer son adversaire, on peut être surpris de sa réaction.

Si on peut légitimement reprocher aux responsables russes une forme certaine de violence dans la gestion de leurs affaires internes ou externes, on ne peut pas exprimer le même sentiment sur une éventuelle dissimulation de leurs intentions.

Il y a presque trente ans, alors même que Vladimir Poutine commençait tout juste son ascension politique, c'est un ministre de Mikhaïl Gorbatchev, le père de la perestroïka et de la glasnost, qui prédisait et mettait en garde l'Occident contre la tentation d'« effacer » la Russie de la carte géostratégique du monde. Et cette mise en garde s'étendait à la tentation de l'OTAN d'aller vers l'est, en dépit des promesses

Russes, qui se plaignaient d'avoir été trompés sur l'expansion de l'OTAN, étaient fondés sur des textes et des consultations au plus haut niveau.

Les documents renforcent la critique de l'ancien directeur de la CIA, Robert Gates, selon laquelle l'« expansion de l'OTAN vers l'est [dans les années 1990] a été poursuivie avec insistance, alors que Gorbatchev et d'autres étaient amenés à croire que cela ne se produirait pas ».

Les Américains utiliseront d'ailleurs une expression clé, étayée par les documents, pour justifier leur discours en indiquant que le dernier dirigeant de l'URSS aurait été « amené à croire ».

Les premières assurances concrètes des dirigeants occidentaux concernant l'OTAN ont commencé le 31 janvier 1990, lorsque le ministre ouest-allemand des Affaires étrangères Hans-Dietrich Genscher, à l'occasion d'un grand discours public à Tutzing, a clairement indiqué « que les changements en Europe de l'Est et le processus d'unification de l'Allemagne ne devaient pas conduire à une "atteinte aux intérêts de sécurité soviétiques" ». Par conséquent, l'OTAN devrait exclure une « expansion de son territoire vers l'est,

non écrites du secrétaire d'État James Baker : « *Not one inch to the East* – Pas un pouce à l'est » et réitérées entre 1990 et 1991 pour garantir une réunification sans neutralisation de l'Allemagne.

Selon des documents déclassifiés américains, soviétiques, allemands, britanniques et français mis en ligne par la National Security Archive de l'Université George-Washington (NSAGWU), cette fameuse déclaration de James Baker, lors de sa rencontre avec le dirigeant soviétique Mikhaïl Gorbatchev le 9 février 1990, s'inscrivait dans une série d'assurances sur la sécurité soviétique données par les dirigeants occidentaux à Gorbatchev et à d'autres responsables soviétiques entre 1990 et 1991.

Selon les commentaires de la NSAGWU, largement repris ci-après, les documents montrent que de nombreux dirigeants nationaux ont envisagé et rejeté l'adhésion de l'Europe centrale et orientale à l'OTAN dès le début de 1990 et ce tout au long de 1991, que les discussions sur l'OTAN dans le contexte des négociations sur l'unification de l'Allemagne en 1990 ne se limitaient pas du tout au statut du territoire de l'Allemagne de l'Est, et que les reproches ultérieurs des

c'est-à-dire un rapprochement des frontières soviétiques ». Genscher proposait même de laisser le territoire est-allemand en dehors des structures militaires de l'OTAN, même dans une Allemagne unifiée au sein de l'OTAN.

Cette dernière idée d'un statut spécial pour le territoire de la RDA a été codifiée dans le traité final d'unification allemande signé le 12 septembre 1990 par les ministres des Affaires étrangères des « 2 + 4 ».

La première idée, celle d'un « rapprochement des frontières soviétiques », est consignée non pas dans des traités mais dans de multiples mémorandums de conversation entre les Soviétiques et les interlocuteurs occidentaux du plus haut niveau (Genscher, Kohl, Baker, Gates, Bush, Mitterrand, Thatcher, Major...) offrant des assurances tout au long de l'année 1990 et en 1991 sur la protection des intérêts de sécurité soviétiques et l'inclusion de l'URSS dans les nouvelles structures de sécurité européennes.

La « formule de Tutzing » est immédiatement devenue le centre d'une série de discussions diplomatiques importantes, menant à la rencontre cruciale du 10 février 1990 à Moscou entre le chancelier allemand Kohl et Gorbatchev,

au cours de laquelle le dirigeant ouest-allemand a obtenu l'assentiment de principe des Soviétiques à l'unification de l'Allemagne au sein de l'OTAN, à condition que celle-ci ne s'étende pas à l'est. L'accord final sera signé en septembre 1990.

Les conversations qui ont précédé cette assurance reçue par Kohl comportaient des motifs explicites sur l'expansion de l'OTAN, les pays d'Europe centrale et orientale et la manière de convaincre les Soviétiques d'accepter l'unification. Par exemple, le 6 février 1990, lorsque Genscher a rencontré le ministre britannique des Affaires étrangères, Douglas Hurd, l'enregistrement britannique montre que Genscher a déclaré : « Les Russes doivent avoir l'assurance que si, par exemple, le gouvernement polonais quittait le pacte de Varsovie un jour, il n'adhérerait pas à l'OTAN le lendemain. »

Par trois fois, Baker a essayé avec Gorbatchev la formule « Pas un pouce vers l'est » lors de la réunion du 9 février 1990. Il a approuvé la déclaration de Gorbatchev en réponse aux assurances selon lesquelles « l'expansion de l'OTAN est inacceptable ». M. Baker a assuré que les Américains comprenaient que « non seulement pour l'Union soviétique

mais aussi pour d'autres pays européens, il est important d'avoir des garanties que si les États-Unis maintiennent leur présence en Allemagne dans le cadre de l'OTAN, pas un pouce de la juridiction militaire actuelle de l'OTAN ne s'étendra en direction de l'est ».

James Baker a écrit à Helmut Kohl, qui devait rencontrer le dirigeant soviétique le lendemain : « Et puis je lui ai posé la question suivante : "Préférez-vous voir une Allemagne unifiée en dehors de l'OTAN, indépendante et sans forces américaines, ou préférez-vous qu'une Allemagne unifiée soit liée à l'OTAN, avec l'assurance que la juridiction de l'OTAN ne se déplacera pas d'un pouce vers l'est par rapport à sa position actuelle ?" Il a répondu que les dirigeants soviétiques réfléchissaient sérieusement à toutes ces options [...]. Il a ensuite ajouté : "Il est certain que toute extension de la zone de l'OTAN serait inacceptable." Baker a ajouté entre parenthèses, à l'intention de Kohl : "Par voie de conséquence, l'OTAN dans sa zone actuelle pourrait être acceptable." »

Bien informé par le secrétaire d'État américain, le chancelier ouest-allemand a compris l'existence d'une ligne rouge soviétique essentielle et a finalement assuré à Gorbatchev,

le 10 février 1990 : « Nous pensons que l'OTAN ne doit pas étendre sa sphère d'activité. »

Le ministre britannique Douglas Hurd a renforcé le message Baker-Genscher-Kohl lors de sa rencontre avec Gorbatchev à Moscou, le 11 avril 1990, en déclarant que la Grande-Bretagne avait clairement « reconnu l'importance de ne rien faire qui puisse porter atteinte aux intérêts et à la dignité des Soviétiques ».

François Mitterrand n'était pas totalement en phase avec les Américains, comme en témoigne le fait qu'il ait déclaré à Gorbatchev, à Moscou, le 25 mai 1990, qu'il était « personnellement favorable à un démantèlement progressif des blocs militaires ». Le président français a aussi voulu rassurer son interlocuteur en disant que l'Occident devait « créer les conditions de (leur) sécurité, ainsi que de la sécurité européenne dans son ensemble ».

Au sommet de Washington, le 31 mai 1990, Bush s'est à son tour employé à assurer à Gorbatchev que l'Allemagne de l'OTAN ne serait jamais dirigée contre l'URSS : « Croyez-moi, nous ne poussons pas l'Allemagne vers l'unification, et ce n'est pas nous qui déterminons le rythme de ce pro-

cessus. Et, bien sûr, nous n'avons aucune intention, même dans nos pensées, de nuire à l'Union soviétique de quelque manière que ce soit. C'est pourquoi nous nous prononçons en faveur de l'unification de l'Allemagne au sein de l'OTAN sans ignorer le contexte plus large de la CSCE, en prenant en considération les liens économiques traditionnels entre les deux États allemands. Un tel modèle, à notre avis, correspond également aux intérêts soviétiques. »

Après le sommet de Washington, Margaret Thatcher est également intervenue, lors de sa rencontre avec Gorbatchev à Londres, le 8 juin 1990, en décrivant la transformation de l'OTAN en une alliance plus politique et moins menaçante sur le plan militaire : « Nous devons trouver des moyens de donner à l'Union soviétique la confiance que sa sécurité serait assurée. La CSCE pourrait servir de cadre à tout cela et être le forum qui amènerait l'Union soviétique à participer pleinement au débat sur l'avenir de l'Europe. »

Selon la plupart des comptes rendus, la déclaration de Londres de l'OTAN, le 5 juillet 1990, a eu un effet très positif sur les délibérations à Moscou, donnant à Gorbatchev le

moyen de contenir les partisans de la ligne dure au Congrès du Parti qui se tenait alors.

Lors de son appel téléphonique à Mikhaïl Gorbatchev le 17 juillet, le président américain Bush explique : « Ce que nous avons essayé de faire, c'est de tenir compte des préoccupations que vous m'avez exprimées ainsi qu'à d'autres, et nous l'avons fait de la manière suivante : par notre déclaration commune sur la non-agression ; par notre invitation à venir à l'OTAN ; par notre accord pour ouvrir l'OTAN à des contacts diplomatiques réguliers avec votre gouvernement et ceux des pays d'Europe de l'Est ; et par notre offre d'assurances sur la taille future des forces armées d'une Allemagne unie – une question dont je sais que vous avez discuté avec Helmut Kohl. Nous avons également modifié fondamentalement notre approche militaire en ce qui concerne les forces conventionnelles et nucléaires. Nous avons transmis l'idée d'une CSCE élargie, plus forte, dotée de nouvelles institutions dans lesquelles l'URSS peut partager et faire partie de la nouvelle Europe. »

Les documents montrent que le président russe a accepté l'unification de l'Allemagne au sein de l'OTAN à la suite de

cette cascade d'assurances et sur la base de sa propre analyse selon laquelle l'avenir de l'Union soviétique dépendait de son intégration en Europe, dont l'Allemagne serait l'acteur décisif. Lui et la plupart de ses alliés croyaient qu'une certaine version de la maison européenne commune était encore possible et qu'elle se développerait parallèlement à la transformation de l'OTAN pour aboutir à un espace européen plus inclusif et intégré, que le règlement de l'après-guerre froide tiendrait compte des intérêts de sécurité soviétiques. L'alliance avec l'Allemagne permettrait non seulement de surmonter la guerre froide mais aussi de tourner le dos à l'héritage de la Grande Guerre patriotique.

Néanmoins, au sein du gouvernement américain, une discussion différente se poursuivait, et le ministère de la Défense, en date du 25 octobre 1990, proposait *a contrario* de laisser « la porte entrouverte » à l'adhésion de l'Europe de l'Est à l'OTAN. Le Département d'État restait d'avis que l'expansion de l'OTAN n'était pas à l'ordre du jour, car il n'était pas dans l'intérêt des États-Unis d'organiser « une coalition antisoviétique » qui s'étende jusqu'aux frontières soviétiques.

En mars 1991 encore, le Premier Ministre britannique John Major pouvait personnellement assurer à Gorbatchev : « Nous ne parlons pas du renforcement de l'OTAN. » Lorsque le maréchal Dimitri Azov, ministre soviétique de la Défense, interroge l'occupant de Downing Street sur les demandes des dirigeants d'Europe de l'Est pour l'adhésion à l'OTAN, le dirigeant britannique répond sans ambiguïté : « Rien de tel ne se produira. »

Enfin, lorsque des députés russes du Soviet suprême sont venus rencontrer le secrétaire général de l'OTAN, Manfred Woerner, en juillet 1991, ce dernier a encore déclaré : « Nous ne devons pas permettre [...] l'isolement de l'URSS de la communauté européenne et que le Conseil de l'OTAN et lui-même sont opposés à l'expansion de l'OTAN (13 des 16 membres de l'OTAN soutiennent ce point de vue). »

La promesse n'était pas encore ce qui allait apparaître aux Russes comme un mensonge que les événements de la décennie suivante avaient inexorablement transformé.

Les Occidentaux avaient pourtant parié sur la stabilisation d'une Russie renouvelée plutôt que sur une désagrégation

qui les inquiétait. Ils espéraient véritablement trouver en elle ce partenaire qu'une économie libéralisée et une démocratie à l'occidentale devaient rapprocher d'eux année après année.

Comme souvent, c'est l'éternel retour du concret qui eut raison de ce rêve.

Les désordres économiques et sociaux qui suivirent la libéralisation, la persistance des conflits internes qui avaient miné l'ancien Empire, la résurgence du terrorisme précipitèrent finalement le retournement qui permit l'expansion de l'OTAN et plantèrent les germes des futurs conflits avec la Russie qui ne pardonnerait pas aux « forces du Bien » de l'avoir bernée.

Là encore, il ne s'agit pas de choisir *a posteriori* qui a eu raison et qui a eu tort, mais de comprendre les conditions initiales du « malentendu », et d'analyser les processus complexes au travers desquels il s'est transformé en mésentente cordiale, froide, glaciale, pour terminer en schisme sanglant.

2) DISCOURS DU PRESIDENT POUTINE DU 14 JUIN 2024 au Ministère russe des Affaires étrangères.

https://mid.ru/fr/foreign_policy/news/1957107/?TSPD_101_R0=08765fb817ab2000a0ded1f8fd6bb07ec5a618dad519dc26f34fd1503f844f5db0cd16de6bc5bc42085f0f335b1430000d3a623d9823b01d768188e6f6dd9bd448bd23449fe1dd035f4994ccfec9764e657d1036abc8a789fdaebf1df572d5e7

Notons que le discours du Président Poutine, reproduit ci-après, était précédé de celui du ministre des Affaires étrangères, S. Lavrov.

« Chers collègues, bonjour !

Je suis heureux de vous accueillir et au début de notre rencontre, de notre discussion, je souhaite vous remercier pour votre travail intense au service de la Russie et de notre peuple.

Nous nous sommes rencontrés en cette large composition pour la dernière fois à la fin de l'année 2021, en novembre. Depuis lors, de nombreux événements cruciaux et déterminants ont eu lieu, tant dans notre pays que dans le monde. Par conséquent, il me semble important d'évaluer la situation actuelle des affaires mondiales et régionales, ainsi que de définir les objectifs correspondants pour le Ministère des Affaires étrangères. Tous ces objectifs visent un but principal : créer des conditions pour le développement durable du pays, assurer sa sécurité et améliorer le bien-être des familles russes.

Le travail dans ce domaine, dans les réalités contemporaines, complexes et en constante évolution, exige de nous tous encore plus de concentration, d'initiative, de persévérance, et la capacité non seulement de réagir aux défis actuels, mais aussi de créer notre propre agenda à long terme. Avec nos partenaires, nous devons proposer et discuter, dans le cadre d'un débat ouvert et constructif, des solutions aux questions fondamentales qui préoccupent non seulement notre pays, mais également toute la communauté mondiale.

Je le répète : le monde change rapidement. La situation ne sera plus comme avant, ni en politique mondiale, ni en économie, ni dans la concurrence technologique. De plus en plus d'États cherchent à renforcer leur souveraineté, leur autosuffisance, leur identité nationale et culturelle. Les pays du Sud global et de l'Est se placent au premier plan, et l'importance de l'Afrique et de l'Amérique latine augmente. Encore depuis l'époque soviétique, nous parlions toujours de l'importance de ces régions du monde, mais aujourd'hui, la dynamique est complètement différente et cela devient visible. Les transformations en Eurasie se sont également accélérées, où plusieurs projets d'intégration d'envergure sont activement mis en œuvre.

C'est précisément sur la base de cette nouvelle réalité politique et économique que se dessinent aujourd'hui les contours d'un ordre mondial multipolaire et multilatéral, et c'est un processus objectif. Il reflète la diversité culturelle et civilisationnelle qui, malgré toutes les tentatives d'unification artificielle, est organiquement inhérente à l'humanité.

Ces changements profonds et systémiques inspirent sans aucun doute de l'optimisme et de l'espoir, car l'affirmation des principes de multipolarité et de multilatéralisme dans les affaires internationales, y compris le respect du droit international et une large représentativité, permet de résoudre ensemble les problèmes les plus complexes dans l'intérêt commun, de construire des relations mutuellement bénéfiques et de coopérer entre États souverains pour le bien-être et la sécurité des peuples.

Cette image de l'avenir est en harmonie avec les aspirations de la grande majorité des pays du monde. Nous le voyons, notamment à travers l'intérêt croissant pour le travail des Brics, un groupe universel fondé sur une culture particulière de dialogue de confiance, d'égalité souveraine des participants et de respect mutuel. Dans le cadre de la présidence russe cette année, nous favoriserons l'intégration progressive des nouveaux membres des Brics dans les structures de travail du groupe.

Je demande au Gouvernement et au Ministère des Affaires étrangères de poursuivre leur travail de fond et leur dialogue avec les partenaires afin de préparer pour le sommet des Brics à Kazan en octobre un ensemble substantiel de décisions concertées, qui orienteront notre coopération en matière de politique et de sécurité, d'économie et de finance, de science, de culture, de sport et de liens sociaux.

De manière générale, je pense que le potentiel des Brics leur permettra, avec le temps, de devenir l'une des principales institutions régulatrices de l'ordre mondial multipolaire.

À cet égard, je souligne que la discussion internationale sur les paramètres de l'interaction entre les États dans un monde multipolaire et sur la démocratisation de tout le système des relations internationales est déjà en cours. Par exemple, avec nos collègues de la Communauté des États indépendants, nous avons mis au point et adopté un document commun sur les relations internationales dans un monde multipolaire. Nous avons invité nos partenaires à discuter de ce sujet dans d'autres forums internationaux, notamment au sein de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS) et des Brics.

Nous souhaitons que ce dialogue se développe également au sein de l'ONU, notamment sur un sujet aussi fondamental et vital pour tous qu'est la création d'un système de sécurité indivisible. En d'autres termes, il s'agit d'affirmer dans les affaires mondiales le principe selon lequel la sécurité de certains ne peut être assurée au détriment de celle des autres.

Je rappelle à cet égard qu'à la fin du XXe siècle, après la fin d'une confrontation militaire et idéologique intense, la communauté mondiale avait une occasion unique de construire un ordre fiable et équitable en matière de sécurité. Pour cela, il ne fallait pas grand-chose, seulement la capacité d'écouter l'avis de toutes les parties concernées et la volonté mutuelle de les prendre en compte. Notre pays était précisément orienté vers un tel travail constructif.

Cependant, une autre approche a prévalu. Les puissances occidentales, menées par les États-Unis, ont estimé qu'elles avaient gagné la guerre froide et qu'elles étaient en droit de déterminer à elles seules comment organiser le monde. Cette vision du monde s'est manifestée dans la pratique par le projet d'expansion illimitée en termes de temps et d'espace de l'Alliance de l'Atlantique Nord, bien qu'il y ait eu d'autres idées sur la manière d'assurer la sécurité en Europe.

À nos questions légitimes, nous entendions des excuses selon lesquelles personne n'avait l'intention d'attaquer la Russie, et que l'expansion de l'Otan n'était pas dirigée contre la Russie. Les promesses faites à l'Union soviétique, puis à la Russie à la fin des années 1980 et au début des années 1990 de ne pas inclure de nouveaux membres dans l'Alliance ont été simplement oubliées. Et même lorsqu'on s'en souvenait, c'était avec un sourire ironique, en se référant au fait que ces affirmations étaient orales et donc non contraignantes.

Dans les années 1990 et plus tard, nous soulignions constamment l'erreur de la voie choisie par les élites occidentales, non seulement en critiquant et en avertissant, mais aussi en proposant des options et des solutions constructives, en soulignant l'importance de développer un mécanisme de sécurité européenne et mondiale qui conviendrait à tous. Je tiens à le souligner : à tous. L'énumération des initiatives que la Russie a proposées au fil des ans prendrait plus d'un paragraphe.

Rappelons l'idée d'un traité sur la sécurité européenne que nous avons proposé en 2008. Les mêmes sujets ont été soulevés dans le mémorandum du Ministère russe des Affaires étrangères qui a été transmis aux États-Unis et à l'Otan en décembre 2021.

Mais toutes nos tentatives (or elles sont nombreuses, trop nombreuses pour être toutes mentionnées) de raisonner nos interlocuteurs, d'expliquer, de persuader, de prévenir, toutes nos demandes n'ont reçu absolument aucune réponse. Les pays occidentaux, convaincus non seulement de leur propre justesse, mais surtout de leur force et de leur capacité à imposer n'importe quoi au reste du monde, ignoraient simplement les autres opinions. Au mieux, ils proposaient de discuter de questions secondaires qui, en réalité, n'avaient que peu de conséquences ou concernaient uniquement des sujets avantageux pour l'Occident.

Cependant, il est rapidement devenu évident que le système occidental, proclamé comme l'unique moyen d'assurer la sécurité et la prospérité en Europe et dans le monde, ne fonctionne pas. Souvenons-nous de la tragédie des Balkans. Les problèmes internes, qui certes existaient, accumulés en ex-Yougoslavie se sont exacerbés en raison d'une intervention extérieure brutale. Dès lors, le principe fondamental de la diplomatie de l'Otan s'est manifesté dans toute sa splendeur, un principe profondément vicieux et stérile pour résoudre des conflits internes complexes, à savoir : accuser de tous les péchés l'une des parties, qui pour une raison ou une autre ne leur plaît pas, et déverser sur elle toute sa puissance politique, médiatique, militaire, ainsi que des sanctions et des restrictions économiques.

Par la suite, les mêmes approches ont été appliquées dans différentes régions du monde, nous le savons très bien : en Irak, en Syrie, en Libye, en Afghanistan, etc. Et partout elles n'ont apporté qu'une aggravation des problèmes existants, des vies brisées de millions de personnes, la destruction de pays

entiers, la propagation de foyers de désastres humanitaires et sociaux et d'enclaves terroristes. En réalité, aucun pays dans le monde n'est à l'abri de rejoindre cette triste liste.

Ainsi, aujourd'hui, l'Occident cherche à s'immiscer de manière agressive dans les affaires du Moyen-Orient. Ils avaient monopolisé cette région autrefois, et le résultat est aujourd'hui clair et évident pour tous. Le Caucase du Sud, l'Asie centrale. Il y a deux ans, lors du sommet de l'Otan à Madrid, ils ont annoncé que l'Alliance allait désormais s'occuper de la sécurité non seulement dans la zone euro-atlantique, mais aussi dans la région Asie-Pacifique. Comme quoi là aussi on ne saurait se passer d'eux. Il est évident que derrière cela se cache une tentative d'augmenter la pression sur les pays de la région dont ils ont décidé de freiner le développement. Comme on le sait, en tête de cette liste se trouve notre pays, la Russie.

Je rappelle également que c'est Washington qui a sapé la stabilité stratégique en annonçant son retrait unilatéral des traités sur la défense antimissile, sur l'élimination des missiles à portée intermédiaire, sur le ciel ouvert. Avec leurs satellites de l'Otan, ils ont détruit le système de mesures de confiance et de contrôle des armements en Europe, qui était construit depuis des décennies.

En fin de compte, l'égoïsme et l'arrogance des États occidentaux ont conduit à la situation actuelle extrêmement dangereuse. Nous sommes inadmissiblement proches du point de non-retour. Les appels à infliger une défaite stratégique à la Russie, qui possède les plus grands arsenaux d'armes nucléaires, montrent l'aventurisme extrême des politiciens occidentaux. Ils ne comprennent pas l'ampleur de la menace qu'ils créent eux-mêmes, ou bien ils sont simplement obsédés par une croyance en leur propre impunité et en leur propre exclusivité. L'un comme l'autre peut tourner à la tragédie.

De toute évidence, nous assistons à l'effondrement du système de sécurité euro-atlantique. Aujourd'hui, il n'existe tout simplement plus. Il est nécessaire de le recréer de toutes pièces. Cela exige de notre part, conjointement avec nos partenaires et tous les pays concernés, et ils sont nombreux, de travailler sur nos propres options pour assurer la sécurité en Eurasie, avant de les soumettre à une large discussion internationale.

C'est précisément cette consigne qui a été donnée dans l'allocution à l'Assemblée fédérale. Il s'agit, à moyen terme, de formuler sur le continent eurasiatique un cadre de sécurité égalitaire et indivisible, de développement et de coopération mutuellement bénéfique et équitable.

Quelles actions doivent être entreprises pour cela et sur quels principes ?

Premièrement, il est nécessaire d'engager un dialogue avec tous les participants potentiels de ce futur système de sécurité. Pour commencer, je demande d'aborder les questions nécessaires avec les États ouverts à une coopération constructive avec la Russie.

Lors de la récente visite en République populaire de Chine, nous avons discuté de cette problématique avec le Président Xi Jinping. Nous avons constaté que la proposition russe ne contredisait pas, mais au contraire, complétait et concordait entièrement avec les principes fondamentaux de l'initiative chinoise en matière de sécurité globale.

Deuxièmement, il est important de partir du principe que la future architecture de sécurité est ouverte à tous les pays eurasiatiques qui souhaitent y participer. "À tous" fait également allusion aux pays européens et membres de l'Otan, bien entendu. Nous vivons sur un même continent, quoi qu'il se passe, il est impossible de changer la géographie, et nous devons d'une manière ou d'une autre coexister et travailler ensemble.

Certes, actuellement, les relations entre la Russie et l'UE ainsi qu'avec un certain nombre de pays européens se sont dégradées, et je le souligne encore une fois, ce n'est pas de notre faute. La campagne de propagande antirusse, à laquelle participent des personnalités européennes haut placées, est accompagnée de spéculations selon lesquelles la Russie envisagerait d'attaquer l'Europe. J'ai répété maintes fois et il n'est pas nécessaire de le répéter encore ici: nous comprenons tous que c'est une absurdité totale, simplement un prétexte pour la course aux armements.

À cet égard, permettez-moi une petite parenthèse. La menace pour l'Europe ne vient pas de la Russie. La principale menace pour les Européens réside dans leur dépendance critique et croissante, devenue presque totale vis-à-vis des États-Unis dans les domaines militaire, politique, technologique, idéologique et informationnel. L'Europe est de plus en plus écartée du développement économique mondial, plongée dans le chaos des problèmes migratoires et autres problèmes majeurs, et privée de son autonomie internationale et de son identité culturelle.

Parfois, on a l'impression que les politiciens européens en place et les représentants de la bureaucratie européenne craignent davantage de tomber en disgrâce auprès de Washington que de perdre la confiance de leur propre peuple, de leurs propres citoyens. Les récentes élections au Parlement européen le montrent également. Les politiciens européens acceptent les humiliations, l'insolence et les scandales d'espionnage contre les dirigeants européens, tandis que les États-Unis les utilisent simplement à leurs propres fins : parfois, ils les forcent à acheter leur gaz coûteux (d'ailleurs, le gaz en Europe est trois à quatre fois plus cher qu'aux États-Unis) ou, comme maintenant, ils exigent des pays européens d'augmenter leurs livraisons d'armes à l'Ukraine. Soit dit en passant, les exigences sont constantes ici et là. Ils imposent également des sanctions contre eux, contre des opérateurs économiques en Europe. Ils les imposent sans hésitation, sans aucune gêne.

Maintenant, ils les forcent à augmenter les livraisons d'armes à l'Ukraine, à accroître leurs capacités de production de munitions d'artillerie. Mais qui aura besoin de ces munitions quand le conflit en Ukraine sera terminé ? Comment cela peut-il assurer la sécurité militaire de l'Europe ? C'est incompréhensible. Pendant ce temps, les États-Unis investissent dans les technologies militaires de demain : l'espace, les drones modernes, les systèmes de frappe basés sur de nouveaux principes physiques, c'est-à-dire dans les domaines qui définiront à l'avenir la nature des conflits armés, et donc le potentiel militaro-politique des États, leurs positions dans le monde. Mais pour l'instant, on leur assigne ce rôle : investissez votre argent là où nous en avons besoin. Or cela n'augmente aucun potentiel européen. Tant pis pour eux, soit. C'est peut-être bien pour nous, mais c'est ce qui se passe en réalité.

Si l'Europe veut se maintenir comme l'un des centres autonomes de développement mondial et des pôles culturels et civilisationnels de la planète, elle doit entretenir de bonnes relations avec la Russie, et nous y sommes prêts.

C'était une chose simple et évidente que comprenaient parfaitement les politiciens de véritable envergure européenne et mondiale, patriotes de leurs pays et peuples, qui pensaient en termes historiques, et non les figurants qui suivent une volonté et des directives étrangères. Charles de Gaulle en a beaucoup parlé pendant les années d'après-guerre. Je me souviens aussi de l'importance que le chancelier de la RFA Helmut Kohl accordait au partenariat entre l'Europe et la Russie lors d'une conversation à laquelle j'ai eu personnellement l'occasion de participer en 1991. J'espère que cet héritage sera un jour repris par les nouvelles générations de politiciens européens.

En ce qui concerne les États-Unis, les tentatives incessantes des élites libérales-mondialistes au pouvoir aujourd'hui de diffuser leur idéologie dans le monde entier par tous les moyens, de maintenir leur statut impérial, leur domination, ne font qu'épuiser davantage le pays, le conduisent à la dégradation et vont à l'encontre des véritables intérêts du peuple américain. Sans cette voie sans issue, ce messianisme agressif basé sur la croyance en leur propre exclusivité, les relations internationales seraient stabilisées depuis longtemps.

Troisièmement, pour promouvoir l'idée d'un système de sécurité eurasiatique, il est nécessaire d'intensifier considérablement le processus de dialogue entre les organisations multilatérales déjà actives en Eurasie. Cela concerne avant tout l'État de l'Union, l'Organisation du Traité de sécurité collective, l'Union économique eurasiatique, la Communauté des États indépendants et l'Organisation de coopération de Shanghai.

Nous voyons des perspectives dans l'implication dans ces processus d'autres organisations eurasiatiques influentes, de l'Asie du Sud-Est au Moyen-Orient.

Quatrièmement, nous pensons qu'il est temps d'entamer une large discussion sur un nouveau système de garanties bilatérales et multilatérales de sécurité collective en Eurasie. À terme, il sera nécessaire de réduire progressivement la présence militaire des puissances étrangères dans la région eurasiatique.

Bien sûr, nous comprenons que dans la situation actuelle, cette idée peut sembler irréaliste. Mais à l'avenir, si nous construisons un système de sécurité fiable, il n'y aura tout simplement pas besoin de contingents militaires extrarégionaux. À vrai dire, même aujourd'hui, ce n'est pas nécessaire, c'est juste une occupation, voilà tout.

En fin de compte, nous pensons que les États et les structures régionales d'Eurasie doivent eux-mêmes définir les domaines spécifiques de coopération en matière de sécurité commune. En conséquence, ils doivent également construire un système d'institutions, de mécanismes et d'accords fonctionnels qui servent réellement à atteindre les objectifs communs de stabilité et de développement.

À cet égard, nous soutenons l'initiative de nos amis biélorusses de développer un document programmatique, à savoir une charte de la multipolarité et de la diversité au XXI^e siècle. Elle pourrait formuler non seulement les principes cadres de l'architecture eurasiennne, basés sur les normes fondamentales du droit international, mais aussi, de manière plus générale, une vision stratégique de la nature et de l'essence de la multipolarité et de la multilatéralité en tant que nouveau système de relations internationales, remplaçant le monde centré sur l'Occident. Il est important et je demande de travailler en profondeur sur ce document avec nos partenaires et tous les États concernés. Ajoutons que, pour discuter de questions aussi complexes et globales, une représentation maximale et large ainsi que la prise en compte de diverses approches et positions sont nécessaires.

Cinquièmement, une partie importante du système de sécurité et de développement eurasiatique doit évidemment inclure des questions d'économie, de bien-être social, d'intégration et de coopération mutuellement bénéfique, ainsi que la résolution de problèmes communs tels que la réduction de la pauvreté, des inégalités, le climat, l'écologie et l'élaboration de mécanismes de réponse aux menaces de pandémie et de crises économiques mondiales.

Les actions de l'Occident ont non seulement sapé la stabilité politico-militaire mondiale, mais, avec les sanctions et les guerres commerciales, elles ont également discrédité et affaibli les principales institutions de marché. Utilisant le FMI et la Banque mondiale, manipulant l'agenda climatique, ils freinent le développement du Sud global. Perdant en concurrence, même selon les règles qu'ils ont eux-mêmes établies, ils recourent à des barrières restrictives et à toutes sortes de protectionnisme. Ainsi, les États-Unis ont de facto renoncé à l'Organisation mondiale du commerce en tant que régulateur du commerce international. Tout est bloqué. Sachant qu'ils ne font pas seulement pression sur les concurrents, mais aussi sur leurs satellites. Il suffit de regarder comment ils "essorent" actuellement les économies européennes, qui sont au bord de la récession.

Les pays occidentaux ont gelé une partie des actifs et des réserves de change russes. Ils cherchent maintenant une base juridique pour s'approprier définitivement ces fonds. Mais, malgré tous leurs chicaneries, un vol reste un vol et ne restera pas impuni.

La question est même plus profonde. En volant les actifs russes, ils feront un pas de plus vers la destruction du système qu'ils ont eux-mêmes créé, et qui, pendant des décennies, assurait leur prospérité en leur permettant de consommer plus qu'ils ne gagnaient, en attirant des fonds du monde entier grâce aux dettes et obligations. Désormais, il devient évident pour tous les pays et entreprises ainsi que pour les fonds souverains que leurs actifs et réserves ne sont pas en sécurité, ni juridiquement ni économiquement. Et le prochain sur la liste d'expropriation par les États-Unis et l'Occident pourrait être n'importe qui, y compris ces fonds souverains étrangers.

Dès à présent, la méfiance à l'égard du système financier basé sur les monnaies de réserve occidentales augmente. Il y a un reflux de capitaux des titres et des obligations des États occidentaux, ainsi que de certaines banques européennes, qui étaient encore récemment considérées comme des lieux de conservation de capitaux absolument sûrs. Aujourd'hui, même l'or est retiré de leurs coffres. Et ils ont bien raison de le faire.

Je pense que nous devons sérieusement intensifier la formation de mécanismes économiques extérieurs bilatéraux et multilatéraux efficaces et sûrs, alternatifs à ceux contrôlés par l'Occident. Cela inclut l'expansion des paiements en devises nationales, la création de systèmes de paiement indépendants et la mise en place de chaînes de production et de distribution contournant les canaux bloqués ou compromis par l'Occident.

Il est bien entendu nécessaire de poursuivre les efforts pour développer les corridors de transport internationaux en Eurasie, un continent dont la Russie est le noyau géographique naturel.

Je demande au Ministère des Affaires étrangères de maximiser les efforts pour élaborer des accords internationaux dans tous ces domaines. Ils sont extrêmement importants pour renforcer la coopération économique entre notre pays et nos partenaires. Cela devrait également donner un nouvel élan à la construction d'un grand partenariat eurasiatique, qui pourrait devenir la base socioéconomique d'un nouveau système de sécurité indivisible en Europe.

Chers collègues, le sens de nos propositions est de former un système dans lequel tous les États seraient certains de leur propre sécurité. Ainsi, nous pourrions, en outre, aborder de manière constructive la résolution des nombreux conflits actuels. Les problèmes de déficit de sécurité et de confiance mutuelle ne

concernent pas uniquement le continent eurasiatique, la tension croissante se constate partout. Et l'interdépendance du monde est constamment visible, comme le montre le tragique exemple de la crise ukrainienne, dont les conséquences se répercutent dans le monde entier.

Mais je tiens à dire tout de suite : la crise liée à l'Ukraine n'est pas un conflit entre deux États, encore moins entre deux peuples, causé par des problèmes entre eux. Si c'était le cas, il ne fait aucun doute que les Russes et les Ukrainiens, qui partagent une histoire et une culture communes, des valeurs spirituelles, des millions de liens familiaux, trouveraient un moyen de résoudre équitablement toute question ou divergence.

Cependant, la situation est différente : les origines du conflit ne se trouvent pas dans les relations bilatérales. Les événements en Ukraine sont le résultat direct du développement mondial et européen de la fin du XXe et du début du XXIe siècle, de cette politique agressive, sans scrupules et totalement aventuriste que l'Occident menait pendant toutes ces années, bien avant le début de l'opération militaire spéciale.

Ces élites des pays occidentaux, comme je l'ai déjà dit aujourd'hui, après la fin de la guerre froide, ont poursuivi la réorganisation géopolitique du monde, visant à créer et à imposer le fameux ordre fondé sur des règles, dans lequel des États forts, souverains et autosuffisants n'ont pas leur place.

D'où la politique d'endiguement de notre pays. Les objectifs de cette politique sont maintenant ouvertement déclarés par certains représentants aux États-Unis et en Europe. Aujourd'hui, ils parlent d'une prétendue décolonisation de la Russie. En réalité, c'est une tentative de trouver une base idéologique à la fragmentation de notre patrie selon des critères nationaux. En fait, la dislocation de l'Union soviétique et de la Russie est un sujet discuté depuis longtemps. Tous ceux qui sont présents dans cette salle le savent bien.

En poursuivant cette stratégie, les pays occidentaux ont adopté une ligne de conduite visant à absorber et à maîtriser militairement et politiquement les territoires proches de nous. Il y a eu cinq, et maintenant six, vagues d'expansion de l'Otan. Ils ont tenté de transformer l'Ukraine en une base avancée contre la Russie, en en faisant une "anti-Russie". Pour atteindre ces objectifs, ils ont investi de l'argent, des ressources, acheté des politiciens et des partis entiers, réécrit l'histoire et les programmes éducatifs, soutenu et entretenu des groupes néonazis et radicaux. Ils ont fait tout ce qu'ils pouvaient pour saper nos liens interétatiques, diviser et monter nos peuples les uns contre les autres.

Il était difficile de mener une politique encore plus audacieuse et sans scrupules à cause du sud-est de l'Ukraine, des territoires qui, pendant des siècles, faisaient partie de la grande Russie historique. Des gens y vivaient, et y vivent toujours, qui, même après la déclaration d'indépendance de l'Ukraine en 1991, étaient en faveur de relations amicales et très étroites avec notre pays. Des Russes et des Ukrainiens, des représentant différentes nationalités, unies par la langue russe, la culture, les traditions et la mémoire historique.

La position, les sentiments, les intérêts et les voix de ces personnes, des millions de personnes vivant dans le sud-ouest, devaient être pris en compte par les présidents et les politiciens ukrainiens de l'époque, qui luttait pour ce poste et utilisaient les voix de ces électeurs. Mais, profitant de ces voix, ils se dérobaient ensuite, manœuvraient, mentaient beaucoup, parlaient du soi-disant choix européen. Ils n'osaient pas rompre complètement avec la Russie, car le sud-est de l'Ukraine pensait autrement, et il était impossible de l'ignorer. Cette dualité a toujours été présente dans le gouvernement ukrainien depuis la reconnaissance de l'indépendance.

L'Occident voyait évidemment cela. Il a depuis longtemps vu et compris les problèmes qui existaient là-bas et qu'il pouvait attiser, comprenant l'importance du facteur du sud-est comme contrepoids, et sachant qu'aucune propagande à long terme ne pourrait changer radicalement la situation. Bien sûr, beaucoup a été fait, mais il était difficile de changer la situation en profondeur.

Ils n'ont pas réussi à déformer l'identité historique, la conscience de la majorité des gens dans le sud-est de l'Ukraine ni à éradiquer, y compris chez les jeunes générations, les bons sentiments envers la Russie et le sentiment de notre communauté historique. C'est pourquoi ils ont décidé une fois de plus d'agir par la force, de briser les habitants du sud-est, en ignorant leur opinion. Pour cela, ils ont organisé, financé, et bien sûr exploité les difficultés et complexités de la situation intérieure en Ukraine, mais ils ont néanmoins préparé méthodiquement et délibérément un coup d'État armé.

Les villes ukrainiennes ont été submergées par une vague d'émeutes, de violences et de meurtres. Le pouvoir à Kiev a été définitivement saisi et usurpé par les radicaux. Leurs slogans nationalistes agressifs, y compris la réhabilitation des collaborateurs nazis, ont été élevés au rang d'idéologie d'État. Une politique visant à supprimer la langue russe dans les sphères publique et gouvernementale a été proclamée, la pression sur les croyants orthodoxes a augmenté, avec des ingérences dans les affaires de l'église, ce qui a finalement conduit à un schisme. Personne ne semble remarquer cette ingérence, comme si c'était normal. Essayez de faire quelque chose de similaire ailleurs, et il y aurait tant de sifflements que vous en perdriez vos oreilles. Mais là, c'est permis, car c'est contre la Russie.

Des millions de citoyens ukrainiens, en premier lieu ceux des régions de l'est, se sont opposés au coup d'État, comme on le sait. Ils ont été menacés de représailles et de terreur. Et les nouvelles autorités de Kiev ont commencé à préparer une attaque contre la Crimée russophone, qui, en 1954, avait été transférée de la RSFSR à l'Ukraine en violation de toutes les lois et procédures en vigueur à l'époque en Union soviétique. Dans cette situation, nous ne pouvions bien sûr pas abandonner les habitants de Crimée et de Sébastopol sans protection. Ils ont fait leur choix, et en mars 2014, la Crimée et Sébastopol ont rejoint la Russie de manière historique.

Les manifestations pacifiques contre le coup d'État ont été réprimées à Kharkov, Kherson, Odessa, Zaporoujje, Donetsk, Lougansk et Marioupol, et le régime de Kiev ainsi que les groupes nationalistes ont recouru à la terreur. Inutile de le rappeler, car tout le monde se souvient bien de ce qui se passait dans ces régions.

En mai 2014, des référendums sur le statut des Républiques populaires de Donetsk et de Lougansk ont eu lieu, où la grande majorité des habitants a voté pour l'indépendance et la souveraineté. Une question se pose immédiatement : les gens pouvaient-ils exprimer ainsi leur volonté, pouvaient-ils déclarer leur indépendance le droit et des raisons de le faire, conformément au droit international, y compris le droit des peuples à l'autodétermination. Vous n'avez pas besoin de le rappeler, mais néanmoins, comme les médias sont là, je le dis, l'article 1, paragraphe 2, de la Charte des Nations unies donne ce droit.

Je rappelle à ce propos le fameux précédent du Kosovo. Nous en avons déjà parlé à maintes reprises et je le répète encore aujourd'hui. Un précédent créé par les pays occidentaux eux-mêmes, dans une situation absolument similaire, lorsqu'ils ont reconnu comme légitime la séparation du Kosovo de la Serbie en 2008. Ensuite, il y a eu la décision bien connue de la Cour internationale de justice des Nations unies qui, le 22 juillet 2010, sur la base de l'article 1, paragraphe 2 de la Charte des Nations unies, a statué, et je cite : "Aucune interdiction générale de déclarer unilatéralement l'indépendance ne découle de la pratique du Conseil de sécurité." Et une autre citation : "Le droit international ne contient aucune interdiction applicable à la déclaration d'indépendance." Qui plus est, il était également stipulé que les parties d'un pays, quel qu'il soit, qui décident de déclarer leur indépendance, ne sont pas tenues de consulter les autorités centrales de leur ancien État. Tout est écrit de leur propres mains noir sur blanc.

Alors les républiques de Donetsk et de Lougansk avaient-elles le droit de déclarer leur indépendance ? Bien sûr que oui. Cette question ne peut même pas être interprétée autrement.

Qu'a fait le régime de Kiev dans cette situation ? Il a complètement ignoré le choix des gens et a déclenché une guerre d'envergure contre les nouveaux États indépendants, les républiques populaires du Donbass, en utilisant l'aviation, l'artillerie et les chars. Des bombardements et les tirs sur les villes pacifiques ont commencé, ainsi que des actions de terreur. Qu'est-il arrivé ensuite ? Les habitants du Donbass ont pris les armes pour défendre leur vie, leur foyer, leurs droits et intérêts légitimes.

En Occident, on entend constamment la thèse que la Russie a commencé la guerre avec l'opération militaire spéciale, qu'elle est l'agresseur, et qu'il est donc légitime de frapper son territoire avec des armes occidentales, comme quoi l'Ukraine se défend et peut le faire.

Je tiens à souligner encore une fois : la Russie n'a pas commencé la guerre. C'est le régime de Kiev qui a, après que les habitants d'une partie de l'Ukraine ont déclaré leur indépendance conformément au droit international, lancé des actions militaires et continue de le faire. C'est cela l'agression, quand on ne reconnaît pas le droit de ces peuples à déclarer leur indépendance. Sinon, qu'est-ce que c'est ? C'est une agression. Et ceux qui ont aidé la machine militaire du régime de Kiev au cours de ces années sont des complices de l'agresseur.

En 2014, les habitants du Donbass n'ont pas cédé. Les milices ont résisté, repoussé les forces répressives loin de Donetsk et Lougansk. Nous espérons que cela éveillerait ceux qui avaient déclenché cette

violence. Pour arrêter l'effusion de sang, la Russie a lancé des appels habituels, des appels à des négociations, et elles ont commencé avec la participation de Kiev et des représentants des républiques du Donbass, avec la médiation de la Russie, de l'Allemagne et de la France.

Les discussions étaient difficiles, mais elles ont abouti aux accords de Minsk en 2015. Nous avons pris ces accords très au sérieux, espérant que nous pourrions résoudre la situation dans le cadre d'un processus pacifique et du droit international. Nous espérions que cela mènerait à la prise en compte des intérêts légitimes et des exigences du Donbass, à l'inscription dans la Constitution d'un statut spécial pour ces régions et des droits fondamentaux des habitants, tout en maintenant l'unité territoriale de l'Ukraine. Nous étions prêts à cela et prêts à convaincre les habitants de ces régions de régler les problèmes de cette manière, proposant à plusieurs reprises divers compromis et solutions.

Mais tout a finalement été rejeté. Kiev a simplement jeté les accords de Minsk à la poubelle. Comme l'ont ensuite avoué franchement les représentants des autorités ukrainiennes, aucune des clauses de ces documents ne leur convenait, ils mentaient et se débrouillaient comme ils pouvaient.

L'ancien chancelier allemand et l'ancien président français, en réalité co-auteurs et supposés garants des accords de Minsk, ont également admis plus tard qu'ils n'avaient jamais prévu de les appliquer, ils voulaient seulement gagner du temps pour renforcer les formations armées ukrainiennes, les équiper en armes et matériel. Ils nous ont simplement trompés une fois de plus.

Au lieu d'un véritable processus de paix, au lieu d'une politique de réintégration et de réconciliation nationale, dont Kiev parlait tant, le Donbass était bombardé pendant huit ans. Ils ont organisé des attentats, des meurtres et un blocus des plus sévères. Pendant toutes ces années, les habitants du Donbass (femmes, enfants, personnes âgées) étaient déclarés comme des personnes de "seconde classe", des "sous-humains", menacés de représailles, disant qu'ils viendraient et se vengeraient de chacun d'eux. Qu'est-ce que cela, sinon un génocide au centre de l'Europe au XXI^e siècle ? L'Europe et les États-Unis faisaient semblant de ne rien voir, de ne rien remarquer.

Fin 2021-début 2022, le processus de Minsk a été définitivement enterré par Kiev et ses patrons occidentaux, et une nouvelle attaque massive était planifiée contre le Donbass. Une importante formation des forces armées ukrainiennes se préparait à lancer une nouvelle offensive sur Lougansk et Donetsk, avec évidemment des nettoyages ethniques et de lourdes pertes humaines, ainsi que des centaines de milliers de réfugiés. Nous devions prévenir cette catastrophe, protéger les gens, nous ne pouvions pas prendre une autre décision.

La Russie a finalement reconnu les Républiques populaires de Donetsk et de Lougansk. Pendant huit ans, nous ne les reconnaissons pas espérant parvenir à un accord. Le résultat est maintenant connu. Et le 21 février 2022, nous avons signé des traités d'amitié, de coopération et d'assistance mutuelle avec ces républiques nouvellement reconnues. La question se pose : ces républiques populaires avaient-elles le droit de demander notre soutien après que nous avons reconnu leur indépendance ? Et avions-nous le droit de reconnaître leur indépendance, tout comme elles avaient le droit de déclarer leur souveraineté conformément aux articles et décisions de la Cour internationale de justice de l'ONU que j'ai mentionnés ? Avaient-elles le droit de déclarer leur indépendance ? Oui, elles l'avaient. Mais si elles avaient ce droit et l'ont exercé, alors nous avions le droit de conclure un accord avec elles, et nous l'avons fait, en plein respect du droit international et de l'article 51 de la Charte des Nations unies.

Nous nous sommes alors adressés aux autorités de Kiev en leur demandant de retirer leurs troupes du Donbass. Je peux vous dire que des contacts ont eu lieu, nous leur avons immédiatement dit : retirez vos troupes de là, et tout s'arrêtera là. Cette proposition a été immédiatement rejetée, simplement ignorée, alors qu'elle offrait une réelle possibilité de résoudre le problème de manière pacifique.

Le 24 février 2022, la Russie a été contrainte d'annoncer le début de l'opération militaire spéciale. En m'adressant aux citoyens de la Russie, aux habitants des Républiques de Donetsk et de Lougansk, ainsi qu'à la société ukrainienne, j'avais alors défini les objectifs de cette opération : protéger les personnes dans le Donbass, rétablir la paix, procéder à la démilitarisation et à la dénazification de l'Ukraine et, par conséquent, écarter les menaces pesant sur notre État, rétablir l'équilibre en matière de sécurité en Europe. Nous avons continué à considérer que la réalisation de ces objectifs par des moyens politico-diplomatiques était une priorité. Je rappelle qu'au tout premier stade de l'opération militaire spéciale, notre pays a engagé des négociations avec les représentants du régime de Kiev. Elles se sont d'abord déroulées en Biélorussie, puis en Turquie. Nous avons tenté de transmettre notre message principal :

respectez le choix du Donbass, la volonté des personnes qui y vivent, retirez vos troupes, arrêtez les bombardements des villes et villages pacifiques. Rien de plus n'était nécessaire, les autres questions seraient résolues par la suite. En réponse, nous avons entendu : non, nous continuerons de nous battre. Il est évident que c'était l'ordre donné par leurs maîtres occidentaux, et j'en parlerai également.

À l'époque, en février-mars 2022, nos troupes, comme on le sait, se sont approchées de Kiev. Il y avait beaucoup de spéculations à ce sujet, en Ukraine et en Occident, à l'époque comme aujourd'hui.

Que puis-je dire à ce sujet ? Nos forces étaient effectivement stationnées près de Kiev, et les départements militaires, les structures de force avaient diverses propositions concernant nos actions possibles, mais il n'y avait aucune décision politique pour assiéger cette ville de 3 millions d'habitants, quoi qu'en disent certains.

En fait, il ne s'agissait de rien d'autre que d'une opération visant à contraindre le régime ukrainien à la paix. Les troupes étaient là pour pousser la partie ukrainienne à des négociations, pour tenter de trouver des solutions acceptables et ainsi mettre fin à la guerre déclenchée par Kiev contre le Donbass en 2014, pour résoudre les problèmes qui représentaient une menace pour la sécurité de notre pays, pour la sécurité de la Russie.

Aussi surprenant que cela puisse paraître, cela a effectivement permis de parvenir à des accords qui convenaient en principe à Moscou et à Kiev. Ces accords ont été couchés sur papier et paraphés à Istanbul par le chef de la délégation ukrainienne. Les autorités de Kiev trouvaient cette solution acceptable.

Le document s'intitulait "Traité de neutralité permanente et de garanties de sécurité de l'Ukraine". Il était de nature à compromis, mais ses points clés allaient dans le sens de nos exigences fondamentales, répondant aux objectifs déclarés dès le début de l'opération militaire spéciale. Cela incluait, aussi étrange que cela puisse paraître, la démilitarisation et la dénazification de l'Ukraine. Nous avons également réussi à trouver des solutions complexes à ces questions. Elles étaient complexes, mais elles ont été trouvées. À savoir : il était prévu qu'une loi ukrainienne interdise l'idéologie nazie, sous toutes ses formes. Tout était écrit.

En outre, en échange de garanties internationales de sécurité, l'Ukraine aurait limité la taille de ses forces armées, pris l'engagement de ne pas adhérer à des alliances militaires, de ne pas autoriser la présence de bases militaires étrangères sur son territoire, de ne pas les y déployer et leurs contingents et de ne pas organiser d'exercices militaires sur son territoire. Tout était écrit noir sur blanc.

De notre côté, comprenant également les préoccupations de l'Ukraine concernant la sécurité, nous avons accepté que l'Ukraine, tout en ne rejoignant pas formellement l'Otan, reçoive des garanties pratiquement équivalentes à celles dont bénéficient les membres de cette alliance. Pour nous, c'était une décision difficile, mais nous reconnaissons la légitimité des exigences de l'Ukraine en matière de sécurité et nous n'étions pas fondamentalement opposés aux formulations proposées par Kiev. Ce sont des formulations proposées par Kiev, et nous n'étions globalement pas contre, comprenant que l'essentiel était de stopper l'effusion de sang et la guerre dans le Donbass.

Le 29 mars 2022, nous avons retiré nos troupes de Kiev, car on nous avait assuré qu'il était nécessaire de créer les conditions nécessaires pour conclure le processus de négociation politique. Et qu'il n'était pas possible pour l'une des parties de signer de tels accords, comme nos collègues occidentaux l'avaient dit, avec un pistolet sur la tempe. D'accord, nous avons accepté cela aussi.

Cependant, dès le lendemain du retrait des troupes russes de Kiev, le gouvernement ukrainien a suspendu sa participation au processus de négociation, organisant la fameuse provocation de Boutcha, et a rejeté la version préparée des accords. Je pense qu'il est clair aujourd'hui pourquoi cette sale provocation était nécessaire : pour expliquer le rejet des résultats obtenus lors des négociations. Le chemin vers la paix a été de nouveau rejeté.

Cela a été fait, comme nous le savons maintenant, sur l'ordre des patrons occidentaux, y compris l'ancien Premier ministre britannique, qui lors de sa visite à Kiev a clairement dit : aucun accord, il faut vaincre la Russie sur le champ de bataille, obtenir sa défaite stratégique. Et ils ont continué à intensifier la fourniture d'armes à l'Ukraine, en parlant de la nécessité de nous infliger, comme je viens de le rappeler, une défaite stratégique. Un peu plus tard, comme tout le monde le sait, le Président ukrainien a publié un décret interdisant à ses représentants et même à lui-même de mener des négociations avec Moscou. Notre tentative de résoudre le problème par des moyens pacifiques s'est à nouveau soldée par un échec.

À propos des négociations, je voudrais maintenant révéler un autre épisode dans ce cadre. Je n'en ai jamais parlé publiquement auparavant, mais certains d'entre vous le savent. Après que l'armée russe a occupé une partie des régions de Kherson et de Zaporojié, de nombreux politiciens occidentaux ont proposé leur médiation pour une résolution pacifique du conflit. L'un d'entre eux était en visite officielle à Moscou le 5 mars 2022. Nous avons accepté ses efforts de médiation, d'autant plus qu'il se référait au soutien des dirigeants allemands et français, ainsi que de hauts représentants des États-Unis.

Au cours de la conversation, notre invité étranger a posé une question intéressante : si vous aidez le Donbass, pourquoi les troupes russes se trouvent-elles dans le sud de l'Ukraine, y compris dans les régions de Kherson et de Zaporojié ? Notre réponse était que c'était une décision du quartier général russe pour la planification de l'opération. Et aujourd'hui, j'ajouterais que le plan était de contourner certaines des zones fortifiées que les autorités ukrainiennes avaient construites en huit ans dans le Donbass, notamment pour libérer Marioupol.

Alors, notre collègue étranger a demandé une précision, et c'était un professionnel, il faut le reconnaître : est-ce que nos troupes russes resteraient dans les régions de Kherson et de Zaporojié ? Et qu'advierait-il de ces régions après l'accomplissement des objectifs de l'opération militaire spéciale ? À cela, j'ai répondu que globalement je n'excluais pas la possibilité de maintenir la souveraineté ukrainienne sur ces territoires, mais à condition que la Russie ait une liaison terrestre solide avec la Crimée.

Cela signifie que Kiev devait garantir une servitude, un droit d'accès juridiquement formalisé de la Russie vers la péninsule de Crimée à travers les régions de Kherson et de Zaporojié. C'était une décision politique cruciale. Et bien sûr, elle aurait été prise définitivement non pas unilatéralement, mais seulement après consultation avec le Conseil de sécurité, avec d'autres structures, et après discussion avec les citoyens, la société civile de notre pays, et avant tout avec les habitants des régions de Kherson et de Zaporojié.

En fin de compte, c'est ce que nous avons fait : nous avons demandé l'avis des habitants et organisé des référendums. Nous avons agi selon la volonté des personnes, y compris dans les régions de Kherson et de Zaporojié, ainsi que dans les Républiques populaires de Donetsk et de Lougansk.

À ce moment-là, en mars 2022, notre partenaire de négociation a annoncé qu'il se rendrait ensuite à Kiev pour poursuivre la discussion avec ses collègues de la capitale ukrainienne. Nous avons accueilli favorablement cela, ainsi que toutes les tentatives de trouver une résolution pacifique du conflit, car chaque jour de combats signifiait de nouvelles victimes et pertes. Cependant, en Ukraine, comme nous l'avons appris plus tard, les services de médiation de l'intermédiaire occidental n'ont pas été acceptés. Au contraire, il a été accusé, de manière assez dure, de prendre des positions prorusses, mais ce sont des détails.

Maintenant, comme je l'ai déjà dit, la situation a radicalement changé. Les habitants de Kherson et de Zaporojié ont exprimé leur position lors des référendums, et ces régions, ainsi que les Républiques populaires de Donetsk et de Lougansk, ont rejoint la Fédération de Russie. Il ne peut être question de remettre en cause notre unité nationale. La volonté des peuples d'être avec la Russie est inébranlable. Cette question est définitivement close et ne sera plus discutée.

Je tiens à répéter : c'est bien l'Occident qui a préparé et provoqué la crise ukrainienne, et qui fait maintenant tout pour qu'elle dure indéfiniment, affaiblissant et rendant mutuellement hostiles les peuples de Russie et d'Ukraine.

Ils envoient sans cesse de nouvelles munitions et armes. Certains politiciens européens parlent de la possibilité de déployer leurs troupes régulières en Ukraine. En même temps, comme je l'ai déjà mentionné, les véritables maîtres de l'Ukraine, qui, malheureusement, ne sont pas le peuple ukrainien, mais les élites mondialistes d'outre-mer, tentent d'imposer à l'exécutif ukrainien le fardeau de prendre des décisions impopulaires, y compris la réduction progressive de l'âge de conscription.

Actuellement, comme on le sait, cet âge est de 25 ans, le prochain stade pourrait être de 23 ans, puis de 20 et 18, voire directement de 18 ans. Et ensuite, bien sûr, ils se débarrasseront de ceux qui prendront ces décisions impopulaires sous la pression de l'Occident, les rejetteront comme inutiles, leur attribueront toute la responsabilité, et mettront à leur place d'autres personnes également dépendantes de l'Occident, mais avec une réputation moins entachée.

C'est peut-être lié à l'idée d'annuler la prochaine élection présidentielle en Ukraine. Les dirigeants actuels feront tout ce qui est nécessaire, puis seront mis de côté pour continuer à faire ce qu'ils jugent bon.

À cet égard, je rappelle quelque chose que Kiev préfère ne pas mentionner et que l'Occident préfère également ignorer. De quoi s'agit-il ? En mai 2014, la Cour constitutionnelle de l'Ukraine a rendu une décision stipulant que, je cite, "le président est élu pour cinq ans, qu'il soit élu lors d'élections anticipées ou régulières". En outre, la Cour constitutionnelle de l'Ukraine a précisé que, je cite, "le statut constitutionnel du président ne contient aucune disposition établissant un autre mandat que celui de cinq ans". Fin de citation. La décision de la cour était finale et sans appel. Voilà.

Qu'est-ce que cela signifie dans la situation actuelle ? Le mandat présidentiel du précédent président de l'Ukraine a expiré, tout comme sa légitimité, qui ne peut être rétablie par aucune manipulation. Je ne vais pas entrer dans les détails de la décision de la Cour constitutionnelle de l'Ukraine sur le mandat présidentiel. Il est clair qu'elle était liée aux tentatives de légitimer le coup d'État de 2014. Néanmoins, ce verdict existe, et c'est un fait juridique. Il remet en question toutes les tentatives de justifier le spectacle actuel de l'annulation des élections.

En réalité, cette page tragique de l'histoire de l'Ukraine a commencé avec la prise du pouvoir par la force, comme je l'ai déjà mentionné, avec le coup d'État anticonstitutionnel de 2014. Je le répète : l'origine du régime actuel de Kiev est un putsch armé. Et maintenant, la boucle est bouclée, le pouvoir exécutif en Ukraine est de nouveau, comme en 2014, usurpé et détenu illégalement, et de fait, il est illégitime.

Je dirai plus : la situation avec l'annulation des élections est une expression même de la nature et de l'essence du régime actuel de Kiev, qui a émergé du coup d'État armé de 2014, est lié à lui et en tire ses racines. Le fait qu'ils continuent de s'accrocher au pouvoir après avoir annulé les élections montre des actions qui sont directement interdites par l'article 5 de la Constitution ukrainienne. Je cite : "Le droit de déterminer et de modifier l'ordre constitutionnel en Ukraine appartient exclusivement au peuple et ne peut être usurpé par l'État, ses organes ou ses responsables." De plus, ces actions relèvent de l'article 109 du Code pénal ukrainien, qui traite précisément du changement ou du renversement violent de l'ordre constitutionnel ou de la prise de pouvoir par l'État, ainsi que de la conspiration pour commettre de telles actions.

En 2014, cette usurpation était justifiée par la révolution, et maintenant, elle est justifiée par les actions militaires. Mais le sens reste le même. En substance, il s'agit d'une conspiration entre le pouvoir exécutif ukrainien, la direction du parlement et la majorité parlementaire sous son contrôle, visant à usurper le pouvoir d'État (on ne peut l'appeler autrement), ce qui constitue un crime, selon la loi ukrainienne.

Ensuite, la Constitution ukrainienne ne prévoit pas la possibilité d'annuler ou de reporter les élections présidentielles ni de prolonger le mandat présidentiel en raison de l'état de guerre, comme c'est actuellement invoqué. Que dit la loi fondamentale de l'Ukraine ? Elle stipule que pendant l'état de guerre, les élections législatives peuvent être reportées. C'est l'article 83 de la Constitution du pays.

Ainsi, la législation ukrainienne a prévu une seule exception où les pouvoirs d'un organe de l'État sont prolongés pendant l'état de guerre et où les élections ne sont pas tenues. Cela concerne exclusivement le parlement. Ce qui établit le statut du parlement ukrainien en tant qu'organe permanent en période de guerre.

En d'autres termes, le parlement est aujourd'hui l'organe légitime, contrairement au pouvoir exécutif. L'Ukraine n'est pas une république présidentielle, mais une république parlementaire-présidentielle. C'est une chose claire.

Sachant que le président du parlement ukrainien, exerçant les fonctions de Président, est doté de pouvoirs spéciaux en vertu des articles 106 et 112, y compris dans les domaines de la défense, de la sécurité et du commandement suprême des forces armées. Tout est écrit noir sur blanc.

D'ailleurs, au cours du premier semestre de cette année, l'Ukraine a conclu un ensemble d'accords bilatéraux de coopération en matière de sécurité et de soutien à long terme avec plusieurs pays européens. Maintenant, un document similaire a été signé avec les États-Unis.

Depuis le 21 mai de cette année, la question de la légitimité et des pouvoirs des représentants ukrainiens qui signent ces documents se pose logiquement. Pour nous, peu importe, qu'ils signent ce qu'ils veulent. Il est clair qu'il y a ici une dimension politique et propagandiste. Les États-Unis et leurs satellites cherchent à soutenir leurs protégés, à leur donner du poids et de la légitimité.

Cependant, si plus tard les États-Unis procèdent à une expertise juridique sérieuse de cet accord (je ne parle pas de son contenu, mais de son aspect juridique), la question se posera inévitablement : qui a signé ces documents et avec quels pouvoirs ? Et il s'avérera que tout cela est du bluff et que l'accord est nul,

toute la construction s'effondrera, bien sûr, si l'on souhaite analyser la situation. On peut prétendre que tout va bien, mais rien ne va là-bas, je viens de le lire. Tout est écrit dans les documents, tout est écrit dans la Constitution.

Je rappelle aussi qu'après le début de l'opération militaire spéciale, l'Occident a lancé une campagne intense et très effrontée pour tenter d'isoler la Russie sur la scène internationale. Aujourd'hui, il est clair et évident pour tout le monde que cette tentative a échoué, mais l'Occident n'a pas renoncé à son idée de former une sorte de coalition internationale antirusse, de créer une apparence de pression sur la Russie. Nous comprenons cela aussi.

Comme vous le savez, ils ont commencé à promouvoir activement l'initiative de tenir en Suisse ce qu'on appelle une conférence internationale de haut niveau sur la paix en Ukraine. Ils prévoient de la tenir juste après le sommet du G7, c'est-à-dire le groupe de ceux dont la politique a enflammé le conflit en Ukraine. Ce que proposent les organisateurs de la rencontre en Suisse n'est qu'un autre subterfuge pour détourner l'attention générale, inverser les causes et les conséquences de la crise ukrainienne, détourner la discussion sur une fausse piste et, dans une certaine mesure, donner une apparence de légitimité au pouvoir exécutif actuel en Ukraine une fois de plus.

Il est donc logique qu'aucune des questions véritablement fondamentales à la base de la crise actuelle de la sécurité internationale et de la stabilité, les véritables racines du conflit ukrainien, ne soit discutée en Suisse, malgré toutes les tentatives de donner à l'ordre du jour de la conférence une apparence plus ou moins respectable.

On peut déjà s'attendre à ce que tout se réduise à des discours démagogiques et à de nouvelles accusations de la Russie. Le projet est clair : attirer autant de pays que possible et, au final, présenter la situation comme si les recettes et les règles occidentales étaient partagées par toute la communauté internationale, et que notre pays devrait donc les accepter sans réserve.

Comme vous le savez, nous n'avons naturellement pas été invités à cette rencontre en Suisse. En réalité, ce ne sont pas des négociations, mais une tentative d'un groupe de pays d'imposer leur ligne, de résoudre des questions qui touchent directement à nos intérêts et à notre sécurité selon leur propre volonté.

Je tiens à souligner à cet égard que sans la participation de la Russie, sans un dialogue honnête et responsable avec nous, il est impossible de parvenir à une solution pacifique en Ukraine et à une sécurité européenne globale.

Pour l'instant, l'Occident ignore nos intérêts tout en interdisant à Kiev de négocier et en nous appelant hypocritement à des pourparlers. Cela semble tout simplement idiot : d'un côté, ils interdisent à Kiev de négocier avec nous, et de l'autre, ils nous appellent à des pourparlers et insinuent que nous refusons les négociations. C'est absurde. Nous vivons dans un monde à l'envers.

Premièrement, ils devraient donner à Kiev l'ordre de lever l'interdiction, l'auto-interdiction de négocier avec la Russie. Et deuxièmement, nous sommes prêts à nous asseoir à la table des négociations dès demain. Nous comprenons toute la particularité de la situation juridique, mais il y a des autorités légitimes, même selon la Constitution, je viens de le dire, avec lesquelles nous pouvons négocier. Nous sommes prêts.

Nos conditions pour entamer de telles discussions sont simples et se résument aux points suivants.

Je vais maintenant prendre un peu de temps pour retracer toute la chaîne des événements, afin qu'il soit clair que pour nous, ce que je vais dire n'est pas une position circonstancielle du moment, mais une position que nous avons toujours maintenue, cherchant toujours la paix.

Ces conditions sont très simples. Les troupes ukrainiennes doivent être complètement retirées des Républiques populaires de Donetsk et de Lougansk, ainsi que des régions de Kherson et de Zaporoujjié. Je précise, de tout le territoire de ces régions dans leurs frontières administratives existantes au moment de leur intégration à l'Ukraine.

Dès que Kiev déclarera qu'il est prêt à une telle solution et commencera le retrait réel des troupes de ces régions, et notifiera officiellement son renoncement à adhérer à l'Otan, de notre côté, un ordre de cessez-le-feu et d'entamer des négociations suivra immédiatement, littéralement à la même minute. Je le répète, nous le ferons immédiatement. Naturellement, nous garantirons en même temps le retrait sûr et sans entrave des unités et formations ukrainiennes.

Nous espérons bien sûr que Kiev prendrait une telle décision, concernant le retrait des troupes, le statut non aligné et l'ouverture d'un dialogue avec la Russie en tenant compte des réalités actuelles et en étant

guidé par les véritables intérêts nationaux du peuple ukrainien, et non sous les ordres de l'Occident. Cependant, il y a évidemment de grands doutes à ce sujet.

Néanmoins, je voudrais rappeler quelques éléments importants. Comme je l'ai mentionné, j'aimerais retracer la chronologie des événements une fois de plus. Prenons le temps de le faire.

Lors des événements sur le Maïdan à Kiev en 2013-2014, la Russie a proposé à plusieurs reprises son aide pour résoudre constitutionnellement la crise, qui était en réalité orchestrée de l'extérieur. Revenons à la chronologie des événements de fin février 2014.

Le 18 février, des affrontements armés provoqués par l'opposition ont éclaté à Kiev. Plusieurs bâtiments, dont la mairie et la Maison des syndicats, ont été incendiés. Le 20 février, des snipers inconnus ont ouvert le feu sur les manifestants et les forces de l'ordre, montrant que ceux qui préparaient le coup d'État armé faisaient tout pour pousser la situation vers plus de violence et de radicalisation. Les personnes qui étaient dans les rues de Kiev, exprimant leur mécontentement à l'égard du pouvoir en place, ont été utilisées intentionnellement à des fins égoïstes, comme de la chair à canon. Exactement comme ils le font aujourd'hui, en mobilisant et en envoyant des gens à la mort. Pourtant, il y avait alors une possibilité de sortir de cette situation de manière civilisée.

Le 21 février, un accord a été signé entre le président ukrainien en exercice et l'opposition pour résoudre la crise politique. Les garants de cet accord étaient les représentants officiels de l'Allemagne, de la Pologne et de la France. Cet accord prévoyait un retour à une forme de gouvernement parlementaire-présidentielle, une élection présidentielle anticipée, la formation d'un gouvernement de confiance nationale, ainsi que le retrait des forces de l'ordre du centre de Kiev et le désarmement de l'opposition.

J'ajouterai que le parlement ukrainien a adopté une loi excluant les poursuites pénales contre les participants aux manifestations. Cet accord, qui aurait permis d'arrêter la violence et de ramener la situation dans le cadre constitutionnel, existait bel et bien. Cet accord a été signé, bien que Kiev et l'Occident préfèrent ne pas s'en souvenir.

Aujourd'hui, je vais révéler un autre fait important qui n'a jamais été rendu public auparavant. Littéralement au même moment, le 21 février, à l'initiative des États-Unis, une conversation a eu lieu avec mon homologue américain. Le fond de cette conversation était le suivant : le dirigeant américain a clairement soutenu l'accord entre les autorités et l'opposition de Kiev. De plus, il l'a qualifié de véritable percée, une chance pour le peuple ukrainien de prévenir une escalade incontrôlable de la violence.

Par la suite, lors de nos discussions, nous avons conjointement élaboré la formule suivante : la Russie s'efforcerait de convaincre le président ukrainien en exercice de faire preuve de la plus grande retenue, de ne pas utiliser l'armée ni les forces de l'ordre contre les manifestants. Les États-Unis, de leur côté, appelleraient l'opposition à rétablir l'ordre, à libérer les bâtiments administratifs et à apaiser la rue.

Tout cela devait créer les conditions nécessaires pour que la vie dans le pays revienne à la normale, dans le cadre constitutionnel et juridique. Nous nous étions globalement engagés à travailler ensemble pour une Ukraine stable, paisible et en développement normal. Nous avons tenu parole. Le président ukrainien de l'époque Ianoukovitch, qui en réalité ne prévoyait pas d'utiliser l'armée, ne l'a pas fait, et de plus, il a même retiré des unités de police supplémentaires de Kiev.

Et qu'ont fait nos collègues occidentaux ? Dans la nuit du 21 au 22 février et durant toute la journée qui a suivi, alors que le président Ianoukovitch se rendait à Kharkov pour participer à un congrès des députés des régions du sud-est de l'Ukraine et de la Crimée, les radicaux, malgré tous les accords et les garanties de l'Occident (de l'Europe et des États-Unis), ont pris le contrôle par la force du bâtiment du parlement, de l'administration présidentielle et du gouvernement. Aucun des garants de ces accords de règlement politique, que ce soit les États-Unis ou les Européens, n'a levé le petit doigt pour respecter leurs engagements, pour appeler l'opposition à libérer les bâtiments administratifs occupés et à renoncer à la violence. Il est évident que ce scénario les arrangeait, et il semble même qu'ils étaient les auteurs de ce développement.

Le 22 février 2014, le parlement ukrainien a adopté, en violation de la Constitution ukrainienne, une résolution sur le prétendu renvoi de Ianoukovitch de ses fonctions de président et a fixé des élections anticipées au 25 mai. Ainsi, le coup d'État armé, provoqué de l'extérieur, a été accompli. Les radicaux ukrainiens, avec le consentement tacite et le soutien direct de l'Occident, ont saboté toutes les tentatives de sortir de la situation de manière pacifique.

Ensuite, nous avons exhorté Kiev et les capitales occidentales à engager un dialogue avec les habitants du sud-est de l'Ukraine, à respecter leurs intérêts, leurs droits et leurs libertés. Non, le régime qui a pris le pouvoir à la suite du coup d'État a choisi la guerre, lançant au printemps et à l'été 2014 des actions répressives contre le Donbass. La Russie a de nouveau appelé à la paix.

Nous avons tout fait pour résoudre les graves problèmes dans le cadre des accords de Minsk, mais l'Occident et les autorités de Kiev n'avaient pas l'intention de les mettre en œuvre. Bien qu'en paroles nos collègues occidentaux, y compris le locataire de la Maison Blanche, nous aient assuré que les accords de Minsk étaient importants et qu'ils étaient attachés à leur mise en œuvre. Selon eux, cela permettrait de résoudre la situation en Ukraine, de stabiliser et de prendre en compte les intérêts des habitants de l'est. Au lieu de cela, ils ont organisé un blocus du Donbass. Les forces armées ukrainiennes se préparaient méthodiquement à une opération d'envergure pour détruire les Républiques populaires de Donetsk et de Lougansk.

Les accords de Minsk ont été définitivement enterrés par le régime de Kiev et l'Occident. C'est pourquoi en 2022, la Russie a été contrainte de lancer l'opération militaire spéciale pour mettre fin à la guerre dans le Donbass et protéger les civils contre le génocide.

Dès le début, nous proposons des solutions diplomatiques à la crise, comme je l'ai mentionné aujourd'hui. Cela incluait des négociations en Biélorussie, en Turquie, et le retrait des troupes de Kiev pour créer les conditions nécessaires à la signature des accords d'Istanbul, qui avaient été globalement acceptés par toutes les parties. Mais nos tentatives ont été rejetées de nouveau. L'Occident et Kiev ont choisi de nous infliger une défaite. Cependant, comme on le sait, tout cela a échoué.

Aujourd'hui, nous faisons une autre proposition concrète et réaliste pour la paix. Si Kiev et les capitales occidentales la rejettent, comme auparavant, ce sera leur affaire, leur responsabilité politique et morale pour la poursuite de l'effusion de sang. Il est évident que les réalités sur le terrain, sur la ligne de front, continueront de changer au détriment du régime de Kiev, et les conditions pour le début des négociations seront différentes.

Je souligne l'essentiel: notre proposition ne concerne pas un cessez-le-feu temporaire ou une suspension des hostilités, comme le souhaite l'Occident pour reconstituer ses pertes, réarmer le régime de Kiev et le préparer à une nouvelle offensive. Je répète: il ne s'agit pas de geler le conflit, mais de le résoudre définitivement.

Je le répète: dès que Kiev acceptera la démarche que nous proposons aujourd'hui, à savoir le retrait total de ses troupes des Républiques populaires de Donetsk et de Lougansk, ainsi que des régions de Zaporojié et de Kherson, et commencera réellement ce processus, nous serons prêts à entamer des négociations sans délai.

Notre position de principe est la suivante : un statut neutre, non aligné et non nucléaire pour l'Ukraine, sa démilitarisation et sa dénazification, d'autant plus que ces paramètres ont été globalement acceptés lors des négociations d'Istanbul en 2022. À ce moment-là, tout était clair en ce qui concerne la démilitarisation : le nombre de chars, d'équipements. Tout était négocié.

Les droits, les libertés et les intérêts des citoyens russophones en Ukraine doivent être pleinement garantis, et les nouvelles réalités territoriales doivent être reconnues, y compris le statut de la Crimée, de Sébastopol, des Républiques populaires de Donetsk et de Lougansk, ainsi que des régions de Kherson et de Zaporojié en tant qu'entités de la Fédération de Russie. Ces principes fondamentaux doivent être entérinés sous la forme d'accords internationaux. Naturellement, cela implique également l'annulation de toutes les sanctions occidentales contre la Russie.

Je crois que la Russie propose une solution qui permettrait de mettre fin à la guerre en Ukraine de manière réelle. Nous appelons à tourner la page tragique de l'histoire et, bien que difficilement, progressivement, étape par étape, à commencer à rétablir des relations de confiance et de bon voisinage entre la Russie et l'Ukraine et en Europe dans son ensemble.

En résolvant la crise ukrainienne, nous serions prêts, avec nos partenaires de l'OTSC et de l'OCS, qui contribuent de manière significative et constructive à la recherche de solutions pacifiques à la crise ukrainienne, ainsi qu'avec les États occidentaux, y compris européens, à entamer un dialogue et à entreprendre la tâche fondamentale dont j'ai parlé au début de mon discours, à savoir la création d'un système de sécurité eurasiatique indivisible prenant en compte les intérêts de tous les États du continent sans exception.

Il est clair qu'un retour littéral aux propositions de sécurité que nous avons formulées il y a 25, 15 ou même 2 ans est impossible, trop de choses ont changé. Cependant, les principes fondamentaux et, surtout, l'objet même du dialogue restent les mêmes. La Russie reconnaît sa responsabilité pour la stabilité mondiale et réaffirme sa volonté de dialoguer avec tous les pays. Mais il doit s'agir d'une discussion sérieuse et approfondie sur toutes les questions de sécurité mondiale, et non d'une imitation du processus de paix destinée à servir des intérêts égoïstes.

Chers collègues ! Je suis certain que vous comprenez bien les vastes défis auxquels la Russie est confrontée et tout ce que nous devons accomplir, notamment en matière de politique étrangère.

Je vous souhaite sincèrement beaucoup de succès dans ce travail difficile visant à assurer la sécurité de la Russie, à défendre nos intérêts nationaux, à renforcer la position de notre pays dans le monde, à promouvoir les processus d'intégration et à développer nos relations bilatérales avec nos partenaires.

De notre côté, les autorités de l'État continueront à apporter le soutien nécessaire au Ministère des Affaires étrangères et à tous ceux qui participent à la mise en œuvre de la politique étrangère de la Russie. Merci encore pour votre travail, merci pour votre patience et votre attention portée à ce qui a été dit. Je suis sûr qu'ensemble nous réussirons ».

3) CONFÉRENCE AU PARLEMENT EUROPÉEN : DISCOURS DU PROFESSEUR JEFFREY SACHS AU PARLEMENT EUROPÉEN LORS D'UN ÉVÉNEMENT INTITULÉ « LA GÉOPOLITIQUE DE LA PAIX », ORGANISÉ PAR L'ANCIEN SECRÉTAIRE GÉNÉRAL ADJOINT DE L'ONU ET ACTUEL DÉPUTÉ EUROPÉEN DU BSW, MICHAEL VON DER SCHULENBURG, LE 19 FÉVRIER 2025.

PROFESSEUR JEFFREY SACHS : Michael, merci beaucoup, et merci à vous tous pour l'opportunité d'être ensemble et de réfléchir ensemble.

Nous vivons une période complexe, qui évolue rapidement et qui est très dangereuse. Nous avons donc vraiment besoin de clarté d'esprit. Je suis particulièrement intéressé par notre conversation, je vais donc essayer d'être aussi succinct et clair que possible. J'ai suivi de très près les événements en Europe de l'Est, dans l'ex-Union soviétique, en Russie, au cours des 36 dernières années. J'ai été conseiller du gouvernement polonais en 1989, du président Gorbatchev en 1990 et 1991, du président Eltsine de 1991 à 1993, du président Koutchma d'Ukraine en 1993 et 1994.

J'ai contribué à l'introduction de la monnaie estonienne. J'ai aidé plusieurs pays de l'ex-Yougoslavie, notamment la Slovénie. J'ai suivi de très près les événements pendant 36 ans. Après le Maïdan, le nouveau gouvernement m'a demandé de venir à Kiev, j'ai visité le Maïdan et j'ai appris beaucoup de choses de première main. Je suis en contact avec les dirigeants russes depuis plus de 30 ans.

Je connais de près les dirigeants politiques américains. Notre ancien secrétaire au Trésor était mon professeur de macroéconomie il y a 51 ans. Je viens juste de vous donner une idée. Nous avons donc été des amis très proches pendant un demi-siècle. Je connais toutes ces personnes.

Je tiens à dire cela parce que ce que je veux expliquer de mon point de vue n'est pas de seconde main. Ce n'est pas de l'idéologie. C'est ce que j'ai vu de mes propres yeux et ce que j'ai vécu pendant cette période. Dans ma compréhension des événements qui ont frappé l'Europe dans de nombreux contextes, et j'inclurai non seulement la crise ukrainienne, mais aussi la crise serbe de 1999, les guerres au Moyen-Orient, notamment en Irak, en Syrie, les guerres en Afrique, notamment au Soudan, en Somalie, en Libye. Ce sont des événements très importants qui vous surprendront peut-être et qui seront dénoncés par ce que je vais dire.

La politique étrangère des États-Unis

Ce sont les États-Unis qui ont mené et provoqué ces guerres. Et cela dure depuis plus de 40 ans. Je dirais plus de 30 ans, pour être plus précis. Les États-Unis en sont venus à la conclusion, surtout en 1990, 1991, puis avec la fin de l'Union soviétique, qu'ils dirigeaient désormais le monde et qu'ils n'avaient pas à tenir compte des opinions, des lignes rouges, des préoccupations, des points de vue en matière de sécurité, des obligations internationales ou du cadre de l'ONU. Je suis désolé de le dire aussi clairement, mais je veux que vous compreniez.

En 1991, j'ai fait de mon mieux pour obtenir de l'aide pour Gorbatchev, qui est à mon avis le plus grand homme d'État de notre époque. J'ai récemment lu le mémo archivé des discussions du Conseil de sécurité nationale sur ma proposition, et je sais qu'ils l'ont complètement rejetée et tournée en dérision lorsque j'ai dit que les États-Unis devraient aider l'Union soviétique à stabiliser sa situation financière et à mener à bien ses réformes. Et les documents du mémo, y compris certains de mes anciens collègues de Harvard, disent que nous ferons le minimum que nous pouvons pour éviter le désastre, mais le minimum. Ce n'est pas notre travail d'aider. Bien au contraire.

Notre intérêt n'est pas d'aider. Lorsque l'Union soviétique a pris fin en 1991, la vision des choses est devenue encore plus exagérée. Et je peux citer des chapitres et des versets, mais la vision des choses était que nous dirigions le spectacle. Cheney, Wolfowitz et bien d'autres noms que vous connaissez ont cru littéralement que nous étions désormais un monde américain et que nous ferions ce que nous voudrions. Nous nettoierions l'ancienne Union soviétique.

Nous éliminerions tous les alliés restants. Des pays comme l'Irak, la Syrie, etc., disparaîtraient. Et nous vivons cette politique étrangère depuis 33 ans. L'Europe en a payé le prix fort, car elle n'a pas eu de politique étrangère pendant cette période, à ma connaissance. Pas de voix, pas d'unité, pas de clarté, pas d'intérêts européens, seulement la loyauté américaine.

Il y a eu des moments de désaccords, et je pense que c'était des désaccords très importants, surtout lors de la dernière période importante, en 2003, lors de la guerre en Irak, lorsque la France et l'Allemagne ont déclaré qu'elles ne soutenaient pas que les États-Unis contournent le Conseil de sécurité de l'ONU pour cette guerre. Cette guerre, soit dit en passant, a été directement concoctée par Netanyahu et ses collègues du Pentagone américain. Je ne dis pas qu'il s'agissait d'un lien ou d'une réciprocité. Je dis que c'était une guerre directe menée pour Israël.

C'était une guerre que Paul Wolfowitz et Douglas Fife avaient coordonnée avec Netanyahu. Ce fut la dernière fois que l'Europe eut voix au chapitre. J'ai parlé avec les dirigeants européens à l'époque, et ils ont été très clairs, et c'était tout à fait merveilleux. L'Europe a complètement perdu sa voix après cela, et surtout en 2008. Ce qui s'est passé après 1991 pour arriver à 2008, c'est que les États-Unis ont décidé que l'unipolarité signifiait que l'OTAN s'élargirait quelque part de Bruxelles à Vladivostok, étape par étape.

Élargissement de l'OTAN

L'élargissement de l'OTAN vers l'Est ne connaîtrait aucune limite. Ce serait le monde unipolaire américain. Si vous jouez au jeu du risque avec moi, vous verrez que l'idée des États-Unis est d'avoir des pièces sur chaque partie de l'échiquier. Tout endroit dépourvu de base militaire américaine est un ennemi, en fait. La neutralité est un gros mot dans le lexique politique américain.

C'est peut-être le mot le plus grossier, du moins si vous êtes un ennemi. Nous savons que vous êtes un ennemi. Si vous êtes neutre, vous êtes subversif, car alors vous êtes en réalité contre nous parce que vous ne nous dites rien. Vous faites semblant d'être neutre. C'était donc l'état d'esprit, et la décision a été prise officiellement en 1994 lorsque le président Clinton a signé l'élargissement de l'OTAN vers l'Est.

Vous vous souviendrez que le 7 février 1991, Hans-Dietrich Genscher et James Baker ont parlé avec Gorbatchev. Genscher a ensuite donné une conférence de presse où il a expliqué que l'OTAN ne se déplacerait pas vers l'Est. Nous ne profiterions pas de la dissolution du Pacte de Varsovie. Et il faut comprendre que c'était dans un contexte juridique, pas dans un contexte occasionnel. C'était la fin de la Seconde Guerre mondiale qui était négociée pour la réunification allemande.

Et un accord a été conclu selon lequel l'OTAN ne se déplacerait pas d'un pouce vers l'Est. C'était explicite et cela figure dans d'innombrables documents. Il suffit de consulter les Archives de la Sécurité Nationale de l'Université George Washington pour obtenir des dizaines de documents. Il y a un site Internet intitulé « Ce que Gorbatchev a entendu à propos de l'OTAN ». Jetez-y un œil, car tout ce que les États-Unis vous disent à ce sujet est un mensonge, mais les archives sont parfaitement claires.

La décision a donc été prise en 1994 d'étendre l'OTAN jusqu'en Ukraine. Il s'agit d'un projet. Il ne s'agit pas d'une administration ou d'une autre. Il s'agit d'un projet du gouvernement américain qui a débuté il y a plus de 30 ans. En 1997, Zbigniew Brzezinski a écrit « Le Grand Échiquier ».

Il ne s'agit pas là de simples réflexions de M. Brzezinski. Il s'agit de la présentation des décisions du gouvernement des États-Unis expliquées au public, comme le montrent ces livres. Le livre décrit l'élargissement de l'Europe vers l'Est et celui de l'OTAN comme des événements simultanés. Il contient

un bon chapitre qui demande ce que fera la Russie si l'Europe et l'OTAN s'étendent vers l'Est. J'ai connu personnellement Zbig Brzezinski.

Il a été très gentil avec moi. Je conseillais la Pologne. Il m'a été d'une grande aide. C'était un homme très gentil et intelligent, mais il avait tout faux. C'est ainsi qu'en 1997, il a écrit en détail pourquoi la Russie ne pouvait rien faire d'autre que d'adhérer à l'expansion de l'OTAN et de l'Europe vers l'Est.

En fait, il parle de l'expansion de l'Europe vers l'Est, et pas seulement de l'Europe, mais de l'OTAN. C'était un plan, un projet. Et il explique que la Russie ne s'alignera jamais sur la Chine. C'est impensable. La Russie ne s'alignera jamais sur l'Iran.

La Russie n'a pas d'autre vocation que la vocation européenne. Alors que l'Europe se déplace vers l'Est, la Russie ne peut rien y faire. C'est ce qu'affirme un autre stratège américain. Est-il vraiment étonnant que nous soyons constamment en guerre ? Parce que l'Amérique sait toujours ce que ses interlocuteurs vont faire, et elle se trompe toujours.

Et l'une des raisons pour lesquelles nous nous trompons toujours, c'est que dans la théorie des jeux que les stratèges américains utilisent, on ne parle pas vraiment à l'autre camp. On sait juste quelle est la stratégie de l'autre camp. C'est formidable. Cela fait gagner énormément de temps. On n'a pas besoin de diplomatie.

La stratégie de la mer Noire

Ce projet a donc commencé et nous avons eu une continuité gouvernementale pendant trente ans, jusqu'à hier peut-être. Trente ans de projet. L'Ukraine et la Géorgie ont été les clés de ce projet. Pourquoi ? Parce que l'Amérique a appris tout ce qu'elle sait des Britanniques.

Nous sommes donc l'Empire britannique en devenir. Et ce que l'Empire britannique avait compris en 1853, M. Palmerston, Lord Palmerston, excusez-moi, c'est qu'il fallait encercler la Russie dans la mer Noire et lui refuser l'accès à la Méditerranée orientale. Et tout ce que vous voyez, c'est un projet américain qui vise à faire cela au XXI^e siècle. L'idée était qu'il y aurait l'Ukraine, la Roumanie, la Bulgarie, la Turquie et la Géorgie sur le littoral de la mer Noire, ce qui priverait la Russie de tout statut international en bloquant la mer Noire et en neutralisant essentiellement la Russie en tant que puissance plus que locale. Brzezinski est tout à fait clair à ce sujet.

Et avant Brzezinski, il y avait Mackinder. Et celui qui possède l'île du monde possède le monde. Donc ce projet remonte à très loin. Je pense qu'il remonte essentiellement à Palmerston. En 1919, et encore une fois, j'ai vécu toutes les administrations.

J'ai connu ces présidents. J'ai connu leurs équipes. Rien n'a vraiment changé entre Clinton, Bush, Obama, Trump et Biden. Peut-être que les choses ont empiré petit à petit. Biden a été le pire à mon avis.

Peut-être aussi parce qu'il n'a pas été sain d'esprit ces dernières années. Et je dis cela sérieusement, pas par mépris. Le système politique américain est un système d'image. C'est un système de manipulation médiatique quotidienne. C'est un système de relations publiques.

Et donc, vous pourriez avoir un président qui ne fonctionne pas et rester au pouvoir pendant deux ans et le voir se présenter à la réélection. Et le pire, c'est qu'il a dû rester sur une estrade pendant 90 minutes tout seul, et c'était la fin de l'histoire. Si cela n'avait pas été le cas, il aurait continué à se présenter, qu'il dorme après 16 heures ou non. C'est donc la réalité. Tout le monde accepte cela.

Il est impoli de dire ce que je dis, car nous ne disons pas la vérité sur presque tout dans ce monde en ce moment. Ce projet a donc continué à partir des années 1990. Le bombardement de Belgrade pendant 78 jours consécutifs en 1999 faisait partie de ce projet. Diviser le pays alors que les frontières sont sacrées, n'est-ce pas ? Sauf pour le Kosovo. C'est très bien.

Parce que les frontières sont sacrées, sauf quand l'Amérique les change. Le Soudan était un autre projet lié. La rébellion du Soudan du Sud. Est-ce que cela s'est produit simplement parce que les Sud-Soudanais se sont rebellés ? Ou puis-je vous donner le manuel de la CIA ?

Il faut que les adultes comprennent bien de quoi il s'agit. Les opérations militaires sont coûteuses. Elles nécessitent des équipements, de la formation, des camps de base, des renseignements, des finances. Tout cela vient des grandes puissances. Cela ne vient pas des insurrections locales.

Le Soudan du Sud n'a pas vaincu le Soudan du Nord dans une bataille tribale. C'était un projet américain. Je me rendais souvent à Nairobi et rencontrais des militaires américains, des sénateurs ou d'autres personnes qui s'intéressaient de près à la politique soudanaise. Cela faisait partie du jeu de l'unipolarité.

L'élargissement de l'OTAN, comme vous le savez, a donc commencé en 1999 avec la Hongrie, la Pologne et la République tchèque.

La Russie était extrêmement mécontente de cette situation, mais ces pays étaient encore loin de la frontière. La Russie a protesté, mais en vain, bien entendu. Puis George Bush Junior est arrivé. Lorsque le 11 septembre s'est produit, le président Poutine a promis tout son soutien. Et puis les États-Unis ont décidé, le 20 septembre 2001, qu'ils lanceraient sept guerres en cinq ans.

La politique étrangère des États-Unis et l'expansion de l'OTAN

Et vous pouvez écouter le général Wesley Clark en parler en ligne. Il était le commandant suprême de l'OTAN en 1999. Il s'est rendu au Pentagone le 20 septembre 2001. On lui a remis un document expliquant sept guerres. Il s'agissait, soit dit en passant, des guerres de Netanyahou.

L'idée était en partie de se débarrasser des anciens alliés soviétiques et en partie d'éliminer les partisans du Hamas et du Hezbollah. Car l'idée de Netanyahou était qu'il n'y aurait qu'un seul État, merci. Un seul État. Ce sera Israël. Israël contrôlera tout le territoire.

Et quiconque s'y opposera, nous le renverserons. Pas exactement nous, mais notre ami, les États-Unis. C'est la politique américaine jusqu'à ce matin. Nous ne savons pas si elle va changer. Le seul problème maintenant, c'est que peut-être les États-Unis posséderont Gaza au lieu qu'Israël le possède.

Mais l'idée existe depuis au moins 25 ans. Elle remonte en fait à un document intitulé « Rupture nette » que Netanyahou et son équipe politique américaine ont rédigé en 1996 pour mettre fin à l'idée de la solution à deux États. Vous pouvez également le trouver en ligne. Il s'agit donc de projets, d'événements à long terme.

Ce ne sont pas des gens comme Clinton, Bush ou Obama. C'est une façon ennuyeuse de considérer la politique américaine comme un jeu au jour le jour. Mais ce n'est pas ça la politique américaine.

L'OTAN a ensuite été élargie en 2004 avec l'adhésion de sept autres pays, les trois États baltes, la Roumanie, la

Bulgarie, la Slovaquie et la Slovaquie. À ce stade, la Russie était vraiment très mécontente. Il s'agissait d'une violation totale de l'ordre d'après-guerre convenu lors de la réunification allemande. Il s'agissait essentiellement d'une ruse fondamentale ou d'une défection des États-Unis par rapport à un accord de coopération, c'est ce à quoi cela s'apparente, car ils croient en l'unipolarité. Comme tout le monde s'en souvient, alors que nous venions de tenir la Conférence de Munich sur la sécurité la semaine dernière en 2007, le président Poutine a dit stop.

Assez. Assez. Arrêtons tout de suite. Et bien sûr, cela signifie qu'en 2008, les États-Unis ont imposé à l'Europe l'élargissement de l'OTAN à l'Ukraine et à la Géorgie. C'est un projet à long terme.

En mai 2008, j'ai écouté M. Saakashvili à New York. J'ai appelé Sonia et lui ai dit : « Cet homme est fou. » Et un mois plus tard, une guerre a éclaté parce que les États-Unis ont dit à ce type : « Sauvons la Géorgie. » Et il a déclaré au Conseil des relations étrangères que la Géorgie se trouvait au centre de l'Europe. Eh bien, ce n'est pas le cas, mesdames et messieurs. Elle n'est pas au centre de l'Europe.

Les événements les plus récents ne sont pas de nature à aider la Géorgie à assurer sa sécurité. Vos députés ou députés européens qui s'y rendent, ainsi que les politiciens européens, détruisent la Géorgie. Cela ne sauve pas la Géorgie. Cela détruit la Géorgie. Complètement détruite. En 2008, comme tout le monde le sait, notre ancien directeur de la CIA, William Burns, a envoyé un long message à Condoleezza Rice.

« Niet » signifie « niet » en ce qui concerne l'expansion. C'est ce que nous savons grâce à Julian Assange. Car croyez-moi, pas un mot n'est dit au peuple américain sur quoi que ce soit, ni à vous ni dans aucun de vos journaux ces jours-ci. Nous devons donc remercier Julian Assange, mais nous pouvons lire le mémo en détail. Comme vous le savez, Viktor Ianoukovitch a été élu en 2010 sur la base de la neutralité.

La Russie n'avait aucun intérêt ni ambition territoriale en Ukraine. Je le sais. J'étais là-bas à cette époque. La Russie négociait un bail de 25 ans jusqu'en 2042 pour la base navale de Sébastopol. C'est tout.

Ni pour la Crimée, ni pour le Donbass. Rien de tout cela. **Cette idée selon laquelle Poutine reconstruirait l'empire russe, c'est de la propagande enfantine. Excusez-moi.**

Si quelqu'un connaît l'histoire au jour le jour et d'année en année, il s'agit de ruses puériles. Les ruses puériles semblent fonctionner mieux que les ruses d'adultes. Donc, aucun plan du tout. Les États-Unis ont décidé que cet homme devait être renversé. Cela s'appelle une opération de changement de régime.

Il y en a eu une centaine aux États-Unis, beaucoup dans vos pays et beaucoup dans le monde entier. C'est le métier de la CIA. Sachez-le. C'est une politique étrangère très inhabituelle.

Mais en Amérique, si vous n'aimez pas l'autre camp, vous ne négociez pas avec lui, vous essayez de le renverser, de préférence en secret. Si cela ne fonctionne pas en secret, vous le faites ouvertement. Vous dites toujours que ce n'est pas de votre faute. C'est l'agresseur. C'est l'autre camp.

Ce sont des Hitler. Cela revient tous les deux ou trois ans. Que ce soit Saddam Hussein, Assad ou Poutine, c'est très pratique. C'est la seule explication de politique étrangère que l'on donne au peuple américain. Eh bien, nous sommes face à Munich 1938.

Eh bien, nous sommes face à Munich 1938. Impossible de parler à l'autre camp. Ce sont des ennemis implacables et malfaisants. C'est le seul modèle de politique étrangère que nous entendons dans nos médias. Et les médias le répètent entièrement parce qu'ils sont complètement subornés par le gouvernement américain.

La révolution de Maïdan et ses conséquences

En 2014, les États-Unis ont activement travaillé pour renverser Ianoukovitch. Tout le monde connaît l'appel téléphonique intercepté de ma collègue de l'Université de Columbia, Victoria Nuland, et l'ambassadeur américain, Peter Pyatt. On ne peut pas trouver de meilleure preuve. Les Russes ont intercepté son appel et l'ont mis sur Internet. Écoutez-le.

C'est fascinant. Je connais tous ces gens. D'ailleurs, c'est grâce à cela qu'ils ont tous été promus dans l'administration Biden. C'est ça le boulot. Quand le Maïdan a eu lieu, j'ai été immédiatement appelé.

Oh, professeur Sachs, le nouveau Premier ministre ukrainien aimerait vous voir pour parler de la crise économique. Parce que je suis plutôt doué pour ça. J'ai donc pris l'avion pour Kiev et j'ai fait le tour du Maïdan. On m'a raconté comment les États-Unis ont payé l'argent pour tous les gens qui se trouvaient autour du Maïdan. Une révolution spontanée de la dignité.

Mesdames et messieurs, d'où viennent tous ces médias ? D'où vient toute cette organisation ? D'où viennent tous ces bus ? D'où viennent tous ces gens convoqués ? Vous plaisantez ?

Il s'agit d'un effort organisé. Et ce n'est un secret pour personne, sauf pour les citoyens européens et les États-Unis. Tout le monde le comprend très bien. Puis sont arrivés Minsk, et surtout Minsk II, qui, soit dit en passant, s'est inspiré de l'autonomie du Tyrol du Sud. Et les Belges auraient pu très bien s'identifier à Minsk II.

Il prévoyait l'autonomie des régions russophones de l'est de l'Ukraine. Ce texte a été approuvé à l'unanimité par le Conseil de sécurité de l'ONU. Les États-Unis et l'Ukraine ont décidé de ne pas l'appliquer. L'Allemagne et la France, garantes du processus de Normandie, ont laissé faire. Il s'agissait d'une nouvelle action unipolaire américaine directe, l'Europe jouant comme d'habitude un rôle subsidiaire totalement inutile, bien qu'elle soit garante de l'accord.

Trump a gagné, il a augmenté les armements. Il y a eu des milliers de morts dans les bombardements ukrainiens dans le Donbass. Il n'y a pas eu d'accord de Minsk II. Et puis Biden est arrivé au pouvoir. Et, encore une fois, je connais tous ces gens.

J'étais membre du Parti démocrate. Je suis désormais tenu de n'appartenir à aucun parti, car les deux sont de toute façon identiques. Et c'est pour cette raison que les démocrates sont devenus au fil du temps de véritables fauteurs de guerre, et il n'y avait pas une seule voix pour la paix. Tout comme la plupart de vos parlementaires, de la même manière. Ainsi, à la fin de 2021, Poutine a mis sur la table un dernier effort dans deux projets d'accord de sécurité, l'un avec l'Europe et l'autre avec les États-Unis. Les États-Unis les ont eu sur la table le 15 décembre 2021.

J'ai eu une heure de conversation avec Jake Sullivan à la Maison Blanche, le suppliant d'éviter la guerre. Tu peux l'éviter. Tout ce que tu as à faire, c'est de dire que l'OTAN ne s'étendra pas à l'Ukraine. Et il m'a répondu : "Oh, l'OTAN ne va pas s'étendre à l'Ukraine. Ne t'inquiète pas pour ça".

J'ai dit, Jake, dis-le publiquement. Non. Non. Non. On ne peut pas le dire publiquement. Il a dit, Jake, tu vas avoir une guerre pour quelque chose qui n'arrivera même pas ? Il a dit, ne t'inquiète pas, Jeff. Il n'y aura pas de guerre. **Pas très intelligents. Je vous le dis, si je peux vous donner mon point de vue honnête, ce ne sont pas des gens très intelligents.**

Et j'ai eu affaire à eux pendant plus de 40 ans. Ils se parlent à eux-mêmes. Ils ne parlent à personne d'autre. Ils jouent à la théorie des jeux. Dans la théorie des jeux non coopératifs, on ne parle pas à l'autre partie.

Il suffit d'élaborer sa stratégie. C'est l'essence même de la théorie des jeux. Ce n'est pas une théorie de la négociation. Ce n'est pas une théorie de la paix. C'est une théorie unilatérale et non coopérative, si vous connaissez la théorie formelle des jeux.

C'est à cela qu'ils jouent. Cela a commencé à la RAND Corporation. C'est à cela qu'ils jouent toujours. En 2019, la RAND a publié un article. Comment pouvons-nous aplatir la Russie ?

Savez-vous qu'ils ont rédigé un document que Biden a suivi ? Comment pouvons-nous agacer la Russie ? C'est littéralement ça la stratégie. Comment agacer la Russie ? Nous essayons de la provoquer, de la faire éclater, peut-être de provoquer un changement de régime, peut-être des troubles, peut-être une crise économique.

C'est comme ça que tu appelles ton allié. Tu plaisantes ? J'ai eu une conversation téléphonique longue et frustrante avec Sullivan. J'étais dehors dans le froid glacial. J'essayais justement de passer une journée de ski.

Et là, j'étais là, Jake, ne fais pas la guerre. Oh, il n'y aura pas de guerre, Jeff. Nous savons ce qui s'est passé le mois suivant, c'est-à-dire qu'ils ont refusé de négocier. L'idée la plus stupide de l'OTAN est la soi-disant politique de la porte ouverte. Tu plaisantes ?

L'OTAN se réserve le droit d'aller où elle veut sans que ses voisins aient leur mot à dire. Je dis aux Mexicains et aux Canadiens de ne pas essayer. Vous savez, Trump pourrait vouloir prendre le contrôle du Canada. Le Canada pourrait donc dire à la Chine : « Pourquoi ne construisez-vous pas une base militaire en Ontario ? » Je ne le lui conseillerais pas.

Et les États-Unis ne diraient pas : « C'est une porte ouverte. C'est leur affaire. Ils peuvent faire ce qu'ils veulent. Ce n'est pas notre affaire. » Mais des adultes en Europe le répètent.

En Europe, dans votre commission, vous êtes un haut représentant. C'est n'importe quoi. Ce n'est même pas de la géopolitique pour les débutants. C'est tout simplement de l'absence de réflexion. C'est ainsi que la guerre a commencé.

La guerre en Ukraine et le contrôle des armes nucléaires

Quelle était l'intention de Poutine dans la guerre ? Je peux vous dire quelle était son intention. Il s'agissait de forcer Zelensky à négocier la neutralité. Et cela s'est produit dans les sept jours qui ont suivi le début de l'invasion. C'est vous qui devez comprendre cela, pas la propagande qui est écrite à ce sujet.

Ah, ils ont échoué et il allait prendre le contrôle de l'Ukraine. Allons, mesdames et messieurs. Comprenez une chose fondamentale. L'idée était de garder l'OTAN. Et qu'est-ce que l'OTAN ?

Ce sont les États-Unis qui sont à la frontière de la Russie. Ni plus, ni moins. Je dois ajouter un point très important. Pourquoi sont-ils si intéressés ? D'abord, parce que si la Chine ou la Russie décidaient d'avoir une base militaire sur le Rio Grande ou à la frontière canadienne, non seulement les États-Unis paniqueraient, mais nous aurions la guerre en dix minutes.

Mais parce que les États-Unis ont abandonné unilatéralement le Traité sur les missiles anti-balistiques en 2002 et ont ainsi mis fin au cadre de contrôle des armes nucléaires. Et c'est extrêmement important à comprendre. Le cadre de contrôle des armes nucléaires est basé sur la tentative de bloquer une première frappe. Le Traité ABM était un élément essentiel de ce cadre. Les États-Unis ont abandonné unilatéralement le Traité ABM en 2002.

Cela a fait exploser un joint russe. Donc tout ce que j'ai décrit s'inscrit également dans le contexte de la destruction du cadre nucléaire. Et à partir de 2010, les États-Unis ont déployé des systèmes de missiles Aegis en Pologne, puis en Roumanie. Et la Russie n'aime pas ça. Et l'une des questions sur la table en décembre et janvier, décembre 2021, janvier 2022, était de savoir si les États-Unis revendiquaient le droit de déployer des systèmes de missiles en Ukraine.

Et Blinken a déclaré à Lavrov en janvier 2022 que les États-Unis se réservaient le droit de placer des systèmes de missiles où ils le souhaitent. C'est votre allié présumé. Et maintenant, remettons des systèmes de missiles intermédiaires en Allemagne. Les États-Unis ont quitté le traité FNI en 2019. Il n'existe pas de cadre pour les armes nucléaires à l'heure actuelle.

Aucun. Quand Zelensky a dit qu'il fallait négocier dans sept jours, je connais parfaitement les détails de cette affaire parce que j'ai parlé en détail avec toutes les parties. Quelques semaines plus tard, un document a été échangé, approuvé par le président Poutine, présenté par Lavrov et géré par les médiateurs turcs. Je me suis rendu à Ankara pour écouter en détail ce que faisaient les médiateurs. L'Ukraine s'est retirée unilatéralement d'un accord qui était sur le point d'être conclu.

La fin de la guerre en Ukraine

Pourquoi ? Parce que les États-Unis le leur ont demandé. Parce que le Royaume-Uni a ajouté la cerise sur le gâteau en envoyant BoJo en Ukraine début avril pour s'expliquer. Et il l'a fait récemment, et si votre sécurité est entre les mains de Boris Johnson, que Dieu nous vienne en aide. Keith Starmer s'avère être encore pire.

C'est inimaginable, mais c'est vrai. Boris Johnson a expliqué, et vous pouvez le vérifier sur son site Internet, que ce qui est en jeu ici, c'est l'hégémonie occidentale. Pas l'Ukraine, mais l'hégémonie occidentale. Michael et moi avons rencontré un groupe au Vatican au printemps 2022 et nous avons rédigé un document expliquant que rien de bon ne peut sortir de cette guerre pour l'Ukraine. Négociez maintenant, car tout ce qui prend du temps signifiera un nombre massif de morts, un risque d'escalade nucléaire et une probable perte de la guerre.

Je voudrais modifier un mot de ce que nous avons écrit à l'époque. Il n'y avait rien de mal dans ce document. Et depuis que ce document, depuis que les États-Unis ont éloigné les négociateurs de la table des négociations, environ un million d'Ukrainiens sont morts ou ont été gravement blessés. Et les sénateurs américains, qui sont aussi méchants, cyniques et corrompus qu'on puisse l'imaginer, disent que c'est une merveilleuse dépense de notre argent parce qu'aucun Américain ne meurt. C'est une pure guerre par procuration.

L'un des sénateurs qui habite à côté de moi, Blumenthal, le dit à haute voix. Mitt Romney le dit à haute voix. C'est le meilleur argent que l'Amérique puisse dépenser. Aucun Américain ne meurt. C'est irréel.

Pour revenir à hier, ce projet a échoué. L'idée était que la Russie allait abandonner. L'idée depuis le début était que la Russie ne pouvait pas résister, comme l'expliquait Zbigniew Brzezinski en 1997. Les Américains pensaient que nous avions le dessus.

Nous allons gagner parce que nous allons les bluffer. Ils ne vont pas vraiment se battre. Ils ne vont pas vraiment se mobiliser. L'option nucléaire consistant à les exclure de SWIFT va les achever. Les sanctions économiques vont les achever.

Les HIMARS, ça va les tuer. Les ATACMS, les F-16. Je les écoute depuis 56 ans, je dirais, en étant à moitié compréhensif. Ils disent des bêtises tous les jours.

Mon pays. Mon gouvernement. Tout cela m'est familier. Tout à fait familier. J'ai supplié les Ukrainiens. Et j'avais des antécédents avec les Ukrainiens. Je leur ai dit que je n'étais pas anti-ukrainien, complètement pro-ukrainien. Je leur ai dit de sauver leurs vies. Sauvez votre souveraineté. Sauvez votre territoire.

Soyez neutres. N'écoutez pas les Américains. Je leur ai répété le célèbre adage d'Henry Kissinger : être un ennemi des États-Unis est dangereux, mais être un ami est fatal. D'accord ? Je vais donc répéter cela pour l'Europe.

Être un ennemi des États-Unis est dangereux, mais être un ami est fatal. Permettez-moi donc de conclure en quelques mots sur Trump. Trump ne veut pas perdre la main. C'est pourquoi il est plus que probable que cette guerre se termine parce que Trump et le président Poutine se mettront d'accord pour y mettre fin. Si l'Europe continue à faire tout ce qu'elle peut pour être belliciste, cela n'aura aucune importance.

La guerre touche à sa fin. Alors, oubliez-la. Dites-le à vos collègues. C'est fini. Et c'est fini parce que Trump ne veut pas s'encombrer d'un perdant.

C'est ça. Ce n'est pas une grande morale, il ne veut pas être un perdant.

Celui qui sera sauvé par les négociations en cours, c'est l'Ukraine. Ensuite, c'est l'Europe. Ces derniers jours, la Bourse de Kiev a connu une hausse suite à la terrible nouvelle des négociations. Je sais que cette nouvelle a été accueillie avec horreur dans ces chambres, mais c'est la meilleure nouvelle que vous puissiez recevoir. J'ai essayé de les convaincre de ne pas m'écouter, mais j'ai essayé de contacter certains dirigeants européens. La plupart ne veulent rien entendre de moi. Mais je leur ai dit de ne pas aller à Kiev. Allez à Moscou. Discutez avec vos homologues. Vous plaisantez ? Vous êtes l'Europe. Vous êtes 450 millions de personnes.

Votre économie pèse 20 000 milliards de dollars. Vous devriez être le principal partenaire commercial économique de la Russie, ses liens naturels. Au fait, si quelqu'un souhaite discuter de la façon dont les États-Unis ont fait exploser le gazoduc Nord Stream, je serais ravi d'en parler. L'administration Trump est donc impérialiste dans l'âme. C'est une grande puissance qui domine le monde. Nous ferons ce que nous voulons mais quand nous le pourrons. Nous serons meilleurs qu'un Biden vieillissant et nous limiterons

nos pertes là où il le faudra. Il existe plusieurs zones de guerre dans le monde, le Moyen-Orient en étant une autre. Nous ne savons pas ce qui va se passer dans ces zones. Encore une fois, si l'Europe avait une politique appropriée, elle pourrait mettre fin à cette guerre.

Je vais vous expliquer comment. Mais une guerre avec la Chine est aussi une possibilité. Je ne dis pas que nous vivons dans une nouvelle ère de paix, mais nous vivons dans un tout autre genre de politique. L'Europe doit avoir une politique étrangère. Et pas seulement une politique étrangère russophobe, une politique étrangère réaliste qui comprenne la situation de la Russie, qui comprenne la situation de l'Europe, qui comprenne ce qu'est l'Amérique et ce qu'elle représente, qui essaie d'éviter que l'Europe ne soit envahie par les États-Unis, car il n'est pas impossible que l'Amérique débarque des troupes sur le territoire danois.

Je ne plaisante pas, et je ne pense pas qu'ils plaisantent. Et l'Europe a besoin d'une politique étrangère, une vraie. Pas d'un « oui, nous allons négocier avec M. Trump et le rencontrer à mi-chemin ». Vous savez à quoi cela ressemblera ? Appelez-moi après.

S'il vous plaît, ne placez pas de responsables américains à la tête de l'Europe. Placez des responsables européens. S'il vous plaît, adoptez une politique étrangère européenne. Vous allez vivre avec la Russie pendant longtemps, alors négociez avec elle. Il y a de véritables problèmes de sécurité sur la table, mais la grandiloquence et la russophobie ne servent pas du tout votre sécurité.

Cela ne sert pas du tout la sécurité de l'Ukraine. Cela a contribué à faire un million de victimes en Ukraine à cause de cette aventure américaine idiote à laquelle vous avez adhéré et dont vous êtes devenus les principaux promoteurs. Au Moyen-Orient, soit dit en passant, les États-Unis ont entièrement confié la politique étrangère à Netanyahu il y a 30 ans. Le lobby israélien domine la politique américaine. N'en doutez pas.

Je pourrais vous expliquer pendant des heures comment cela fonctionne. C'est très dangereux. J'espère que Trump ne détruira pas son administration et ne fera pas souffrir le peuple palestinien à cause de Netanyahu que je considère comme un criminel de guerre, dûment inculpé par la CPI. Et cela, il n'est plus nécessaire de le répéter. Il y aura un État de Palestine aux frontières du 4 juin 1967, conformément au droit international, comme seule voie vers la paix.

La seule solution pour l'Europe d'avoir la paix à ses frontières avec le Moyen-Orient est la solution à deux États. Il n'y a qu'un seul obstacle à cela, soit dit en passant, c'est le veto des États-Unis et du Conseil de sécurité de l'ONU. Donc, si vous voulez avoir une certaine influence, dites aux États-Unis de renoncer à leur veto. Vous êtes aux côtés de 180 pays dans le monde. Les seuls qui s'opposent à un État palestinien sont les États-Unis, Israël, la Micronésie, Nauru, Palau, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, M. Malay et le Paraguay.

C'est donc un domaine dans lequel l'Europe pourrait avoir une grande influence. L'Europe est restée silencieuse sur le JCPOA (accord de limitation nucléaire) et l'Iran. Le plus grand rêve de Netanyahu est la guerre entre les États-Unis et l'Iran. Il n'a pas abandonné, et il n'est pas impossible que cela se produise également. Et c'est parce que les États-Unis n'ont pas de politique étrangère indépendante à cet égard.

C'est Israël qui dirige ce pays. C'est tragique. C'est incroyable, soit dit en passant. Et cela pourrait prendre fin. Trump pourrait dire qu'il veut reprendre sa politique étrangère.

Peut-être. J'espère que c'est le cas. Enfin, permettez-moi de dire que la Chine n'est pas un ennemi. La Chine est simplement une success-story. C'est pourquoi les États-Unis la considèrent comme un ennemi, car la Chine est une économie plus importante que les États-Unis.

C'est tout. Très bien.

LES QUESTIONS-RÉPONSES qui ont suivi la conférence :

Michael von der Schulenburg : passons maintenant aux questions. Ne faites pas de déclaration, posez simplement des questions, car nous sommes trop nombreux et nous n'avons pas beaucoup de temps.

Alors, par où commencer ? Je commence par le côté gauche. J'ai une préférence pour la gauche. Comme vous le savez.

QUESTION DU PUBLIC : Merci, Jeffrey Sachs. Depuis la République tchèque, nous sommes heureux de vous avoir parmi nous. Nous avons un problème. Nous avons été provoqués par une sorcière qui a agressé l'UE et qui a agressé l'UE.

Donc, la situation ne s'améliorera pas avant 2029. Mais que devrions-nous faire, nous, les Européens centraux, en attendant, surtout si les Allemands ne votent pas pour Sarawakeng la prochaine fois ? Devons-nous créer une sorte de neutralité pour l'Europe centrale ? Ou que nous proposeriez-vous de faire ?

Professeur Jeffrey Sachs : Tout d'abord, je tiens à vous dire que tous mes petits-enfants sont tchèques. Sonia est née et citoyenne tchèque, nous en sommes donc très fiers.

Je suis un aspirant Tchèque. L'Europe doit avoir une politique étrangère qui soit une politique étrangère européenne. Et il faut que ce soit une politique étrangère réaliste. Être réaliste, ce n'est pas être haineux. Être réaliste, c'est essayer de comprendre les deux parties et de négocier.

Il y a deux sortes de réalistes, les réalistes défensifs et les réalistes offensifs. Mon cher ami John Mearsheimer, qui est le réaliste offensif, nous sommes de très bons amis et je l'aime beaucoup. Mais je crois plus que lui qu'il faut discuter avec l'autre camp et trouver un moyen de s'entendre. Donc, fondamentalement, la Russie n'envahira pas l'Europe. C'est là le point fondamental.

Elle n'envahira pas l'Europe. Mais il y a de vrais problèmes. Le principal problème pour la Russie était les États-Unis, car la Russie, en tant que grande puissance et première puissance nucléaire du monde, était profondément préoccupée par l'unipolarité américaine depuis le début. Maintenant que cette situation semble se terminer, l'Europe doit également ouvrir des négociations directement avec la Russie, car les États-Unis perdront rapidement tout intérêt et vous allez devoir vivre avec la Russie pendant les prochains milliers d'années.

D'accord ? Alors que voulez-vous ? Vous voulez vous assurer que les États baltes sont en sécurité. La meilleure chose pour les États baltes est de mettre un terme à leur russophobie. C'est la chose la plus importante.

L'Estonie compte environ 25 pour cent de citoyens russes ou russophones, des Russes ethniques. En Lettonie, c'est pareil. Ne provoquez pas votre voisin. C'est tout. Ce n'est pas difficile.

Ce n'est pas vraiment difficile. Et encore une fois, je tiens à expliquer mon point de vue. J'ai aidé ces pays, ceux dont je parle, en essayant de leur faire comprendre que je ne suis pas leur ennemi, que je ne suis pas la marionnette de Poutine, que je ne suis pas son apologiste. J'ai travaillé en Estonie. Ils m'ont décerné, je ne pense pas, la deuxième plus haute distinction civile qu'un président estonien puisse décerner à un non-ressortissant, car j'ai conçu leur système monétaire pour eux en 1992.

Je leur donne donc un conseil. Ne restez pas là, Estoniens, à dire que nous voulons briser la Russie. Vous plaisantez ? Ne le faites pas. Ce n'est pas ainsi que l'on survivra dans ce monde.

En fait, on survit grâce au respect mutuel. On survit grâce à la négociation. On survit grâce à la discussion. On ne proscriit pas la langue russe. Ce n'est pas une bonne idée quand 25 % de la population parle russe comme première langue.

Ce n'est pas bien. Même s'il n'y avait pas de géant à la frontière, ce ne serait pas la bonne chose à faire. Vous l'auriez comme langue officielle. Vous auriez une langue de... à l'école primaire.

Vous ne voudriez pas vous mettre à dos l'Église orthodoxe russe. Donc, fondamentalement, nous devons nous comporter comme des adultes. Et quand je dis constamment qu'ils se comportent comme des enfants, Sonia me dit toujours que c'est injuste envers les enfants. Parce que c'est pire que les enfants. Nous avons une petite-fille de six ans et un petit-fils de trois ans, et ils se réconcilient avec leurs amis.

Et on ne leur dit pas d'aller voir ailleurs. On se contente de les réconcilier tous les jours. On leur dit d'aller les prendre dans ses bras et d'aller jouer, et ils le font. Ce n'est pas difficile. Au fait, bon, de toute façon, je ne vais pas insister là-dessus.

Merci. Alors éliminez un nouveau gouvernement. Non, je ne devrais pas dire ça. Tout ce que je devrais dire, c'est changer la politique. Je ne veux pas d'une élection politique. Est-ce que ça marche ? Ouais.

QUESTION DU PUBLIC : Bonjour. Je m'appelle Keira. Je suis journaliste au Brussels Times. Merci pour cette conférence fascinante, Jeffrey.

Je voulais juste vous interroger sur les déclarations de Trump selon lesquelles les membres de l'OTAN devraient augmenter leurs dépenses de 5 %. Nous voyons maintenant de nombreux pays se démentir pour prouver qu'ils vont le faire, y compris la Belgique. Et étant donné que la Belgique est également le siège de l'OTAN, je voulais vous demander quelle serait la réponse appropriée à ces déclarations des membres de l'OTAN. Merci.

Professeur Jeffrey Sachs : Nous ne sommes pas tout à fait d'accord sur cette question. Je vais donc vous donner mon propre point de vue. Ma première recommandation, avec tout le respect que je dois à Bruxelles, serait de déplacer le siège de l'OTAN ailleurs. Je le dis sérieusement, car l'un des pires aspects de la politique européenne actuelle est la confusion totale entre l'Europe et l'OTAN. Ces deux entités sont complètement différentes, mais elles sont devenues exactement les mêmes. L'Europe est bien meilleure que l'OTAN. À mon avis, l'OTAN n'est même plus nécessaire.

J'aurais voulu y mettre fin en 1991. Mais comme les États-Unis l'ont considéré comme un instrument d'hégémonie et non comme un moyen de défense contre la Russie, il a continué après. Mais la confusion entre l'OTAN et l'Europe est mortelle. Car l'expansion de l'Europe a entraîné l'expansion de l'OTAN. Point final.

Et ces choses auraient dû être complètement différentes. Voilà donc le premier point. Mon point de vue, encore une fois, avec tout le respect que je dois à Michael, nous n'en avons eu qu'une brève conversation, est que l'Europe devrait avoir sa propre politique étrangère et sa propre sécurité militaire, sa propre autonomie stratégique, ce qu'on appelle. Et elle le devrait. Je suis pour.

Je démantèlerais l'OTAN, et peut-être que Trump le fera de toute façon. Peut-être que Trump va envahir le Groenland. Qui sait ? On découvrira alors vraiment ce que signifie l'OTAN. Je pense donc que l'Europe devrait investir dans sa sécurité.

Cinq pour cent, c'est absurde, ridicule, complètement absurde. Personne n'a besoin de dépenser une telle somme.

Deux à trois pour cent du PIB, probablement dans les circonstances actuelles. Ce que je ferais, soit dit en passant, c'est acheter la production européenne. Car, en fait, bizarrement, bizarrement, malheureusement dans ce monde, et c'est un vrai truisme, mais c'est malheureux, donc je ne le défends pas, beaucoup d'innovations technologiques proviennent du secteur militaire parce que les gouvernements investissent dans le secteur militaire.

Trump est donc un vendeur d'armes. Vous le comprenez. Il vend des armes américaines. Il vend de la technologie américaine. Vance vous a dit il y a quelques jours : « Ne pensez même pas à avoir votre propre technologie d'intelligence artificielle. »

Donc, comprenez bien que cette augmentation des dépenses est destinée aux États-Unis, pas à vous. Et en ce sens, je suis totalement contre cette approche. Mais je ne serais pas contre une approche selon laquelle l'Europe dépenserait deux à trois pour cent de son PIB pour une structure de sécurité européenne unifiée et investirait en Europe et dans la technologie européenne, sans que les États-Unis dictent l'utilisation de la technologie européenne. C'est très intéressant. Ce sont les Pays-Bas qui produisent les seules machines de semi-conducteurs avancés, la lithographie ultraviolette extrême. C'est ASML. Mais l'Amérique détermine chaque politique d'ASML. Les Pays-Bas n'ont même pas de note de bas de page. Je ne ferais pas ça si j'étais vous, je ne remettrais pas toute la sécurité aux États-Unis. Je ne le ferais pas.

Je voudrais que vous ayez votre propre cadre de sécurité afin que vous puissiez également avoir votre propre cadre de politique étrangère. L'Europe représente beaucoup de choses que les États-Unis ne représentent pas. L'Europe représente l'action climatique. D'ailleurs, à juste titre, car notre président est complètement fou sur ce sujet. Et l'Europe représente la décence, la démocratie sociale, en tant qu'éthique.

Je ne parle pas d'un parti. Je parle d'une éthique de la façon dont l'égalité de vie se réalise. L'Europe défend le multilatéralisme. L'Europe défend la Charte des Nations Unies. Les États-Unis ne défendent rien de tout cela.

Vous savez que notre secrétaire d'État Marco Rubio a annulé son voyage en Afrique du Sud parce que l'ordre du jour portait sur l'égalité et la durabilité. Et il a dit : « Je ne veux pas entrer dans ce débat. » C'est un reflet honnête du profond libéralisme anglo-saxon. L'égalitarisme n'est pas un mot du lexique américain. Le développement durable ? Pas du tout. Vous savez probablement, d'ailleurs, que sur les 193 États membres de l'ONU, 191 ont présenté des plans ODD sous forme d'examen nationaux volontaires. 191. Deux ne l'ont pas fait. Haïti et les États-Unis d'Amérique.

L'administration Biden n'a même pas été autorisée à mentionner les objectifs de développement durable. Le Trésor avait pour politique de ne pas mentionner les objectifs de développement durable. D'accord. J'ai mentionné tout cela parce que nous avons besoin de notre propre politique étrangère. Je publie un rapport deux fois par an.

Premièrement, le rapport sur le bonheur dans le monde. Et 18 des 20 premiers pays, si je me souviens bien, sont européens. C'est le pays où la qualité de vie est la plus élevée au monde. Il faut donc que vous ayez votre propre politique pour protéger cette qualité de vie. Les États-Unis sont bien en bas du classement.

Et l'autre rapport, où se trouve mon collègue Guillaume, est quelque part dans la salle. Il est là. Guillaume La Fortunes est l'auteur principal de notre rapport annuel sur le développement durable. Et presque tous les 20 premiers pays sont des pays européens parce que vous croyez en ce genre de choses. Et c'est pourquoi vous êtes les plus heureux, sauf en géopolitique, mais en qualité de vie.

Il faut donc avoir sa propre politique étrangère, mais il faut avoir sa propre sécurité. Ce n'est pas possible. Et d'ailleurs, 27 pays ne peuvent pas avoir chacun leur propre politique étrangère. C'est un problème. Il faut une politique étrangère européenne et une structure de sécurité européenne.

Et au fait, même si Michael m'assure que l'OSCE est morte, j'étais le plus grand fan de l'OSCE et je croyais que l'OSCE était le cadre approprié pour la sécurité européenne. Cela pourrait vraiment fonctionner. Merci beaucoup.

QUESTION DU PUBLIC : Merci, professeur. Je suis slovaque et mon Premier ministre Robert Fico a failli être abattu à cause de vos opinions, qui étaient similaires aux siennes. Oui. En tant que Slovaquie, nous sommes le gouvernement slovaque de l'un des rares pays de l'Union européenne à discuter avec les Russes. Il y a deux mois, je parlais avec M. Medvedev. Dans deux semaines, je m'entretiendrai à la Douma avec M. Slutsky, qui est le président de la commission des affaires étrangères de la Russie à Moscou. Ma question est peut-être la suivante : quel message souhaiteriez-vous adresser aux Russes en ce moment ? Car, comme je l'ai entendu, ils sont sur la vague de la victoire. Ils n'ont aucune raison de ne pas conquérir le Donbass, car c'est leur objectif de guerre. Et que peut leur offrir Trump pour arrêter immédiatement la guerre ? Quel serait le message que vous souhaiteriez transmettre aux Russes ? Merci beaucoup.

Professeur Jeffrey Sachs : De nombreuses choses importantes sont désormais proposées et sur la table. Et je crois que la guerre prendra fin rapidement grâce à cela. Et ce sera au moins une bénédiction dans une période très, très difficile.

Le règlement exact du conflit ne dépend plus que des questions territoriales. Il s'agit de savoir s'il s'agit de l'ensemble des quatre régions, y compris Kherson et Zaporijjia, ou si ce sera sur la ligne de contact et comment tout cela sera négocié. Je ne suis pas dans la salle des négociations, donc je ne peux pas vraiment en dire plus. Mais la base sera qu'il y aura des concessions territoriales, il y aura la neutralité, il y aura des garanties de sécurité pour l'Ukraine pour toutes les parties, il y aura, au moins avec les États-Unis, la fin des sanctions économiques.

Mais ce qui compte, bien sûr, c'est l'Europe et la Russie. Je pense que des négociations sur les armes nucléaires sont en cours et qu'elles auront peut-être lieu, ce qui serait extrêmement positif. Je pense que l'Europe doit négocier directement avec la Russie sur des questions extrêmement importantes. C'est pourquoi j'invite le président Costa et les dirigeants européens à ouvrir des discussions directes avec le président Poutine, car la sécurité européenne est sur la table. Je connais très bien les dirigeants russes, nombre d'entre eux. Ce sont de bons négociateurs et vous devriez négocier avec eux, et bien négocier avec eux. Je leur poserais quelques questions. Je leur demanderais quelles sont les garanties de sécurité qui peuvent fonctionner pour que cette guerre cesse définitivement ? Quelles sont les garanties de sécurité pour les États baltes ? Que faudrait-il faire ?

Une partie du processus de négociation consiste à demander à l'autre partie quelles sont ses préoccupations, pas seulement pour savoir ce qu'elle sait, car vous pensez que c'est tout à fait vrai, mais pour lui demander : « Nous avons un vrai problème. Nous avons une vraie inquiétude. Quelles sont les garanties ? » Eh bien, je veux aussi connaître les réponses. Au fait, je connais M. Lavrov, le ministre Lavrov, depuis 30 ans. Je le considère comme un brillant ministre des Affaires étrangères. Parlez avec lui. Négociez avec lui. Trouvez des idées. Mettez des idées sur la table. Mettez des contre-idées sur la table. Je ne pense pas que tout cela puisse être réglé par la seule raison, car tout seul. On règle les guerres en négociant et en comprenant quels sont les vrais problèmes. Et on ne traite pas l'autre partie de menteuse lorsqu'elle exprime ses problèmes. On détermine quelles sont les implications de cela pour le bénéfice mutuel de la paix.

Le plus important est donc d'arrêter de crier, de faire la guerre et de discuter avec les interlocuteurs russes. Et ne les suppliez pas d'être à la table des négociations avec les États-Unis. Vous n'avez pas besoin d'être dans la même pièce que les États-Unis. Vous êtes l'Europe. Vous devriez être dans la même pièce que l'Europe et la Russie.

Si les États-Unis veulent adhérer, c'est bien. Mais qu'ils le fassent, non. Et d'ailleurs, l'Europe n'a pas besoin de la présence de l'Ukraine dans la salle quand elle discute avec la Russie. Vous avez beaucoup de problèmes. Des problèmes directs. Ne confiez votre politique étrangère à personne, ni aux États-Unis, ni à l'Ukraine, ni à Israël. Gardez une politique étrangère européenne. C'est l'idée de base.

QUESTION DU PUBLIC : Hans Neuhoﬀ, du groupe politique des souverainistes de ce parlement, Alternative pour l'Allemagne en tant que parti politique. Tout d'abord, permettez-moi de vous remercier, Monsieur Sachs, d'être venu ici et de nous faire part de vos idées. Soyez assuré que bon nombre de vos idées et de celles de votre collègue, John Mershaeimer, ont été bien accueillies par les groupes politiques ici présents et ont été intégrées à notre ordre du jour. Je partage largement vos vues. Il y a cependant une question concernant le récit historique que vous avez fait et sur laquelle j'aimerais revenir en détail. Elle concerne le début de l'expansion de l'OTAN. Vous avez rapporté sur le site Internet ce que Gorbatchev a entendu dire, à savoir que Genscher y a cité de nombreuses fois, par exemple, que l'OTAN ne bougera pas d'un pouce vers l'Est. Or, le traité 2+4 a été signé en septembre 1990, à Moscou. À cette époque, le Pacte de Varsovie existait toujours. Et des pays comme la Pologne, la Hongrie et la Tchéquie n'ont pas participé aux négociations sur le traité 2+4. Le Pacte de Varsovie a donc été dissous en juillet 1991, et l'Union soviétique en décembre 1991. Personne parmi ceux qui ont participé aux négociations n'a pu s'exprimer au nom de la Pologne, de la Hongrie ou de la Slovaquie, ni dire qu'ils ne chercheraient pas à devenir membres de l'OTAN une fois que la situation générale aurait changé. Le contre-argument que nous devons donc contrer est que c'est la volonté de ces pays, de la Pologne, de la Hongrie et de la Slovaquie, qui ont voulu rejoindre l'OTAN en raison de leur histoire avec l'Union soviétique. Et, bien sûr, la Russie était toujours perçue comme un partisan de l'Union soviétique. Comment réfuter cet argument ?

Professeur Jeffrey Sachs : Je n'ai aucun doute sur les raisons pour lesquelles la Hongrie, la Pologne, la République tchèque et la Slovaquie ont souhaité rejoindre l'OTAN. La question est de savoir ce que font les États-Unis pour instaurer la paix. Car l'OTAN n'est pas un choix entre la Hongrie, la Pologne, la République tchèque ou la Slovaquie. L'OTAN est une alliance militaire dirigée par les États-Unis. Et la question est de savoir comment nous allons instaurer la paix de manière fiable. Si j'avais pris ces décisions à l'époque, j'aurais mis fin à l'OTAN en 1991.

Lorsque ces pays ont demandé l'adhésion à l'OTAN, je leur aurais expliqué ce que notre secrétaire à la Défense William Perry, notre chef d'État George Kennan et notre dernier ambassadeur en Union soviétique, Jack Matlock, avaient dit. Ils m'ont répondu : "Nous comprenons vos sentiments, mais ce n'est pas une bonne idée car cela pourrait provoquer une nouvelle guerre froide avec la Russie". C'est donc ainsi que j'aurais répondu. Lorsque ces pays ont rejoint l'OTAN, lors de la première vague, je ne pense pas que cela ait eu beaucoup de conséquences, en fait, sauf que cela faisait partie d'un projet plus vaste. Et ce projet était déjà défini en 1994. Il existe un très bon livre de Jonathan Haslam, publié par Harvard University Press, intitulé *Hubris*, qui fournit une documentation historique détaillée de ce qui s'est passé étape par étape. Et il vaut vraiment la peine d'être lu. C'est donc un livre récent, mais ce que je veux vraiment dire, c'est que l'Ukraine et la Géorgie ont dépassé les bornes. Elles sont directement opposées à la Russie. Cela s'inscrit dans le contexte d'une déstabilisation totale du cadre nucléaire.

Cela se passe dans le contexte de l'installation par les États-Unis de systèmes de missiles aux frontières de la Russie. Si vous écoutez attentivement le président Poutine au fil des ans, ce qui l'inquiète le plus, c'est probablement l'arrivée de missiles à sept minutes de Moscou, une frappe décapitante. Et c'est bien réel. Les États-Unis paniqueraient, et ils paniquent effectivement, lorsque cela se produirait dans l'hémisphère occidental. C'est donc la crise des missiles de Cuba à l'envers.

Et heureusement, Nikita Khrouchtchev n'a pas pris la parole pour dire : « La politique de la porte ouverte du Pacte de Varsovie. Nous pouvons aller où nous voulons. Cuba nous l'a demandé. Ce n'est pas l'affaire de l'Amérique. Ce que Khrouchtchev a dit, c'est la guerre, mon Dieu. »

Nous ne voulons pas la guerre. Nous devons mettre un terme à cette crise. Nous devons tous deux nous retirer. C'est ce qu'ont décidé Khrouchtchev et Kennedy en fin de compte. Voilà donc la véritable conséquence.

La Russie a même avalé avec beaucoup de douleur les États baltes, la Roumanie, la Bulgarie, la Slovaquie et la Slovaquie. C'est l'Ukraine et la Géorgie. Et c'est à cause de la géographie. C'est à cause de Lord Palmerston. C'est à cause de la première guerre de Crimée. C'est à cause des systèmes de missiles que se trouve la raison fondamentale pour laquelle cette guerre a eu lieu.

QUESTION DU PUBLIC : Merci beaucoup, professeur Sachs, d'être venu. Vous avez mentionné que l'Union européenne doit formuler sa propre politique étrangère. Dans le passé, l'alliance franco-allemande a été un moteur important de cette politique. Aujourd'hui, avec la guerre en Ukraine, on peut dire que cette question est remise en cause.

QUESTION DU PUBLIC : Pensez-vous qu'à l'avenir, lorsque l'Union européenne formulera sa nouvelle politique étrangère, elle sera de nouveau aux commandes ? Ou est-ce que ce seront d'autres pays ou d'autres blocs qui tenteront de faire changer les choses ?

Professeur Jeffrey Sachs : Oh, c'est difficile. C'est difficile parce que, bien sûr, nous n'avons pas encore de constitution pour l'Europe, qui soit le fondement même de la politique étrangère européenne. Et cela ne peut pas se faire à l'unanimité.

Il faut une structure dans laquelle l'Europe puisse parler en tant qu'Europe, même avec quelques désaccords, mais avec la politique européenne. Je ne veux pas trop simplifier la façon d'y parvenir, mais même avec les structures dont vous disposez, vous pourriez faire beaucoup mieux en négociant directement. La première règle est que vos diplomates doivent être des diplomates, pas des secrétaires à la guerre. Honnêtement, cela vous permettrait d'aller au moins à mi-chemin de ce que vous voulez faire. Un diplomate est un talent très particulier. Un diplomate est formé pour s'asseoir avec son interlocuteur et l'écouter, lui serrer la main, lui sourire et être agréable. C'est très difficile. C'est une compétence. C'est une formation. C'est une profession. Ce n'est pas un jeu. Il faut ce genre de diplomatie. Je suis désolé. Nous n'entendons rien de tel. Je vais juste formuler quelques plaintes.

Premièrement, l'Europe n'est pas l'OTAN, comme je l'ai dit. Je pensais que Stoltenberg était le pire, mais j'avais tort. La situation ne fait qu'empirer. Quelqu'un au sein de l'OTAN pourrait-il arrêter de parler, pour l'amour de Dieu, de nouvelles guerres ? Et l'OTAN pourrait-elle arrêter de parler au nom de l'Europe ? Et l'Europe pourrait-elle arrêter de penser qu'elle est l'OTAN ? C'est le premier point essentiel. Deuxièmement, je suis désolé, mais vos hauts représentants et vice-présidents doivent devenir des diplomates. La diplomatie, c'est aller à Moscou, inviter votre homologue russe ici, discuter de cela, ce qui n'est pas encore arrivé. C'est donc là que je veux en venir. Je pense que l'Europe doit devenir plus intégrée et plus unifiée dans les années à venir.

Je suis un fervent partisan de la subsidiarité. Nous avons donc discuté du fait que je ne pense pas que la politique du logement soit vraiment le problème principal de l'Europe. Je pense que cela peut être réglé au niveau local ou national. Je ne considère pas cela comme un problème européen. Mais je ne considère pas non plus la politique étrangère comme un problème qui concerne 27 pays. Je considère que c'est une question européenne. Et je considère que la sécurité doit être une question européenne. Je pense donc qu'il faut réajuster les choses. Mais j'aimerais voir plus d'Europe pour les questions vraiment européennes et peut-être moins d'Europe pour les choses qui sont vraiment subsidiaires à l'Europe au niveau national et local. Et j'espère qu'une telle évolution pourra avoir lieu.

Vous savez, quand le monde parle des grandes puissances en ce moment, il parle des États-Unis, de la Russie, de la Chine. J'inclus l'Inde. Et je veux vraiment inclure l'Europe. Et je veux vraiment inclure l'Afrique avec une Union africaine, et je veux que cela se produise. Mais vous remarquerez que sur la liste, l'Europe n'apparaît pas pour l'instant, et c'est parce qu'il n'y a pas de politique étrangère européenne.

QUESTION DU PUBLIC : Merci beaucoup, et merci beaucoup, professeur, pour ce discours très courageux, très clair aussi, que vous avez prononcé. Je suis député européen du Luxembourg. Ma question est la suivante : quelles sont les conséquences à long terme de cette guerre perdue ? Nous avons perdu la guerre.

L'avenir de l'OTAN est incertain. Nous assistons aussi, comme vous l'avez dit, à la marginalisation de l'Europe. Nous assistons au renforcement des pays BRICS, qui peuvent être rivaux à bien des égards. Y aura-t-il donc un avenir pour un Occident collectif dans les 20 ou 30 prochaines années ? Merci beaucoup.

Professeur Jeffrey Sachs : Je ne crois pas qu'il existe un Occident collectif. Je crois qu'il existe des États-Unis et une Europe qui ont, dans certains domaines, des intérêts parallèles et dans de nombreux domaines, des intérêts différents. Je veux que l'Europe soit à la pointe du développement durable, de la transformation climatique et de la décence mondiale. Je crois que si le monde ressemblait davantage à l'Europe, il serait plus heureux, plus pacifique, plus sûr. Et avec une plus grande longévité et une meilleure alimentation, soit dit en passant.

Mais, je le dis simplement, l'Europe a une vocation qui est assez différente de la tradition américaine et, franchement, de la tradition anglo-saxonne, parce que cela fait 200 ans que les Anglo-saxons ont une hégémonie ou une hégémonie aspirante. Les Britanniques croient toujours qu'ils ont dirigé le monde. C'est incroyable ce que signifie la nostalgie. Ils ne s'arrêtent même pas. C'est presque comme un sketch des Monty Python, en fait. Mais de toute façon, où en étais-je ? Je pense à Monty Python quand la nuit se fait couper tous les membres et dit : « Tout va bien. Je suis victorieux. » C'est la Grande-Bretagne, malheureusement. Et c'est vraiment terrible. Alors non, je ne crois pas à l'Occident collectif. Je ne crois pas au Sud global. Je ne crois pas à toutes ces géographies qui n'ont même pas de sens parce que je regarde beaucoup de cartes et que le Sud global se trouve principalement au Nord et l'Ouest n'est même pas à l'Ouest. Je ne comprends donc même pas de quoi il s'agit. Je crois que nous pourrions vivre une véritable ère d'abondance si nous nous mettions la tête à l'endroit.

Nous vivons la plus grande avancée technologique de l'histoire de l'humanité. C'est vraiment incroyable ce qui peut être fait aujourd'hui. Vous savez, je suis émerveillé par le fait que quelqu'un qui ne connaît rien à la chimie ait remporté le prix Nobel de la paix en chimie parce qu'il est très doué pour les réseaux neuronaux profonds, un génie, Demis Hassabis. Ils ont découvert le repliement des protéines sur lequel des générations de biochimistes ont passé toute leur vie à travailler. Et maintenant, DeepMind a découvert comment le faire avec des milliers de protéines.

Nous avons des amis qui ont passé toute leur vie à manger une seule protéine, des amis brillants. Et maintenant, que pouvons-nous faire ? Si, comme pour les énergies renouvelables, les prix baissent de plus de deux ordres de grandeur, les coûts, nous pourrions transformer la planète, protéger le système climatique, protéger la biodiversité, garantir à chaque enfant une bonne éducation, nous pourrions faire tant de choses merveilleuses dès maintenant. Alors, que devons-nous faire pour y parvenir ?

Selon moi, la paix est notre plus grand besoin. Mon argument principal est qu'il n'existe aucune raison profonde de conflit, où que ce soit, car chaque conflit que j'étudie n'est qu'une erreur. Ce n'est pas que nous ne luttons pas pour le Lebensraum. Cette idée venue de Malthus et qui est devenue une idée nazie a toujours été une idée fausse. C'était une erreur, une erreur intellectuelle fondamentale. C'est une erreur intellectuelle, soit dit en passant, car les scientifiques les plus éminents ont adopté l'idée que nous avions des guerres raciales. Nous avons des guerres nationales. Nous avons des guerres de survie parce que nous n'avons pas assez de ressources sur la planète. En tant qu'économiste, je peux vous dire que nous avons suffisamment de ressources sur la planète pour le développement de tous. Beaucoup de ressources. Nous ne sommes pas en conflit avec la Chine. Nous ne sommes pas en conflit avec la Russie. Si nous nous calmons, si vous me demandez ce que cela va donner à long terme, ce sera très bien. Merci. À long terme, si nous ne nous faisons pas exploser, ce sera très bien.

C'est donc à cela que nous devons aspirer : une vision positive partagée dans le cadre du droit international. Grâce à notre technologie, les choses fonctionnent désormais à l'échelle régionale. Avant, c'étaient des villages, puis de petites zones, puis l'unification de pays. Aujourd'hui, c'est une question régionale. Et ce n'est pas seulement parce que les régions sont merveilleuses.

C'est parce que la réalité technologique sous-jacente veut que l'Europe soit une zone intégrée en matière de transports, de trains à grande vitesse, de numérique, etc. L'Europe existe donc. La politique suit dans une large mesure les réalités technologiques. Nous vivons désormais dans un monde de régions. L'Europe doit donc être une Europe de subsidiarité. Ne perdons pas tous les merveilleux éléments nationaux et locaux. Mais l'Europe doit rester l'Europe. Le bon côté des choses, c'est que je veux que l'Europe ait une diplomatie, par exemple avec l'ASEAN. Je passe beaucoup de temps avec les pays de l'ASEAN. Si l'accord vert de l'UE est une excellente idée, j'ai dit il y a de nombreuses années, ok, aux dirigeants de l'ASEAN, concluez un accord vert de l'ASEAN. Et puis, il faut discuter avec les Européens pour que nous ayons cette merveilleuse relation, commerciale, d'investissement, technologique. L'année dernière, ils ont annoncé un accord vert avec l'ASEAN. Qu'a fait l'Europe à ce sujet ? Rien. Elle a dit : "Pardon". Nous

sommes en guerre en Ukraine. Merci. Je n'y ai aucun intérêt. Voilà donc ce que je veux dire. Les perspectives sont très positives si nous construisons la paix.

Michael von der Schulenburg : Comme nous devons partir, je reçois tout le temps des messages me disant de quitter la salle. Bref. Pouvez-vous commencer par quelque chose de très court ?

QUESTION DU PUBLIC : Oui. Merci beaucoup pour cette conférence.

Je voulais vous demander : pensez-vous qu'il y a une sorte de finlandisation dans ce conflit ? Et puis, pensez-vous que c'est ce que vous auriez aimé voir se développer, par exemple, la politique étrangère de la Finlande et de la Suède ? Au lieu de les voir devenir membres de l'OTAN, est-ce que c'est ainsi que vous auriez souhaité que ces pays se voient confier leur politique étrangère ? Et pensez-vous que ces pays limitrophes de la Russie devraient simplement succomber à leur conviction qu'il ne faut pas provoquer la Russie, que c'est ainsi que nous devons vivre ?

Professeur Jeffrey Sachs : Très bien. Excellente question.

Et laissez-moi vous parler d'un point sur la finlandisation. La finlandisation a permis à la Finlande de se hisser au premier rang du rapport mondial sur le bonheur année après année. Riche, prospère, heureuse et en sécurité. C'était avant l'OTAN. La finlandisation a donc été une chose merveilleuse. Numéro un mondial. Quand la Suède, la Finlande et l'Autriche étaient neutres, bravo. C'est intelligent. Quand l'Ukraine était neutre, c'est intelligent. Si vous avez deux superpuissances, séparez-les un peu.

Il n'est pas nécessaire de se mettre le nez dans l'autre, surtout si l'un des deux, les États-Unis, met son nez dans l'autre. La finlandisation a donc, à mon avis, une connotation très positive. L'Autriche aussi. En 1955, l'Autriche a signé sa neutralité. L'armée soviétique est partie. L'Autriche est un pays merveilleux, absolument merveilleux. C'est donc la base pour éviter les conflits. Si les États-Unis avaient un minimum de bon sens, ils auraient laissé ces pays comme zone neutre entre l'armée américaine et la Russie, mais c'est là qu'ils ont perdu la tête.

Michael von der Schulenburg : Merci beaucoup.

Je voudrais simplement terminer par un appel. Je pense que nous sommes tous les deux d'accord pour dire que la guerre prendra fin d'ici un mois ou deux. Cela signifie que les combats cesseront. Cela ne signifie pas que nous aurons la paix en Europe. La paix en Europe, c'est nous, les Européens, qui devons la faire, pas un président des États-Unis.

Nous devons créer cette paix. Et c'est l'Europe qui en est le garant, ce qui inclut bien sûr la Biélorussie, la Russie et tous ces autres pays. Nous devons donc faire quelque chose. Et nous sommes ici au Parlement. En tant que parlementaires, nous représentons le peuple. Nous sommes la seule institution démocratique et légitime de l'Union européenne. Peut-être aurions-nous dû faire preuve d'un peu plus d'initiative pour faire avancer ce processus de paix au-delà des clivages partisans. Je ne sais pas combien de partis il y a ici, mais nous pouvons nous parler sans dire : "Oh, vous êtes de tel parti, vous êtes de tel parti". Je pense que nous devons vraiment nous concentrer. Si nous ne pouvions pas ici prendre davantage d'initiatives du Parlement vis-à-vis de la Commission et dire : "Nous représentons le peuple, pas vous".

Nous présentons les gens. Et ces gens en Europe, un seul morceau, et c'est ce que nous devrions faire. Donc peut-être que c'est le début d'une période où nous organiserons chaque mois, avec mes collègues, la même chose ici sur différents sujets, qui sont tous autour de cela. Et nous espérons que ce sujet sera discuté. C'est différent de ce que nous avons en plénum où nous n'avons pas fondamentalement de discussion, mais nous avons une discussion et nous incluons également tous les partis et invitons également des gens d'autres partis politiques. Nous n'invitons personne. Discutons-en. Au final, nous voulons tous que ce soit la même chose pour la prochaine génération. Et j'ai beaucoup d'enfants, de petits-enfants, vous aussi, et c'est ce dont nous avons besoin. Ok.

Merci beaucoup, professeur ».

4) MES COMMENTAIRES ET RÉFLEXIONS PERSONNELS EXTRAITS DE MON « HISTORIQUE DE L'EURO »

Note préalable : le début de l'invasion de la Russie en Ukraine a commencé le 24 février 2022.

Et, pour moi, un autre moment important a motivé mes propres réflexions : le « Sommet de Versailles » des 10 et 11 mars suivants, qui a réuni de manière informelle le Conseil européen, c'est-à-dire les chefs d'États et de gouvernement des 27 États membres de l'UE et qui a débouché sur une déclaration finale, dite Déclaration de Versailles.

Dans cette déclaration commune, « Les États membres réitèrent leur plein soutien à l'Ukraine, et condamnent de nouveau fermement l'agression de la Russie et la complicité de la Biélorussie.

Dans leur déclaration :

- Ils soutiennent l'ouverture d'une enquête par la Cour Pénale Internationale sur les attaques de la Russie ayant fait des victimes civiles,
- Ils appellent à garantir la sûreté et la sécurité des installations nucléaires,
- Ils s'engagent à poursuivre leur soutien politique, financier, matériel et humanitaire à l'Ukraine,
- Ils s'engagent à rester solidaires des populations réfugiées et des pays qui les accueillent,
- Ils s'engagent à accroître la pression sur la Russie et la Biélorussie par un renforcement des sanctions,
- Ils reconnaissent les aspirations et le choix européen de l'Ukraine, et son droit à décider de son destin. Ils reconnaissent l'appartenance de l'Ukraine à la famille européenne,
- Ils invitent la Commission européenne à étudier et rendre ses avis concernant les demandes d'adhésion de l'Ukraine, de la Moldavie et de la Géorgie, selon la procédure prévue par les traités ». Source : elysee.fr

Je me limite aux extraits des années 2022 et 2023.

27 février 2022 :

L'achat par l'Allemagne d'avions de chasse américains m'amène à faire trois réflexions. D'abord, c'est un camouflet pour le projet de défense européenne que nourrissent certains partenaires, dont la France bien évidemment. L'Allemagne privilégie toujours ses relations avec les États-Unis et d'autres pays européens qu'elle semble d'ailleurs préférer d'une manière générale la protection que donne le parapluie américain. La guerre en Ukraine bouleverse ainsi la géopolitique des alliances et fera revenir non seulement la guerre froide quand la « guerre chaude » sera finie mais aussi redonnera aux États-Unis leur rôle de « gendarme » en Europe. Ensuite, cette décision de l'Allemagne est une preuve supplémentaire qu'il est difficile de parler du couple franco-allemand. Enfin, on peut se poser des questions sur la politique américaine menée par l'équipe actuelle comme par celles qui ont dirigé le pays depuis longtemps : la politique américaine a toujours subi l'influence pour le moins excessive du lobbying des armes et on sait que l'économie américaine s'appuie énormément sur le complexe militaro-industriel (le budget militaire américain était en 2020 d'environ 700 milliards d'euros contre 220 pour la Chine, 54 pour la Russie, 46 pour la France et l'Allemagne, 52 pour le R.U.). De ce point de vue, la guerre en Ukraine, qui force les pays d'Europe occidentale à augmenter substantiellement leur budget militaire, est une aubaine puisqu'elle donne au complexe militaro-industriel américain l'occasion de donner d'importants débouchés à son imposante production... On peut ajouter un autre volet de l'implication des États-Unis en Ukraine : 40% des terres cultivables sont contrôlés par des capitaux américains (d'une manière générale, la répartition de la propriété en Ukraine est un facteur important de l'échec relatif de la démocratie dans ce pays). À propos de complexe militaro-industriel états-unien,

indiquons la publication le 5 mai 2022 de l'ouvrage de Pierre Conesa (éditions de l'Aube) : « Vendre la guerre ; le complexe militaro-intellectuel » (« Bellicistes mais pas combattants, propagandistes actifs des “guerres justes”, même si le remède s'avère pire que le mal : les plateaux de télévision sont peuplés “d'experts”, qui mandatent l'Occident en gendarme international, médiatisent telle ou telle crise, désignent le méchant, fustigent l'inaction des politiques et convainquent que telle guerre est légitime et gagnable ».)

Un autre aspect de l'intérêt que trouvent les États-Unis dans la guerre en Ukraine tient dans les exportations de ressources énergétiques qu'ils peuvent faire en direction de l'Europe coupée de la Russie, notamment à partir de la richesse de leur sous-sol en gaz de schiste. Il faut se rappeler à ce propos l'article d'Anne Feitz dans *Les Echos* du 15 juillet 2017, avec pour sous-titre : « Nord Stream 2 : les acteurs craignent les sanctions américaines » dans lequel on lit en particulier : « Le Sénat américain a adopté le 15 juin dernier un projet de loi menaçant d'amendes, de restrictions bancaires et d'exclusion aux appels d'offres outre-Atlantique, toutes les sociétés européennes qui participeraient à la construction de pipelines russes – un texte qui doit encore être approuvé par la Chambre des représentants et promulgué par le nouveau président américain. Or cinq groupes gaziers européens (le français Engie, l'anglo-néerlandais Shell, les allemands Uniper et Wintershall, et l'autrichien OMW) se sont engagés dans le projet Nord Stream 2, auquel ils doivent apporter chacun 10 % du financement. “Les textes disent explicitement que Nord Stream 2 nuit à la sécurité d'approvisionnement de l'Europe, car il y a du gaz américain potentiellement à la disposition des européens. La dimension commerciale est manifeste et explicite”, s'insurge ainsi Isabelle Kocher, directrice générale d'Engie. En l'occurrence, les États-Unis, qui ont construit d'importantes infrastructures d'exportation suite à la révolution du gaz de schiste, vont devoir trouver de nouveaux débouchés pour leur Gaz Naturel Liquéfié. “Il s'agit d'une ingérence assez spectaculaire et inacceptable dans les affaires européennes”, poursuit Isabelle Kocher. Dès la mi-juin, Berlin, Vienne et Paris avaient déjà vivement réagi. “L'approvisionnement énergétique de l'Europe est l'affaire de l'Europe, pas celle des États-Unis”, avaient protesté Sigmar Gabriel, ministre allemand des affaires étrangères et Christian Kern, le chancelier autrichien, dans un communiqué commun ». Notons que le 10 octobre 2022, « Les 7 du Québec » fera paraître un article intitulé « Comment les États-Unis ont planifié la guerre et la crise énergétique en Europe » en utilisant un document de la RAND Corporation qui date de janvier 2022. Selon ce document, sous le titre d'ouverture « Affaiblissement de l'Allemagne, renforcement des États-Unis », suggère qu'il existe un « besoin urgent » d'un afflux de ressources extérieures pour maintenir l'ensemble de l'économie américaine, mais « surtout le système bancaire ». « Seuls les pays européens liés par les engagements de l'UE et de l'OTAN peuvent nous les fournir sans coûts militaires et politiques importants pour nous ». Selon RAND, le principal obstacle à cette ambition est l'indépendance croissante de l'Allemagne. Entre autres choses, il souligne que le Brexit a donné à l'Allemagne une plus grande indépendance et rendu plus difficile pour les États-Unis d'influencer les décisions des gouvernements européens ». (...)

Je rajouterais que la crise en Ukraine renforce aussi et peut-être surtout la position des États-Unis sur le plan géostratégique (en (re)devenant le bouclier pour l'Europe et en faisant de celle-ci leur tête de

pont pour leurs intérêts en Eurasie), sur le plan militaire et aussi sur les plans économique, monétaire et financier...

11 mars 2022 :

À la suite de ce Sommet de Versailles où de nouvelles sanctions contre la Russie ont été décidées, je m'autorise à faire quatre réflexions (qui complètent et approfondissent celles déjà faites plus haut, notamment dans les derniers jours de février) :

- ♦ Incontestablement, la guerre qu'a déclarée la Russie à l'Ukraine est impardonnable à tous points de vue et justifie pleinement la mobilisation en faveur de l'Ukraine à laquelle on assiste aujourd'hui. Pour moi, non spécialiste des questions juridiques et géostratégiques, l'invasion de l'Ukraine par l'armée russe pose sur le plan du droit international essentiellement deux questions : d'abord, s'agit-il d'une violation du Mémorandum de Budapest signé le 5 décembre 1994 (Anne de Tinguy considère que ce texte « ne prévoyait pas de mesure de rétorsion en cas de violation par l'une des parties des engagements pris ; il prévoyait des consultations entre les pays signataires et un recours au Conseil de sécurité des Nations Unies » ; c'est très bien, mais concrètement les garanties étaient limitées », et ensuite, s'agit-il d'une violation aussi du protocole de Minsk signé le 5 septembre 2014 pour assurer un cessez-le-feu immédiat de la guerre en Ukraine orientale (tout de suite après la signature, des violations du cessez-le-feu ont lieu des deux côtés, d'où la signature le 12 février 2015 des « accords de Minsk II » ; mais en janvier 2022 le secrétaire du Conseil de sécurité et de défense de l'Ukraine affirme que « le respect des accords de Minsk signifie la destruction du pays. Lorsqu'ils ont été signés sous la menace armée des Russes – et sous le regard des Allemands et des Français – il était déjà clair pour toutes les personnes rationnelles qu'il était impossible de mettre en application ces documents ». Finn Andreen considère qu'« il s'avère que la France et l'Allemagne portent une lourde responsabilité dans l'éclatement de cette crise, en tant que garants totalement contreproductifs des Accords de Minsk 2 depuis 2015 (je renvoie sur ce point précis le lecteur sur ce qui est rapporté dans ce document – volume 16 - à la date du mardi 17 janvier 2023).

De plus, les nombreuses initiatives diplomatiques russes vers une nouvelle sécurité européenne, pendant les mois et les semaines qui précédèrent le conflit, sont restées lettre morte en Occident. Dans ce contexte, la Russie ne peut donc pas être considérée comme un agresseur non provoqué, surtout après que les rapports de l'OSCE ont confirmé que l'armée ukrainienne commença les tirs d'artillerie sur le Donbass dès le 16 février 2022. La reconnaissance des républiques populaires du Donbass par la Russie, ainsi que son intervention pour les aider militairement, peuvent donc être considérées comme une réaction à ces actes belliqueux. D'ailleurs, l'invocation par la Russie de l'article 51 de la Charte des Nations-Unies pour défendre la légalité de son action militaire en Ukraine semble bien plus convaincante que lorsque l'OTAN utilisa le même argument pour attaquer la Serbie en 1999. La propagation du bandérisme, idéologie carrément nazie et fortement antirusse, est évidente à différents niveaux des institutions civiles et militaires en Ukraine » (Stepan Bandera, 1909-1959, a été un indépendantiste ukrainien

allié aux nazis). Par son argumentation, on comprend que pour Finn Andreen la Russie est un agresseur qui a été provoqué.

Deux vidéos donnent a priori raison à Finn Andreen.

La première est celle d'un entretien donné sur la chaîne ukrainienne Apostrophe TV, le 18 mars 2019, par Oleksiï Arestovytch, acteur-journaliste politique et militaire ukrainien entré en politique en 2005 et devenu conseiller de V. Zelinsky. En voici l'essentiel : « journaliste (J) : si l'Ukraine veut intégrer l'OTAN, nous pouvons donc parler d'une date de fin du conflit dans le Donbass ? O. Arestovytch (O.A.) : non, il n'y a aucune date de fin de guerre, bien au contraire ; cela incitera probablement la Russie à lancer une vaste opération militaire contre l'Ukraine parce qu'ils devront nous détruire en matière d'infrastructure et dévaster tout notre territoire. (...) Le prix à payer pour rejoindre l'OTAN est un grand conflit avec la Russie. Et si nous ne rejoignons pas l'OTAN, l'Ukraine sera sous contrôle russe d'ici 10 à 12 ans. Nous sommes à la croisée des chemins. Allons maintenant voter Zelinsky. J : Dans l'ensemble, qu'est-ce qui est le mieux ? O.A. : Bien sûr un grand conflit avec la Russie et une adhésion à l'OTAN sur la base d'une victoire sur la Russie. J : Ce qui veut dire une guerre majeure contre la Russie ? O.A. : Attaques aériennes et attaque de l'armée russe qui est à la frontière, siège de Kiev, tentatives d'encerclement de l'armée ukrainienne près de Donetsk, attaques autour de Perehopskava Shyia à Kakhovka Dam pour sécuriser l'eau pour la Crimée, attaques de la Biélorussie, proclamations de nouvelles républiques, diversions, attaques sur les infrastructures clés, attaques aéroportées. En clair, une vraie guerre. Et la probabilité est de 99% que cela arrive. J : Quand ? O.A. : Probablement entre 2020 et 2022 ». Et il ajoute aussi que « dans ce conflit, nous serons activement soutenus par l'Occident, avec des armes, des équipements, de l'assistance, des nouvelles sanctions contre la Russie, et même possiblement l'introduction d'un contingent de l'OTAN, une zone d'exclusion aérienne, etc. Nous ne perdrons pas, et c'est bien ».

La seconde vidéo, qui date du 10 octobre 2019, met en scène V. Zelinsky lui-même, qui apparaît comme un va-t'en-guerre, prêt à défier la Russie : « nous irons à la guerre ; notre armée est prête ».

Notons que dans deux autres articles - parus également dans « Contrepoints.org » -, Finn Andreen fait dans l'un une critique libérale forte des sanctions imposées à la Russie par les Occidentaux et dans l'autre une dénonciation de la manière dont les élites dirigeantes occidentales forment et dirigent l'opinion collective.

Ajoutons que V. Poutine a été très critiqué lorsqu'il a prétexté de « dénazifier » l'Ukraine pour justifier sa décision d'envahir l'Ukraine. Outre le comportement indéniablement inadmissible de l'Ukraine lors de la seconde guerre mondiale, il faut citer un tweet d'Arno Klarsfeld : « comment se fait-il qu'aucun (je dis bien aucun) journaliste français ne demande jamais aux intervenants ukrainiens sur les plateaux pourquoi les pires massacreurs de Juifs ayant collaboré avec les Nazis sont honorés en Ukraine depuis 2014 (grandes artères, statues, jour férié, ...) ».

• La guerre généralisée que la Russie fait à l'Ukraine n'est pas tellement en soi une surprise puisque la guerre entre les deux pays a commencé il y a déjà 8 ans avec l'annexion de la Crimée et la guerre dans le Donbass. Sa généralisation était pourtant « anticipable » selon certains auteurs, comme en

particulier Philippe Fabry grâce à la méthode qu'il utilise pour pratiquer ce qu'il appelle « l'historionomie » (notons que cet auteur prédit même un élargissement du conflit, une fuite en avant notamment en direction des pays baltes, pour en faire une nouvelle forme de guerre mondiale). En tous les cas, il ne faudrait pas que le manichéisme international prenne le pas sur le réalisme propre à la géopolitique.

♦ Les historiens et les spécialistes de géostratégie montreront sans doute à quel point les occidentaux et encore plus précisément les Européens ont une lourde responsabilité dans ce qui se passe en ce moment : par les politiques et les actions qu'ils ont menées tout au long de ces dernières décennies, ils ont exacerbé les tendances sans doute paranoïaques de V. Poutine - et peut-être de toute la Russie - ainsi que le sentiment qu'il a depuis longtemps d'être humilié ainsi que son peuple. Même Fareed Zakaria, journaliste et essayiste américain qui est aux États-Unis l'un des auteurs les plus influents en géopolitique, affirme que « la guerre en Ukraine est en partie un retentissant échec de la diplomatie occidentale. Au moment de l'expansion de l'OTAN vers l'Europe centrale, il était légitime d'intégrer la Pologne, la Hongrie, la République tchèque et la Slovaquie. Ne pas intégrer ces pays à l'OTAN aurait créé une forme d'instabilité dont la Russie aurait cherché à tirer profit. Cependant, nous aurions dû installer un dialogue stratégique avec la Russie. La question la plus difficile concernait l'Ukraine, la Biélorussie et la Géorgie, des pays qui n'ont pas uniquement fait partie de l'URSS, mais aussi de l'Empire russe. Leur adhésion à l'OTAN n'était pas possible. Il fallait trouver un autre équilibre, en s'appuyant sur la déclaration de Budapest, signée en 1994. En 2008, George W. Bush a poussé l'OTAN à adopter la déclaration de Bucarest, l'Alliance atlantique s'engageait alors à intégrer en son sein la Géorgie et l'Ukraine, mais sans fixer d'échéance. C'est un véritable désastre, car on en dit suffisamment pour mettre en colère la Russie, mais trop peu pour protéger l'Ukraine et la Géorgie. Ces deux pays se sont retrouvés dans une sorte de no man's land. La Russie a alors commencé sa politique de grignotage ».

Rappel : George W. Bush a plaidé, le 1^{er} avril 2008, à Kiev, pour que l'Ukraine et la Géorgie, actuellement en phase de "dialogue intensifié" avec l'OTAN, deviennent officiellement candidates à l'adhésion lors du sommet de l'organisation de l'Alliance atlantique qui doit commencer le lendemain en Roumanie ; et cela malgré l'opposition de la Russie : « la Russie n'aura pas le droit de veto sur ce qui se passera à Bucarest » a affirmé G.W. Bush.

Sur cet aspect historico-militaire, il est intéressant de prendre connaissance de l'analyse que fait le général français Alexandre Lalanne-Berdouticq dans un article qu'il a écrit dès le lendemain de l'attaque russe en Ukraine, le 22 février 2022 : <https://www.breizh-info.com/2022/03/01/180658/ukraine-russie-general-lalanne-berdouticq/>

->Il faut relire le texte fondateur de la « doctrine Primakov », publié en 1998 par Yevgeny Primakov alors ministre russe des Affaires étrangères ; surtout que cette « doctrine » continue encore aujourd'hui à orienter la politique étrangère de la Russie :

« (...) Il existe une règle très ancienne : les ennemis ne sont pas permanents tandis que les intérêts nationaux le sont. Cette idée guidait et guide encore aujourd'hui la politique étrangère de la plupart des pays du monde. En revanche, à l'époque soviétique, nous avons oublié cette maxime et les intérêts nationaux ont parfois été sacrifiés au soutien des "amis permanents" et à la lutte contre les "ennemis permanents". Aujourd'hui, après la Guerre Froide, la Russie, de même que les autres pays, a le droit de garantir sa sécurité, sa stabilité, l'intégrité de son territoire, de chercher à faire des progrès économiques et sociaux, de lutter contre les influences extérieures qui peuvent chercher à diviser la Russie et les autres pays de la "Communauté des États Indépendants" [anciens membres de l'URSS]. Ceux qui veulent rapprocher la Russie et l'Occident pensent que la seule alternative est le retour progressif de la confrontation. Cela n'est pas vrai. D'un côté, la Russie doit coopérer avec les autres puissances de manière équitable et chercher des intérêts communs pour renforcer, dans certains domaines, la coopération. De l'autre côté, dans les domaines où les intérêts divergent, la Russie doit défendre ses intérêts tout en évitant la confrontation. Voilà la logique de la politique étrangère russe, dans cette période d'après-guerre. Si l'existence d'intérêts communs est négligée, une nouvelle guerre froide aura probablement lieu. (...) La Russie n'est pas indifférente au rôle qu'elle va jouer dans l'économie mondiale en ouvrant ses frontières aux produits étrangers. Est-ce qu'elle deviendra un fournisseur de matières premières discriminé ou un partenaire sur un pied d'égalité ? Répondre à cette question est aussi une question de politique étrangère. Passée la période des confrontations, il est néanmoins toujours important pour la Russie de garantir la sécurité et la stabilité, à l'intérieur de ses frontières, mais aussi, dans les régions voisines. (...) Pour la transition vers un nouvel ordre mondial (миропорядок) les deux conditions suivantes sont nécessaires. Premièrement. Il ne faut pas que les divisions d'antan se voient réactualisées sur de nouveaux sujets. Cela implique de s'opposer, à mes yeux, à l'expansion de l'Otan dans les pays qui appartenaient avant au "Pacte de Varsovie", ainsi qu'aux tentatives de transformer l'OTAN en principe du nouveau système mondial. L'opération sanglante de l'OTAN en Yougoslavie montre bien cela. Cette opération a été réalisée sans l'autorisation du Conseil de sécurité de l'ONU, avait lieu hors des frontières des pays membres et était sans rapport avec la garantie de la sécurité des pays membres de l'OTAN. (...) Deuxièmement, pour avancer vers un nouvel ordre universel et pour faire face aux dangers réels, la communauté mondiale doit collaborer de manière juste. (...) ».

Notons qu'avant la « doctrine Primakov » la politique étrangère russe a été caractérisée par la succession d'au moins deux doctrines bien différentes. D'abord, la « doctrine Gorbatchev », appelée aussi « nouvelle pensée » en 1986, selon laquelle la fin de la guerre froide doit permettre la concrétisation de la « théorie de la convergence » entre les deux systèmes politico-économiques (Gorbatchev laissait même à ses alliés d'Europe de l'Est une totale liberté d'action et en 1990 Vaclav Havel souhaitait la dissolution à la fois du Pacte de Varsovie et de l'alliance - avant de souhaiter plus

tard au contraire l'élargissement de l'OTAN) mais en réalité ceux-ci restent pleinement en concurrence où continuent à jouer les rapports de force. Cependant, la « Gorbymania » ambiante était telle que l'idée d'étendre l'alliance transatlantique vers l'Est ne venait à personne. Ensuite, après que l'URSS ait implosé en même temps que le pouvoir gorbatchévien, s'est développée la « doctrine Kozyrev » dans une « Fédération de Russie » en plein chaos politique et économique. L'Occident espérait sa démocratisation, tout comme la population russe rêvait de rejoindre la « maison commune européenne » - expression de Gorbatchev - et d'une aide type plan Marshall. Il en était en effet de même du côté soviétique : comme le raconte bien Vladimir Fédorovski (« Au cœur du Kremlin », 2018), un acteur souvent méconnu, Alexandre Nicolaïevitch Iakovlev, a eu un rôle très important pour souffler au printemps 1983 à Gorbatchev les concepts de perestroïka et de glasnost et pour le conforter dans son vœu de rassembler les communistes réformateurs et les sociaux-démocrates dans une sorte d'union de la gauche à vocation internationale (Iakovlev aura une influence très importante dans l'implosion de l'empire soviétique en étant l'éminence grise de Gorbatchev, en optant pour la chute du mur de Berlin et la réunification de l'Allemagne). James Baker rappelle que le Président Eltsine envisageait avec enthousiasme la fusion de la CEE et de l'OTAN de même que l'intégration de son pays dans le Conseil de l'Europe et même dans l'Union européenne. Mais l'aide attendue et les capitaux espérés ne sont pas venus, en tous les cas très insuffisamment. Comme le note V. Fédorovski à propos de l'époque de Gorbatchev, « beaucoup de gens du nouveau pouvoir soviétique qui n'étaient guère sortis de chez eux s'illusionnaient en croyant que l'Occident soutiendrait radicalement leurs efforts. (...) Il [Gorbatchev] s'imaginait qu'il suffisait de prendre le Kremlin pour venir à bout du système totalitaire, en escomptant que l'Occident lui apporterait une aide décisive. Erreur majeure, à la fois pour la Russie et pour l'union européenne, car ce n'est pas ainsi que les choses vont se passer... ». En 1994, le président Eltsine déclare devant l'Assemblée fédérale « il nous faudra en finir avec la pratique perverse des concessions à sens unique » et devant l'ONU « jusqu'ici l'égalité de droit, le partenariat, le profit mutuel et la coopération en sont restés, dans une large mesure, au stade des mots, qui servent, comme toujours, à masquer les égoïsmes des États » ; et la même année, Zbigniew Brzezinski, conseiller à la sécurité nationale américain, écrit dans *Foreign Affairs* : « Pendant près de 45 années difficiles, les États-Unis ont poursuivi une politique remarquablement cohérente envers l'Union soviétique. Au niveau de la grande stratégie, cette politique était définie comme la maîtrise des ambitions géopolitiques et idéologiques soviétiques. La mise en œuvre pratique de la politique d'endiguement impliquait une concentration géostratégique américaine sur la défense des périphéries occidentale et orientale de l'Eurasie, manifestée par des déploiements de troupes permanents et définie par des engagements conventionnels contraignants. La doctrine de la dissuasion, destinée à neutraliser tout chantage nucléaire soviétique, renforce cette posture défensive ». Il est évident que dans un tel contexte la « doctrine Kozyrev » ne pouvait pas continuer à piloter la politique étrangère de la Russie. C'était la fin de la Russie « comme l'Occident et dans l'Occident ».

Note : En 2002, il y a donc 20 ans, à la sortie de son chef d'œuvre filmique « L'arche russe », le grand réalisateur russe Alexandre Sokourov dit dans le « making of » : « c'est aussi un film sur la rencontre

entre un Russe et un Européen, et donc entre deux personnes et deux visions du monde. Cette rencontre symbolise l'attraction et l'amour de la Russie pour l'Europe et une certaine froideur européenne à l'égard de la Russie ».

-> Soulignons qu'un an avant la publication du texte de Yevgeny Primakov, le 5 février 1997, le diplomate américain George Kennan écrivait dans *The New York Times* : « L'élargissement de l'OTAN serait la plus fatale erreur de la politique américaine depuis la fin de la guerre froide. On peut s'attendre à ce que cette décision attise les tendances nationalistes, antioccidentales et militaristes de l'opinion publique russe ; qu'elle relance une atmosphère de guerre froide dans les relations Est-Ouest et oriente la politique étrangère russe dans une direction qui ne correspondra vraiment pas à nos souhaits ». Cela n'a pas empêché G.W. Bush de proposer à l'Ukraine de rejoindre l'OTAN...

Comme le démontrent plusieurs commentateurs éclairés, la crise dure ainsi depuis 25 ans.

Les réflexions de George Kennan sont d'un intérêt inestimable parce que G. Kennan a été sans doute l'un des diplomates américains les plus importants de l'époque contemporaine et qu'il a été également un grand politologue et historien des relations entre son pays et la Russie (et l'URSS). N'oublions pas qu'il a joué un très grand rôle dans l'élaboration du Plan Marshall après la guerre. Mais il faut surtout retenir le contenu de son fameux télégramme - de 8000 mots - qu'il a envoyé le 22 février 1946 de Moscou où il était chef de mission au secrétariat d'État de l'époque, dont il reprendra et approfondira le contenu en juin 1947 dans un article écrit sous pseudonyme X pour la revue *Foreign Affairs* : « Les principes du comportement de l'État soviétique », et qui sera à la base de la « doctrine Truman » et de « la politique d'endiguement » sur laquelle s'est fondée la politique extérieure des États-Unis au moins jusqu'à l'époque de Gorbatchev (il est intéressant de citer à la fois les premières et les dernières lignes de l'article, publié dans *Le Monde* du 5 avril, de Dimitri Minic, expert français en pensée et culture stratégiques russes : « dans son discours de célébration de l'annexion de la Crimée le 8 mars 2014, Vladimir Poutine déclarait : "en somme, nous avons toutes les raisons de croire que la fameuse politique d'endiguement de la Russie, qui a été menée au 18^{ème}, 19^{ème} et 20^{ème} siècles, se poursuit aujourd'hui". (...) Les sanctions massives et l'aide variée que les pays occidentaux accordent à l'Ukraine n'ont pas d'effet dissuasif. Bien au contraire, elles sont d'abord et avant tout perçues par les élites politico-militaires russes comme une confirmation que l'objectif est bel et bien de détruire la Russie. En définitive, ces mesures de rétorsion occidentales ont tendance à conforter Moscou dans l'idée que cette guerre, même si des désaccords existent sur la façon de la mener, était juste et nécessaire »).

Le 2 mai 1998, le journaliste au *New York Times* Thomas L. Friedman a interviewé George Kennan au sujet de l'élargissement de l'OTAN. En voici la traduction :

« Sa voix est un peu frêle maintenant, mais l'esprit, même à 94 ans, est plus vif que jamais. Ainsi, lorsque j'ai contacté George Kennan par téléphone pour connaître sa réaction à la ratification par le Sénat de l'élargissement de l'OTAN, ce n'était pas une surprise de constater que l'homme qui était l'architecte du succès de l'endiguement américain de l'Union soviétique et l'un des grands hommes d'État américains du 20^e siècle était prêt avec une réponse.

"Je pense que c'est le début d'une nouvelle guerre froide", a déclaré M. Kennan depuis sa maison de Princeton. "Je pense que les Russes réagiront progressivement assez négativement et que cela affectera leur politique. Je pense que c'est une erreur tragique. Il n'y avait aucune raison à cela. Personne ne menaçait personne d'autre. Cet agrandissement ferait se retourner les Pères fondateurs de ce pays dans leurs tombes. Nous nous sommes engagés à protéger toute une série de pays, même si nous n'avons ni les moyens ni l'intention de le faire sérieusement. [L'expansion de l'OTAN] était simplement une action légère d'un Sénat qui n'a aucun intérêt réel pour les affaires étrangères."

"Ce qui me dérange, c'est à quel point tout le débat au Sénat a été superficiel et mal informé", a ajouté M. Kennan, qui était présent à la création de l'OTAN et dont l'article anonyme de 1947 dans la revue *Foreign Affairs*, signé "X", définit la politique américaine de confinement de la guerre froide pendant 40 ans. "J'ai été particulièrement gêné par les références à la Russie en tant que pays mourant d'envie d'attaquer l'Europe occidentale. Les gens ne comprennent-ils pas ? Nos divergences pendant la guerre froide concernaient le régime communiste soviétique. Et maintenant, nous tournons le dos à ceux-là mêmes qui ont réalisé la plus grande révolution sans effusion de sang de l'histoire pour renverser ce régime soviétique."

"Et la démocratie russe est aussi avancée, sinon plus, que n'importe lequel de ces pays avec qui nous venons de signer pour se défendre de la Russie", a déclaré M. Kennan, qui a rejoint le département d'État en 1926 et a été ambassadeur des États-Unis à Moscou en 1952. "Cela montre si peu de compréhension de l'histoire russe et de l'histoire soviétique. Bien sûr, il y aura une mauvaise réaction de la part de la Russie, et ensuite [les expanseurs de l'OTAN] diront que nous vous avons toujours dit que c'est ainsi que sont les Russes – mais c'est tout simplement faux."

On se demande seulement ce que diront les futurs historiens. Si nous avons de la chance, ils diront que l'expansion de l'OTAN en Pologne, en Hongrie et en République tchèque n'avait tout simplement pas d'importance, car le vide qu'elle était censée combler avait déjà été comblé, seule l'équipe Clinton ne pouvait pas le voir. Ils diront que les forces de la mondialisation intégrant l'Europe, associées aux nouveaux accords de contrôle des armements, se sont révélées si puissantes que la Russie, malgré l'expansion de l'OTAN, a poursuivi sa démocratisation et son occidentalisation et a été progressivement entraînée dans une Europe vaguement unifiée. Si nous n'avons pas de chance, ils diront, comme le prédit M. Kennan, que l'expansion de l'OTAN a créé une situation dans laquelle l'OTAN doit maintenant soit s'étendre jusqu'à la frontière russe, déclenchant une nouvelle guerre froide, soit cesser de s'étendre après ces trois nouveaux pays et créer une nouvelle ligne de partage à travers l'Europe. Mais il y a une chose que les futurs historiens remarqueront sûrement, c'est la pauvreté totale de l'imagination qui a caractérisé la politique étrangère américaine à la fin des années 1990. Ils noteront que l'un des événements fondateurs de ce siècle a eu lieu entre 1989 et 1992 - l'effondrement de l'Empire soviétique, qui avait la capacité, les intentions impériales et l'idéologie de menacer véritablement le monde libre tout entier. Grâce à la détermination occidentale et au courage des démocrates russes, cet empire soviétique s'est effondré sans coup férir, engendrant une Russie démocratique, libérant les

anciennes républiques soviétiques et menant à des accords de contrôle des armements sans précédent avec les États-Unis.

Et quelle a été la réponse de l'Amérique ? Il s'agissait d'étendre l'alliance de guerre froide de l'OTAN contre la Russie et de la rapprocher des frontières russes.

Oui, dites à vos enfants, et aux enfants de vos enfants, que vous avez vécu à l'époque de Bill Clinton et de William Cohen, à l'époque de Madeleine Albright et de Sandy Berger, à l'époque de Trent Lott et de Joe Lieberman, et que vous étiez également présents à la création de l'ordre de l'après-guerre froide, lorsque ces titans de la politique étrangère se sont réunis et ont produit . . . une souris.

Nous sommes à l'ère des nains. La seule bonne nouvelle est que nous sommes arrivés ici en un seul morceau parce qu'il y avait un autre âge - celui de grands hommes d'État qui avaient à la fois de l'imagination et du courage.

Alors qu'il me disait au revoir au téléphone, M. Kennan ajouta juste une chose : "Cela a été ma vie, et ça me fait mal de la voir si "foirée" à la fin. »

M. Kennan a décidément bien raison, notamment sur la méconnaissance qu'ont les Occidentaux de l'histoire russe et soviétique : je rappelle en particulier qu'à propos de la Conférence de Crimée (accord de Yalta), il y a un consensus des historiens pour reconnaître que Staline a obtenu de alliés qu'un glacis protecteur du territoire soviétique soit organisé par l'intermédiaire notamment d'un déplacement vers l'ouest de la frontière avec la Pologne (la Ligne Curzon). On peut aussi se rappeler l'accord secret du 10 octobre 1944 entre Churchill et Staline, qui a joué un rôle important dans la conférence de Crimée pour le partage de l'Europe en zones d'influence, accord qui a eu pour but de « régler les affaires des Balkans » : aux Russes 90% de la Roumanie et 75% de la Bulgarie, 50-50% pour la Yougoslavie et la Hongrie, et 90% à la Grande-Bretagne pour la Grèce...

Notes

♦ *Note à propos de la « doctrine Truman »* : Franklin Roosevelt meurt le 12 avril 1945 avant qu'Hitler ne se suicide et que l'Allemagne ne capitule et c'est donc le vice-président, Harry Truman, qui doit se charger de conclure la guerre et de construire la paix. À l'occasion de la conférence de Potsdam le 17 juillet 1945, il ressent comme Churchill une grande méfiance vis-à-vis de Joseph Staline, ce qui constitue un grand changement par rapport à la tendance soviétophile de Roosevelt et encore davantage de son entourage, malgré le comportement de Staline lors des conférences de Téhéran et de Yalta. De ce moment datent le changement d'attitude de États-Unis vis-à-vis de l'URSS et le développement de la stratégie américaine de l'endiguement. Le 12 mars 1947, Truman déclare devant le Congrès : « je crois que les États-Unis doivent soutenir les peuples libres qui résistent à des tentatives d'asservissement » (la politique Joe Biden est tout-à-fait dans la continuation...). Les conférences de Téhéran (fin novembre-début décembre 1943, au cours de laquelle Roosevelt et Staline s'opposent au projet britannique de mener une offensive par la Méditerranée et les Balkans) et de Yalta (en février 1945, parce qu'elle traite du partage de l'Allemagne et de la définition des zones d'influence pour l'après-guerre et au cours de laquelle Churchill n'a rien pu faire pour faire changer d'avis de Roosevelt sur

Staline, est la dernière tentative pour organiser le monde sur la base de la coopération et de l'entente mais c'est en réalité le début de la guerre froide et d'une mise sous influence de toute l'Europe centrale par l'Armée rouge, pour au moins 40 années. Comme le dira Churchill en 1946, « un rideau de fer est descendu sur L'Europe »), expriment toutes deux, dès avant la fin de la seconde guerre mondiale, que le monde d'après allait être partagé en deux, en deux empires ?

♦ *Note à propos d'un discours de George Friedman*, alors directeur de la société américaine de renseignement et d'analyse Stratfor : dans ce discours, fait en 2015, lors du « The Chicago Council on global affairs », George Friedman dit notamment : « la question à l'ordre du jour pour les Russes est : "vont-ils créer une zone-tampon, qui serait au minimum une zone neutre ou bien l'Occident s'introduira tellement loin en Ukraine et s'installera à 100 km de Stalingrad et à 500 km de Moscou ? Pour la Russie, le statut de l'Ukraine représente une menace pour sa survie, et les Russes ne peuvent pas laisser faire. Et la question pour les États-Unis, dans le cas où la Russie s'accroche à l'Ukraine, où cela s'arrêtera-t-il ? Ce n'est donc pas un hasard que le général Hodges, qui a été nommé pour porter le chapeau, parle du pré-positionnement des troupes en Roumanie, en Bulgarie, en Pologne et jusqu'à la Baltique ; par ces actions les USA préparent le "intermarium" de la mer noire à la Baltique dont rêvait Pilsudski ». Peu avant ce passage, George Friedman avait très clairement analysé la stratégie générale de l'impérialisme américain : « nous n'avons pas la capacité d'aller partout, mais nous avons la capacité de, premièrement de soutenir diverses puissances rivales afin qu'elles se concentrent sur elles-mêmes en leur procurant le soutien politique, quelques soutiens économiques, soutien militaire, conseillers et en dernière option faire comme avec le Japon, je veux dire au Vietnam, en Irak et en Afghanistan par des mesures de désorganisation. L'objectif des mesures de désorganisation n'est pas de vaincre l'ennemi mais de le désorganiser. (...) Notre problème, car nous sommes jeunes et stupides, est que, après avoir déstabilisé l'ennemi, au lieu de nous dire, c'est bon, le travail est fait, rentrons chez nous, nous nous disons : ce fut si facile, pourquoi ne pas y construire une démocratie ? C'est à ce moment que la démence nous frappe. La solution est que les États-Unis ne peuvent pas constamment intervenir dans toute l'Eurasie. Ils doivent intervenir de manière sélective et très rarement. Cela doit être fait en dernier recours. L'intervention militaire ne peut pas être la première mesure à appliquer ».

-> Dans le dernier chapitre de leur livre, « Atlas historique de la Russie, d'Ivan III à Vladimir Poutine » (Éditions Autrement, 2019), les historiens F.-X. Nérard et M.-P. Rey écrivent :

« Dès son arrivée au pouvoir [en 1999], Vladimir Poutine a cherché à endiguer le déclin géopolitique des années Eltsine et à rehausser le prestige et la grandeur russes. Au lendemain du 11-Septembre, il s'efforce de se rapprocher des États-Unis pour sceller une nouvelle détente bilatérale sur fond de lutte commune contre le terrorisme. Mais très vite, désillusions et méfiance s'installent : les Russes reprochent aux États-Unis leur rôle supposé dans l'avènement des révolutions de couleur dans des pays qu'ils jugent stratégiques et s'agacent de l'élargissement de l'OTAN à plusieurs des anciennes républiques soviétiques ; de leur côté, les Occidentaux, au premier plan les Européens, dénoncent les manquements russes aux droits de l'homme, en particulier en Tchétchénie, et s'inquiètent de la politique de

réarmement russe. En 2014, l'annexion de la Crimée et la crise dans l'est de l'Ukraine conduisent à une nette dégradation des relations russo-occidentales, illustrée tant par l'engrenage des sanctions et des contre-sanctions que par la réorientation de la politique extérieure vers d'autres partenaires que l'Occident. Un nouveau discours politico-idéologique, esquissé lors du retour de Vladimir Poutine à la présidence en 2012, devient de plus en plus prégnant à partir de 2014-2015. Le président promeut désormais une idéologie nationaliste, conservatrice, attachée à la défense et la promotion des valeurs chrétiennes traditionnelles (dont la famille). (...) Il contribue également à une certaine réorientation de la politique étrangère : la Russie se rapproche de plus en plus nettement, au nom de ce conservatisme revendiqué, des partis européens de la droite extrême, en leur apportant son soutien, y compris financier. Ce positionnement idéologique lui permet enfin d'occuper une place spécifique sur la scène internationale, face au monde occidental et à ses valeurs. Aujourd'hui, fort de sa puissance militaire et de sa capacité d'intervention rapide dans des zones conflictuelles (en Syrie par exemple), le pouvoir russe peut se targuer d'être redevenu un acteur incontournable dans plusieurs dossiers diplomatiques épineux ; mais la récession qui frappe l'économie russe depuis 18 mois et qui appauvrit la population après plusieurs années de croissance continue, n'en constitue pas moins un vif sujet d'inquiétude ».

Note : Après l'élection de Poutine en 2012, a eu lieu à Chicago les 20 et 21 mai un sommet de l'OTAN qui a porté notamment sur le système de défense antimissile balistique (le « bouclier antimissile ») auquel la Russie a été représentée non pas par V. Poutine lui-même mais par son premier ministre (et ancien président) D. Medvedev, car, pour la Russie, ce bouclier constitue une menace contre elle (la protection contre l'Iran invoquée par l'OTAN est selon elle un prétexte), bouleverse la stabilité géostratégique et peut provoquer une nouvelle course aux armements. Les responsables russes accusent aussi les États-Unis de ne pas respecter tout le droit international, en particulier en prenant la décision de se retirer unilatéralement du Traité Anti-Ballistic Missile Treaty (ABM) signé en 1972. Cela se rajoute à la politique américaine consistant depuis plusieurs années, en réponse aux tentatives russes du début des années 2000 de se rapprocher de l'Europe occidentale, à soutenir les révolutions de couleurs dans certaines anciennes républiques soviétiques - la Géorgie, le Kirghizstan et l'Ukraine - et à promouvoir l'élargissement de l'OTAN.

Une autre historienne, Sabine Dullin, est également très claire : « les dirigeants russes, depuis les tsars jusqu'à l'actuel maître du Kremlin, ont une obsession des frontières et ne cessent de vouloir les repousser, de peur d'être en contact direct avec ce qu'ils perçoivent comme un adversaire. (...) Autant dire que la fine frontière qui sépare aujourd'hui la Russie de l'Union européenne et de l'OTAN fait frémir au Kremlin ». Et en plus, « le délabrement territorial de l'URSS lui fait honte » ; et cette humiliation lui donne un terrible esprit de revanche.

->Très récemment, le 1^{er} mars, Noam Chomsky a accordé un entretien à C.J. Polychroniou du média californien Truthout. Évidemment, pour lui aussi, « l'invasion russe de l'Ukraine est un crime de guerre majeur, au même titre que l'invasion américaine de l'Irak et l'invasion de la Pologne par Hitler et Staline en septembre 1939 — pour ne prendre que deux exemples marquants ». Mais plus loin, il

estime que « il y a de bonnes raisons de croire que cette tragédie aurait pu être évitée, et ce jusqu'à la dernière minute. Nous en avons déjà discuté à plusieurs reprises. Quant à savoir pourquoi Poutine a lancé cette agression criminelle à ce moment précis, nous pouvons spéculer à l'envi. Mais le contexte immédiat n'est pas obscur — éludé, mais pas contesté. Il est facile de comprendre pourquoi les victimes du crime peuvent considérer comme une indulgence inacceptable le fait de chercher à savoir pourquoi il s'est produit et s'il aurait pu être évité. C'est compréhensible, mais c'est une erreur. Si nous voulons répondre à la tragédie de manière à aider les victimes et à éviter des catastrophes plus graves encore qui se profilent à l'horizon, il est sage, et même nécessaire, d'en apprendre le plus possible sur ce qui a mal tourné et sur la manière dont on aurait pu corriger le tir. Les gestes héroïques peuvent être satisfaisants ; ils ne sont pas utiles ». Et Noam Chomsky précise : « Il n'y a rien à dire sur la tentative de Poutine d'offrir une justification légale à son agression, sinon qu'elle ne vaut rien. Il est vrai, bien sûr, que les États-Unis et leurs alliés violent le droit international sans sourciller, mais cela n'apporte pas la moindre justification aux crimes de Poutine. Le Kosovo, l'Irak et la Libye ont toutefois eu des répercussions directes sur le conflit en Ukraine. L'invasion de l'Irak était un exemple typique des crimes pour lesquels les nazis ont été pendus à Nuremberg, à savoir une agression pure et simple, sans provocation. Et un coup de poing dans la figure de la Russie. Dans le cas du Kosovo, l'agression de l'OTAN (c'est-à-dire l'agression des États-Unis) a été déclarée *"illégal mais justifiée"* (par exemple, par la Commission internationale sur le Kosovo présidée par Richard Goldstone) au motif que le bombardement avait été entrepris pour mettre fin à des atrocités en cours. Ce jugement a nécessité une inversion de la chronologie. Les preuves sont accablantes quant au fait que le déluge d'atrocités a été la conséquence de l'invasion : prévisible, prédite, anticipée. En outre, des options diplomatiques étaient disponibles. Mais, comme d'habitude, elles ont été ignorées au profit de la violence. De hauts responsables américains confirment que c'est principalement le bombardement de la Serbie, alliée de la Russie — et sans même l'en informer à l'avance —, qui a renversé les efforts de la Russie pour collaborer avec les États-Unis à la construction, d'une manière ou d'une autre, d'un ordre sécuritaire européen post-guerre froide. Un renversement accéléré par l'invasion de l'Irak et le bombardement de la Libye, après que la Russie a accepté de ne pas opposer son veto à une résolution du Conseil de sécurité des Nations unies que l'OTAN a immédiatement violée. Les événements ont des conséquences ; les faits peuvent toutefois être dissimulés au sein d'un système doctrinal ».

->Pour bien comprendre la situation actuelle, il est particulièrement utile de lire le discours qu'avait prononcé le Président Poutine le 10 février 2007 à Munich lors de la Conférence sur la sécurité (<https://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMDictionnaire?idictionnaire=1886>)

Dans ce discours, V. Poutine fait un long développement sur sa vision du monde et dénonce l'unilatéralisme américain : « Qu'est-ce qu'un monde unipolaire ? Malgré toutes les tentatives d'embellir ce terme, il ne signifie en pratique qu'une seule chose : c'est un seul centre de pouvoir, un seul centre de force et un seul centre de décision. C'est le monde d'un unique maître, d'un unique souverain. En fin de compte, cela est fatal à tous ceux qui se trouvent au sein de ce système aussi bien qu'au souverain lui-même, qui se détruira de l'intérieur. Bien entendu, cela n'a rien à voir avec la démocratie, car la démocratie, c'est, comme on le sait, le pouvoir de la majorité qui

prend en considération les intérêts et les opinions de la minorité. À propos, on donne constamment des leçons de démocratie à la Russie. Mais ceux qui le font ne veulent pas, on ne sait pourquoi, eux-mêmes apprendre. J'estime que le modèle unipolaire n'est pas seulement inadmissible pour le monde contemporain, mais qu'il est même tout à fait impossible. Non seulement parce que, dans les conditions d'un leader unique, le monde contemporain (je tiens à le souligner : contemporain) manquera de ressources militaro-politiques et économiques. Mais, et c'est encore plus important, ce modèle est inefficace, car il ne peut en aucun cas reposer sur la base morale et éthique de la civilisation contemporaine. (...) Les actions unilatérales, souvent illégitimes, n'ont réglé aucun problème. Bien plus, elles ont entraîné de nouvelles tragédies humaines et de nouveaux foyers de tension. (...) Je pense, que l'élargissement de l'OTAN n'a rien à voir avec la modernisation de l'alliance, ni avec la sécurité en Europe. Au contraire, c'est un facteur représentant une provocation sérieuse et abaissant le niveau de la confiance mutuelle. Nous sommes légitimement en droit de demander ouvertement contre qui cet élargissement est opéré. Que sont devenues les assurances données par nos partenaires occidentaux après la dissolution du Pacte de Varsovie ? Où sont ces assurances ? On l'a oublié. Néanmoins, je me permettrai de rappeler aux personnes présentes dans cette salle ce qui a été dit. Je tiens à citer des paroles tirées du discours de M. Werner, alors Secrétaire général de l'OTAN, prononcé à Bruxelles le 17 mai 1990 : « Que nous soyons prêts à ne pas déployer les troupes de l'OTAN à l'extérieur du territoire de la RFA, cela donne à l'Union soviétique des garanties sûres de sécurité ». Où sont aujourd'hui ces garanties ? Les blocs de béton et les pierres du Mur de Berlin sont depuis longtemps des souvenirs. Mais il ne faut pas oublier que sa chute est devenue possible notamment grâce au choix historique de notre peuple - le peuple de Russie - en faveur de la démocratie et de la liberté, de l'ouverture et du partenariat sincère avec tous les membres de la grande famille européenne. Or, maintenant, on s'efforce de nous imposer de nouvelles lignes de démarcation et de nouveaux murs. Même s'ils sont virtuels, ils ne manquent pas de diviser, de compartimenter notre continent. Faudra-t-il à nouveau des années et des décennies, une succession de plusieurs générations de responsables politiques pour démanteler ces murs ? (...) ».

Il est très dommage que tout au long de ces années passées les responsables occidentaux n'aient pas pris en considération ce discours... Or, il se trouve qu'au cours de cette même année 1997 Joe Biden, alors sénateur, déclarait à propos de pays baltes devant l'Atlantic Council : « Je pense qu'à court terme, la chose qui susciterait la plus grande consternation en termes de relations OTAN-Russie et États-Unis-Russie, serait l'admission de ces pays dans l'alliance (...) Si une chose devait faire pencher la balance en Russie, en termes de réaction vigoureuse et hostile - je ne veux pas dire militaire - ce serait cela ». Et plusieurs mémos déclassifiés attestent de la promesse orale faite aux derniers dirigeants de l'URSS que l'OTAN ne s'étendrait pas vers l'Est.

Dans son livre « Au cœur du Kremlin », paru en 2018 et déjà cité, Vladimir Fédorovski, de mère russe et de père ukrainien, intitule l'un de ses paragraphes « Poutine et l'Occident : l'histoire d'un désamour » où on lit : « au fil des années, Vladimir Poutine a déchanté, allant jusqu'à conclure dans son discours de Munich, prononcé en 2007, que l'Occident ne voulait pas seulement éradiquer le communisme en 1991 : il voulait neutraliser la Russie, pour ne pas dire la tuer. La politique du cordon sanitaire, l'extension inconsidérée de l'OTAN au mépris des intérêts russes, le bouclier antimissile et les menées des États-Unis dans les anciennes républiques soviétiques comme la Géorgie et l'Ukraine ont alimenté cette analyse. Il ne s'est donc pas agi pour Poutine, face à l'Occident, de recréer l'Union soviétique, mais de préserver l'intérêt national de la Russie et de maintenir sa sphère d'influence, d'où

la particulière détermination du Kremlin dans les affaires de Crimée et d'Ukraine en 2013-2017. Les Occidentaux ont sous-estimé la capacité de renouvellement du complexe militaro-industriel russe grâce à l'argent du pétrole. L'outil militaire déployé notamment à l'occasion de la crise syrienne ainsi que la diplomatie du pétrole ont permis à Poutine de contraindre l'Occident à prendre en compte le retour de son pays sur la scène internationale ». En mai 2022, Vladimir Fédorovski a ajouté une postface à la nouvelle édition de son livre : « (...) Le Kremlin sous Poutine entre 2018 et 2022 a opéré un basculement majeur de la Russie en faveur de l'Asie. Cette rupture entre l'Europe et la Russie est aujourd'hui difficilement rattrapable, voire définitive ». Après avoir insisté sur les liens historiques forts qui ont existé entre l'Europe et la Russie, l'auteur poursuit : « Aujourd'hui, la situation au Kremlin a changé. À l'heure actuelle, seuls 20% des Russes sont pro-européens. L'arrogance intellectuelle aveugle nombre de spécialistes, de politiques et de médias occidentaux, qui diabolisent Poutine et la population russe, sans se rendre compte que ces derniers ne veulent plus d'Europe (...) Des deux côtés, la rupture n'est pas sans danger. (...) Un véritable drame. (...) ».

Il faut recommander ici la lecture de l'article qu'a écrit en 2009 dans « Politique étrangère » Sergueï Rogov, alors directeur de l'Institut d'études sur les États-Unis et le Canada à l'Académie des sciences de Russie ; nous ne pouvons donner ci-après que quelques extraits de cet article : « Pour la mémoire historique russe, "l'Ouest" a envoyé à cinq reprises ses forces militaires "détruire" la Russie : l'occupation polonaise à l'orée du 17^e siècle, l'attaque suédoise au début du 18^e siècle, l'invasion napoléonienne de 1812, et les deux guerres de la première moitié du 20^e siècle. À chaque fois, l'existence même de l'État russe a été menacée. La méfiance et la peur à l'égard de "l'Ouest" se sont développées en Russie bien avant la révolution bolchevique de 1917. L'insistance de Staline à donner une grande part de l'Est allemand à la Pologne, et à annexer Königsberg se fondait sur des considérations de sécurité : désir de bâtir une "défense avancée" de la Russie en Europe de l'Est. Il s'attendait probablement à ce que la Pologne se lie à jamais à l'URSS pour conserver ses nouveaux "territoires de l'Ouest". Sans quoi, la zone d'occupation soviétique en Allemagne (qui deviendra par la suite la République démocratique allemande [RDA]) eût pu être presque trois fois plus étendue. Ce n'est qu'en 1947 que Staline se rendit compte que les États-Unis refusaient de prêter l'oreille à ses revendications ; il décida alors d'imposer des régimes communistes en Europe de l'Est, puis de faire étalage de sa force avec le blocus de Berlin : toutes actions qui contribuèrent en retour à la naissance de l'OTAN. L'Alliance atlantique fut immédiatement perçue par les leaders soviétiques comme un "outil d'agression de l'impérialisme américain" (...) En 1954, Moscou créait le scandale en proposant que l'URSS adhère à l'OTAN, cette dernière ayant ainsi l'occasion de démontrer l'absence d'agressivité de ses intentions, ainsi que la possibilité d'établir un système de sécurité paneuropéen. L'Ouest rejeta rapidement cette proposition, accusant l'Union soviétique de propagande, et de tenter de désunir les Alliés. (...) L'admission de la RFA dans l'OTAN alarma les responsables soviétiques. (...) Moscou répondit par la création du Pacte de Varsovie, consolidant son contrôle sur l'Europe de l'Est, et mobilisant ses ressources pour s'opposer à l'OTAN. La fiabilité des alliés du Pacte de Varsovie – hors RDA – était sujette à caution, et l'URSS dut plusieurs fois renforcer sa puissance militaire en Europe de l'Est et en user pour abattre des révoltes anticomunistes ». Plusieurs crises suivirent, en particulier celle de Cuba en octobre 1962, celle des euromissiles à la fin des années 1970 et le grave épisode de la « guerre des étoiles » sous la présidence américaine de R. Reagan. « La spirale de la confrontation fut brisée par la perestroïka qui, sous la houlette de Mikhaïl Gorbatchev, entama un processus en zig-zag de réformes économiques et politiques majeures.

Dans le même temps, Moscou changeait drastiquement de politique étrangère, cherchant à dépasser la guerre froide ». Cela a conduit aux trois traités, FN1 (1987), CFE (1990) et Start-1(1991). « Mais survint alors la chute du communisme en tant qu'idéologie rejetant l'économie de marché. Cette fois, l'Ouest gagnait la compétition économique, démontrant qu'il offrait un meilleur niveau de vie et de protection sociale. Quand la perestroïka toucha les pays d'Europe de l'Est, la légitimité des régimes communistes chancela. Ceux-ci ne s'étaient jamais bien enracinés, et dès lors que Mikhaïl Gorbatchev prit la décision historique de ne pas intervenir, les "changements de régimes" se suivirent à la chaîne. Les gouvernements post-communistes annoncèrent leur volonté de sortir des blocs militaires. (...) La politique de non-intervention de Moscou mit fin à sa domination idéologique, et, presque simultanément, à son contrôle militaire sur l'Europe de l'Est qui était une priorité soviétique depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. À la différence de l'URSS, la nouvelle Russie n'était pas une superpuissance animée d'une idéologie messianique. Moscou renonça à contrôler non seulement les membres du Pacte de Varsovie, mais encore les anciennes Républiques soviétiques, souvent intégrées à l'Empire russe des siècles avant la révolution bolchevique. Moscou perdait plus d'un tiers du territoire soviétique et de son potentiel économique – ce qui correspond à la définition d'une "perte inacceptable" selon Robert S. McNamara... –, sans guerre nucléaire. Et les chaotiques réformes du "choc sans la thérapie" plongèrent l'économie russe dans un déclin sans précédent pour une décennie. (...) Beaucoup en Russie ont alors cru que l'Ouest allait suivre cet exemple et dissoudre l'OTAN, certains espérant même que la Russie rejoindrait l'Alliance atlantique. L'opinion dominante était pourtant qu'allait apparaître un nouveau système de sécurité paneuropéen incluant la Russie, "de Vancouver à Vladivostok", comme proposé par le secrétaire d'État américain James Baker au début des années 1990, la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCÉ) étant supposée devenir la structure de ce système. Ces espoirs se révélèrent vains [Dans son livre « Poutine, l'Ukraine, les faces cachées ; un monde de tous les dangers », paru en mars 2022 chez Balland., Vladimir Fédorovski écrit tout à la fin : « Dès 1991, Baker avait imaginé la création d'une "communauté euro-atlantique, de San Francisco à Vladivostok". Les nations de souche européenne connaissant un déclin démographique rapide, dû à la fois à la chute de natalité et au vieillissement, alors qu'elles disposent encore des deux tiers de la richesse mondiale, elles pourraient se retrouver bientôt à parité avec une Asie engagée dans une industrialisation foudroyante. La Russie "régénérée" ne serait pas de trop dans la famille ; et cette union forcée serait d'ailleurs sa seule chance de survie... Cette vision à la fois réaliste et naïve, arrogante et généreuse – bref, tellement américaine – n'est restée qu'une vision »]. Si la CSCÉ fut bien établie, son rôle demeura marginal et l'Alliance commença à jouer le rôle dominant. Nul ne pouvant menacer la plus puissante alliance militaire au monde, il fallait lui trouver un nouveau but, choisir entre "l'extension et le dépôt de bilan". Pas à pas, l'OTAN commença à étendre ses responsabilités et la géographie de ses membres au nom de la diffusion la démocratie et de la stabilité. La vision de Mikhaïl Gorbatchev était celle d'une "maison commune européenne" [exprimée en 1985 à Paris, là où précisément le Général de Gaulle avait parlé de « l'Europe, de l'Atlantique à l'Oural »], où les anciens rivaux auraient cohabité sous un même toit ; mais la nouvelle maison était construite sans la Russie, sur les bases de l'OTAN et de l'Union européenne (UE). À la toute fin de la guerre froide, certains leaders occidentaux avaient vaguement promis à Mikhaïl Gorbatchev que l'Alliance atlantique ne s'étendrait pas : un engagement jamais formalisé.

Il est indispensable de citer ici, in extenso, l'article de Philippe Descamps paru dans *Le Monde diplomatique* de septembre 2018 : « "Ils nous ont menti à plusieurs reprises, ils ont pris des décisions dans notre dos, ils nous ont mis devant le fait accompli. Cela s'est produit avec l'expansion de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord [OTAN] vers l'Est, ainsi qu'avec le déploiement d'infrastructures militaires à nos frontières." Dans son discours

justifiant l'annexion de la Crimée par la Fédération de Russie, le 18 mars 2014, le président Vladimir Poutine étale sa rancœur envers les dirigeants occidentaux. Peu après, la Revue de l'OTAN lui répond par un plaidoyer visant à démonter ce "mythe" et cette "prétendue promesse" : *"Il n'y a jamais eu, de la part de l'Ouest, d'engagement politique ou juridiquement contraignant de ne pas élargir l'OTAN au-delà des frontières d'une Allemagne réunifiée"*, écrit M. Michael Rühle, chef de la section sécurité énergétique (1). En précisant "juridiquement contraignant", il révèle le pot aux roses. Des documents récemment déclassifiés (2) permettent de reconstituer les discussions de l'époque et de prendre la mesure des engagements politiques occidentaux envers M. Mikhaïl Gorbatchev en échange de ses initiatives pour mettre fin à la guerre froide.

Dès son arrivée à la tête de l'Union soviétique, en 1985, M. Gorbatchev encourage les pays du pacte de Varsovie à entreprendre des réformes et renonce à la menace d'un recours à la force (lire *"Quand la Russie rêvait d'Europe"*). Le 13 juin 1989, il signe même avec Helmut Kohl, le chancelier de la République fédérale d'Allemagne (RFA), une déclaration commune affirmant le droit des peuples et des États à l'autodétermination. Le 9 novembre, le mur de Berlin tombe. Une fois l'euphorie passée, les questions économiques deviennent pressantes dans toute l'Europe centrale. Les habitants de la République démocratique allemande (RDA) aspirent à la prospérité de l'Ouest, et un exode menace la stabilité de la région. Le débat sur les réformes économiques devient très rapidement un débat sur l'union des deux Allemagnes, puis sur l'adhésion de l'ensemble à l'OTAN. Le président français François Mitterrand accepte l'évolution, pourvu qu'elle se fasse dans le respect des frontières, de manière démocratique, pacifique, dans un cadre européen (3)... et que l'Allemagne approuve son projet d'union monétaire. Tous les dirigeants européens se disent avant tout soucieux de ménager M. Gorbatchev. L'administration américaine soutient le chancelier allemand, qui avance à marche forcée. À Moscou, le 9 février 1990, le secrétaire d'État américain James Baker multiplie les promesses devant Édouard Chevardnadze, le ministre des affaires étrangères soviétique, et M. Gorbatchev. Ce dernier explique que l'intégration d'une Allemagne unie dans l'OTAN bouleverserait l'équilibre militaire et stratégique en Europe. Il préconise une Allemagne neutre ou participant aux deux alliances — OTAN et pacte de Varsovie —, qui deviendraient des structures plus politiques que militaires. En réponse, M. Baker agite l'épouvantail d'une Allemagne livrée à elle-même et capable de se doter de l'arme atomique, tout en affirmant que les discussions entre les deux Allemagnes et les quatre forces d'occupation (États-Unis, Royaume-Uni, France et URSS) doivent garantir que l'OTAN n'ira pas plus loin : *"La juridiction militaire actuelle de l'OTAN ne s'étendra pas d'un pouce vers l'est"* "affirme-t-il à trois reprises.

"En supposant que l'unification ait lieu, que préférez-vous ?, interroge le secrétaire d'État. Une Allemagne unie en dehors de l'OTAN, absolument indépendante et sans troupes américaines ? Ou une Allemagne unie gardant ses liens avec l'OTAN, mais avec la garantie que les institutions ou les troupes de l'OTAN ne s'étendront pas à l'est de la frontière actuelle ?

"Notre direction a l'intention de discuter de toutes ces questions en profondeur, lui répond M. Gorbatchev. Il va sans dire qu'un élargissement de la zone OTAN n'est pas acceptable. » « Nous sommes d'accord avec cela », conclut M. Baker.

Le lendemain, 10 février 1990, c'est au tour de Kohl de venir à Moscou pour rassurer M. Gorbatchev : *"Nous pensons que l'OTAN ne devrait pas élargir sa portée, assure le chancelier d'Allemagne occidentale. Nous devons trouver une résolution raisonnable. Je comprends bien les intérêts de l'Union soviétique en matière de sécurité."* M. Gorbatchev lui répond : *"C'est une question sérieuse. Il ne devrait y avoir aucune divergence en matière militaire. Ils disent que l'OTAN va s'effondrer sans la RFA. Mais, sans la RDA, ce serait aussi la fin du pacte de Varsovie..."*

Face au réalisateur américain Oliver Stone, en juillet 2015, M. Poutine esquisse un rictus en évoquant cet épisode majeur de l'histoire des relations internationales : *“Rien n'avait été couché sur le papier. Ce fut une erreur de Gorbatchev. En politique, tout doit être écrit, même si une garantie sur papier est aussi souvent violée. Gorbatchev a seulement discuté avec eux et a considéré que cette parole était suffisante. Mais les choses ne se passent pas comme cela (4) !”*

L'histoire galope. Tous les régimes d'Europe centrale sont tombés. Les seuls gages solides qui restent à l'URSS dans les négociations sont les accords de Potsdam d'août 1945 et la présence de 350 000 soldats soviétiques sur le sol allemand. M. Baker se rend à nouveau à Moscou le 18 mai 1990 pour démontrer à M. Gorbatchev que ses positions sont prises en compte : *“L'OTAN va évoluer pour devenir davantage une organisation politique. (...) Nous nous efforçons, dans divers forums, de transformer la CSCE [Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, future OSCE] en une institution permanente qui deviendrait une pierre angulaire d'une nouvelle Europe.”* M. Gorbatchev le prend au mot : *“Vous dites que l'OTAN n'est pas dirigée contre nous, qu'il s'agit seulement d'une structure de sécurité qui s'adapte à la nouvelle réalité. Nous allons donc proposer de la rejoindre.”*

Mitterrand rencontre M. Gorbatchev le 25 mai 1990 à Moscou et lui déclare : *“Je tiens à vous rappeler que je suis personnellement favorable au démantèlement progressif des blocs militaires.”* Il ajoute : *“Je l'ai toujours dit : la sécurité européenne est impossible sans l'URSS. Non parce que l'URSS serait un adversaire doté d'une armée puissante, mais parce que c'est notre partenaire.”* Le président français écrit dans la foulée à son homologue américain que l'hostilité de M. Gorbatchev à la présence de l'Allemagne unifiée dans l'OTAN ne lui paraît *“ni feinte ni tactique”*, en précisant que le dirigeant soviétique *“n'a plus guère de marge de manœuvre”*.

Malgré la dégradation économique, M. Gorbatchev raffermît son pouvoir. Ayant été élu président de l'URSS en mars, il écarte les conservateurs lors du Congrès du Parti communiste de l'Union soviétique qui se tient début juillet. Le dernier acte politique se joue le 16 juillet, dans le village montagnard d'Arhiz, dans le nord du Caucase. En échange du retrait des troupes soviétiques de la future Allemagne unie et membre de l'OTAN, Kohl s'engage devant M. Gorbatchev à accepter les frontières de 1945 (ligne Oder-Neisse), à n'avoir aucune revendication territoriale, à diminuer presque de moitié les effectifs de la Bundeswehr, à renoncer à toute arme ABC (atomique, bactériologique ou chimique) et à verser une substantielle *“aide au départ”*.

L'accord est scellé dans le traité sur la réunification de l'Allemagne signé le 12 septembre 1990 à Moscou. Mais ce texte n'aborde la question de l'extension de l'OTAN qu'à propos du territoire de l'ancienne RDA après le retrait des troupes soviétiques : *“Des forces armées et des armes nucléaires ou des vecteurs d'armes nucléaires étrangers ne seront pas stationnés dans cette partie de l'Allemagne et n'y seront pas déployés (5).”* À la dernière minute, les Soviétiques renâclent. Pour obtenir leur signature, les Allemands ajoutent un avenant précisant que *“toutes les questions concernant l'application du mot “déployés” (...) seront tranchées par le gouvernement de l'Allemagne unie d'une manière raisonnable et responsable prenant en compte les intérêts de sécurité de chaque partie contractante.”* Aucun texte ne fixe le sort des autres pays du pacte de Varsovie.

Début 1991, les premières demandes d'adhésion à l'OTAN arrivent de Hongrie, de Tchécoslovaquie, de Pologne et de Roumanie. Une délégation du Parlement russe rencontre le secrétaire général de l'OTAN. Manfred Wörner lui affirme que treize membres du conseil de l'OTAN sur seize se prononcent contre un élargissement, et ajoute : *“Nous ne devrions pas permettre l'isolement de l'URSS.”*

Ancien conseiller de M. Gorbatchev, M. Andreï Gratchev comprend les motivations des pays d'Europe centrale *“tout juste affranchis de la domination soviétique”* et ayant toujours en mémoire les *“ingérences”* de la Russie tsariste. En revanche, il déplore la *“vieille politique du ‘cordon sanitaire’”* qui conduira par la suite à un

élargissement de l'OTAN à tous les anciens pays du pacte de Varsovie, et même aux trois anciennes républiques soviétiques baltes : *“La position des faucons américains est bien moins admissible, révélant une profonde ignorance de la réalité et une incapacité à sortir des carcans idéologiques de la guerre froide (6).”*

1) Michael Rühle, « L'élargissement de l'OTAN et la Russie : mythes et réalités [<https://www.nato.int/docu/review/2014/Russia-Ukraine-Nato-crisis/Nato-enlargement-Russia/FR/index.htm>] », *Revue de l'OTAN*, 2014.

2) « NATO expansion : What Gorbachev heard [<https://nsarchive.gwu.edu/briefing-book/russia-programs/2017-12-12/nato-expansion-what-gorbachev-heard-western-leaders-early>] », *National Security Archive*, 12 décembre 2017. Sauf mention contraire, toutes les citations sont issues de ces documents.

3) Cf. Maurice Vaisse et Christian Wenkel, *La Diplomatie française face à l'unification allemande*, Tallandier, Paris, 2011.

4) Oliver Stone, *Conversations avec Poutine*, Albin Michel, Paris, 2017. Entretiens également diffusés sur France 3, du 26 au 28 juin 2017.

5) « Traité portant règlement définitif concernant l'Allemagne [https://www.cvce.eu/obj/traite_portant_reglement_definitif_concernant_l_allemande_moscou_12_septembre_1990-fr-5db0b251-c5bf-4f5a-b5d0-2047f829c19a.html] », www.cvce.eu [<http://www.cvce.eu>].

6) Andreï Gratchev, *Un nouvel avant-guerre ? Des hyperpuissances à l'hyperpoker*, Alma éditeur, Paris, 2017.

Et quelques années plus tard l'OTAN entamait sa marche vers l'Est. En 1993, l'Administration Clinton invitait les pays de l'ex-Pacte de Varsovie à rejoindre le Partenariat pour la paix (PpP) sous les auspices de l'Alliance. Et en 1995, quand la Russie acheva de retirer ses troupes d'Allemagne, la situation changea. L'Ouest faisait face à la classique tentation : le « vainqueur emporte la mise ». La priorité fut donnée à l'intégration institutionnelle des pays d'Europe de l'Est dans l'OTAN et l'UE. Les efforts de la Russie pour préserver le *statu quo* échouèrent en 1997, quand l'OTAN invita la Pologne, la République tchèque et la Hongrie à la rejoindre. Dans le même temps, l'Alliance signa une autre déclaration avec la Russie : l'Acte fondateur sur les relations, la coopération et la sécurité mutuelles fixa une procédure de consultation de la Fédération de Russie à qui, cependant, aucun droit de veto n'était accordé sur le processus décisionnel de l'OTAN. L'Alliance atlantique promit alors de « ne pas stationner de forces de combat substantielles » et déclara « n'avoir ni plan, ni raison de déployer des armes nucléaires sur le territoire des nouveaux membres ». Malheureusement, l'Acte fondateur se révéla peu utile. En 1999, l'OTAN s'engagea dans une guerre contre la Serbie, qui tentait de réduire par la force l'insurrection sécessionniste au Kosovo. En Russie, le bombardement du Kosovo fut largement perçu comme une preuve de la naïveté des espoirs post-guerre froide quant à un Ouest voulant traiter la Russie en partenaire égal. La guerre du Kosovo, avec l'élargissement de l'OTAN, mina le consensus du temps de la perestroïka selon lequel l'usage de la force militaire, même dans le meilleur des buts, n'était plus légitime. (...) La Russie du nouveau millénaire et l'Alliance nord-atlantique se faisaient désormais face dans une nouvelle atmosphère de soupçon. Le président Vladimir Poutine suggéra néanmoins à nouveau au secrétaire général de l'OTAN, Lord George Robertson, que la Russie pourrait un jour rejoindre l'Alliance – sans réaction. Après le 11 septembre, Washington et Moscou proclamèrent de nouveau leur partenariat stratégique. Et en mai 2002, un nouveau Conseil Russie-OTAN était mis en place pour promouvoir la coopération dans tout un éventail de domaines. Le nouveau rapprochement ne dura pas. En 2002, l'Administration Bush décidait unilatéralement de se retirer du Traité ABM et d'entamer le déploiement de systèmes de défense antimissiles, malgré les protestations de Moscou. Celui-ci fut encore placé devant le fait accompli en 2002, quand l'OTAN boucla sa nouvelle extension. Cette fois, c'était un « big bang » : l'OTAN admit sept nouveaux membres, dont trois anciennes Républiques soviétiques, l'Estonie, la Lettonie, et la Lituanie. Ce qui avait été la « zone de sécurité » de l'URSS était désormais entièrement absorbé par l'OTAN. (...) Pendant ce temps, l'économie russe entamait sa reprise grâce aux prix élevés de l'énergie, et à une stabilisation de la situation politique du pays. Moscou accumulait d'importantes réserves de change, et les forces armées russes entamaient une lente modernisation après des années de déclin. La Russie affermit donc sa position sur la scène internationale, et d'abord dans l'espace post-soviétique, toujours perçu par Moscou comme sphère d'intérêts « privilégiés ». À l'Ouest, prévalait désormais l'impression que la Russie en revenait à ses pratiques traditionnelles autoritaristes et impérialistes. Moscou interpréta les « révolutions de couleur »

d'Ukraine et de Géorgie en 2004 comme une nouvelle preuve de la stratégie occidentale de marginalisation de la Russie et de réduction de sa position militaire face aux États-Unis et à l'OTAN. Les gouvernements occidentaux de ces ex-Républiques soviétiques déclarant leur volonté de rejoindre l'Alliance atlantique, les responsables russes décidèrent de s'assurer que ce scénario n'arriverait pas. (...) ».

- ♦ Concernant les sanctions que l'Occident inflige à la Russie, il est évident que les pays européens vont devoir en « encaisser » le coût pour eux-mêmes et, de ce point de vue, il est intéressant de relire J.-M. Keynes quand il analysait en 1919 « Les conséquences économiques de la paix » (traduction française de Paul Frank, en 1920) pour montrer en particulier l'impact du coût des très lourdes réparations économiques imposées à l'Allemagne.

Voici un extrait de son chapitre VI :

« Ce chapitre sera fait de pessimisme. Le traité [de Versailles] ne comprend nulle disposition en vue de la restauration économique de l'Europe, - il ne décide rien pour placer les Empires centraux vaincus au milieu de bons voisins, - rien pour organiser les nouveaux États européens ou pour sauver la Russie. Il ne crée en aucune façon un contrat de solidarité économique entre les alliés eux-mêmes. Aucune disposition n'est prise pour rétablir les finances déréglées de France et d'Italie, et organiser le fonctionnement de l'ancien Monde et -du Nouveau.

Le Conseil des Quatre ne prit pas garde à ces questions. Il était préoccupé par d'autres problèmes, - Clémenceau voulait abolir l'existence économique de l'ennemi ; Lloyd George rapporter en Angleterre quelque chose qui soit accepté pendant une semaine et le président Wilson ne rien faire qui ne fût juste et droit. Il est extraordinaire que le problème fondamental d'une Europe mourant de faim et se désagrégeant sous leurs yeux n'ait pas pu intéresser les Quatre. Les réparations furent leur principale incursion dans le domaine économique et ils réglèrent cette question comme un problème de théologie, de politique et de tactique électorale, - s'occupant de tous les points de vue, sauf de celui de l'avenir économique des États dont ils avaient en mains la destinée.

Mais à présent, nous quittons Paris et la Conférence et le Traité, afin d'examiner brièvement dans quelle situation la guerre et la paix ont placé l'Europe. Nous ne ferons plus dorénavant de distinction entre les fruits inévitables de la guerre et les malheurs évitables de la paix. Les éléments essentiels de la situation, tels que nous les voyons, se manifestent clairement. L'Europe constitue le centre de population le plus dense de l'histoire du monde. Cette population est habituée à des conditions d'existence relativement assez élevées, et elle espère, même encore à présent, que ces conditions seront améliorées. Par rapport aux autres continents, l'Europe ne peut pas se suffire à elle-même. En particulier elle n'a pas de quoi se nourrir. Au point de vue intérieur, la population n'est pas également répartie ; elle est en grande partie amassée dans un nombre relativement restreint de centres industriels. Avant la guerre, elle subvenait à ses besoins plus que suffisamment, par l'intermédiaire d'un organisme délicat et extrêmement compliqué, qui reposait sur des fondements de houille, de fer et de transports. Elle se ravitaillait aussi dans les autres continents, sans arrêt, par des importations de nourriture et de matières premières. Par suite de la destruction de cette organisation et de l'interruption des importations, une partie de cette population est privée de moyens d'existence. Ceux qui sont de trop ne peuvent même pas émigrer, car il faudrait des années pour les transporter outre-mer, même si l'on trouvait des nations, et ce n'est pas le cas, qui veuillent bien les recevoir. Le danger qui nous menace est par conséquent la chute des conditions de vie des peuples européens jusqu'à un point, - (un point déjà atteint en Russie et aussi en Autriche), - qui, pour certains, sera la famine véritable. Les hommes ne mourront pas toujours calmement : car l'inanition, qui cause la léthargie et le désespoir impuissant, jette certains tempéraments dans l'agitation nerveuse de l'hystérie et le désespoir le plus furieux. Ceux-là, dans leur détresse, pourront bouleverser ce qui reste d'organisation et écraser la civilisation

sous leurs désirs de satisfaire éperdument leurs passions accablantes. Contre un pareil danger, nous devons unir toutes nos ressources, tout notre courage, tout notre idéalisme. Le 13 mai 1919, le comte Brockdorff-Rantzau présenta à la Conférence de la Paix le rapport de la Commission économique allemande, chargée d'étudier les effets des conditions de paix sur la situation de la population de l'Allemagne. "Au cours des deux dernières générations, déclarait le rapport, l'Allemagne, d'État agricole qu'elle était, s'est transformée en puissance industrielle. Aussi longtemps qu'elle resta agricole, l'Allemagne pouvait nourrir quarante millions d'habitants. En tant qu'État industriel, elle pouvait subvenir aux besoins de soixante-sept millions d'habitants, en important, en 1913, des matières alimentaires qui s'élevaient en chiffres ronds à douze millions de tonnes. Avant la guerre, quinze millions de personnes en Allemagne tiraient leurs moyens d'existence du commerce extérieur, de la navigation et de l'usage direct ou indirect des matières premières étrangères." Après avoir cité les dispositions les plus importantes du Traité, le rapport continue : "Après la diminution de sa production, après la dépression économique résultant de la perte de ses colonies, de sa flotte marchande, de ses placements étrangers, l'Allemagne ne sera pas en état d'importer une quantité suffisante de matières premières. Une partie énorme de l'industrie allemande sera donc condamnée à disparaître. La nécessité d'importer des produits alimentaires va croître considérablement, en même temps que diminuera la possibilité de satisfaire à ce besoin. Dans peu de temps, par conséquent, l'Allemagne ne pourra plus donner ni pain, ni travail à ceux de ses nationaux - et ils se comptent par millions, - qui sont empêchés de gagner leur vie dans la navigation ou le commerce. Ces hommes devraient émigrer, mais il y a à cela une impossibilité matérielle, parce que beaucoup de pays, et des plus importants, feront obstacle à toute immigration allemande. Mettre les conditions de paix à exécution impliquerait donc la mort de plusieurs millions de personnes en Allemagne. Cette catastrophe ne se ferait pas longtemps attendre, la santé de la population ayant été ruinée durant la guerre par le blocus, et, pendant l'armistice, par l'aggravation du blocus de famine. Aucun secours, quelque grand qu'il soit, quelque temps qu'il se poursuive, ne pourrait empêcher ces morts *en masse*... Nous n'osons croire, conclut le rapport, que les délégués des puissances alliées et associées se rendent compte des conséquences inévitables qui se produiront si l'Allemagne, - État industriel, très peuplé, étroitement lié au système économique mondial, soumis à la nécessité d'importer d'énormes quantités de matières premières et de produits alimentaires, - se trouve soudainement ramené à l'état qui correspondait à sa situation économique et au nombre de sa population, il y a un demi-siècle. Ceux qui signeront ce Traité condamneront à mort des millions d'hommes, de femmes et d'enfants allemands". »

Et dans la préface qu'il a faite pour l'édition française, Keynes écrit :

« (...) Les chapitres qui suivent tendent à montrer entre autres choses que les délégués à la Conférence de Paris commirent deux graves erreurs à l'encontre de l'intérêt des alliés. En demandant l'impossible, ils abandonnèrent la proie pour l'ombre et perdront par la suite tout ce qu'ils croiront avoir obtenu. En concentrant leur attention sur des sujets politiques, ils négligèrent l'unité économique de l'Europe, et la sécurité qu'ils crurent obtenir n'est qu'illusoire, - illusoire, parce qu'elle ne peut pas résulter de l'occupation de plus vastes frontières et parce que les artifices politiques actuels ne conviendront plus aux problèmes des années prochaines. (...) Par suite de la victoire triomphale, la situation politique et morale de la France est hors de toute discussion. Mais son avenir financier et économique est déplorable. C'est donc de ce dernier problème qu'aurait dû se préoccuper une politique prudente. (...) ».

Sur le rôle de Keynes dans l'immédiat après-seconde guerre mondiale, il est intéressant de lire la contribution que publiera sur son site début avril Jean-Marc Siroën, professeur d'économie, spécialiste

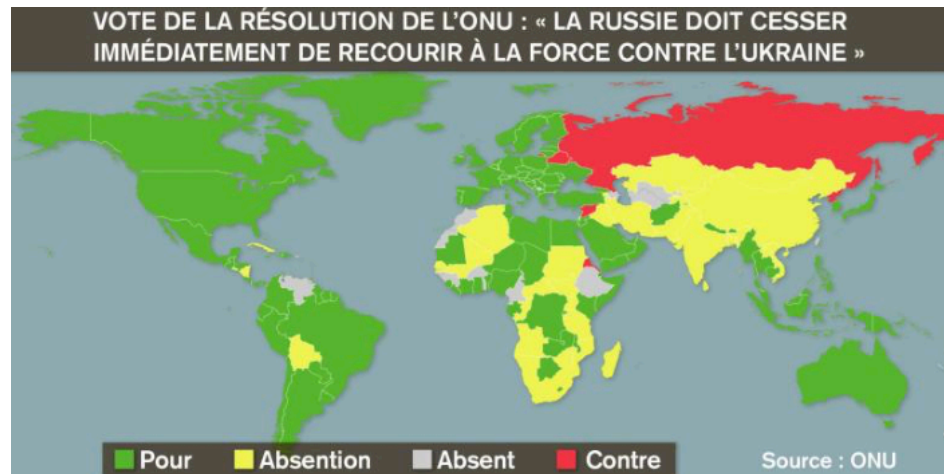
des questions internationales, « Keynes et démondialisation en temps de guerre », surtout qu'il termine par des réflexions sur l'Ukraine et que cela jette un pont entre la présente remarque et la précédente.

Remarques terminales :

- 1) Je critique l'inanité des décisions prises dans beaucoup de pays qui suppriment les compositeurs russes des programmes de concerts et qui ostracisent les interprètes russes.
- 2) Comme Jacques Attali (dans un entretien donné le mercredi 16 mars), je pense que la Russie et l'Ukraine sont toutes deux en Europe. En matinée du 4 avril, le général Vincent Desportes, professeur de stratégie à Sciences-Po et à HEC, insistera lui aussi sur le fait que la Russie est en Europe ; il pense que cette guerre est un échec à la fois de la Russie et de l'Occident, se demande comment on a pu laisser des Européens combattre entre eux et pose la question de savoir ce que nous aurions pu faire pour que cela ne se produise pas... La crise actuelle constitue donc un drame intégral non seulement humain mais également géostratégique ; avec comme risque principal de conduire la Russie à former un nouvel axe stratégique avec la Chine et l'Inde, un axe de confrontation entre autocrates et démocrates à l'issue de laquelle la démocratie n'est pas du tout sûre de sortir gagnante. Autrement dit, la guerre en Ukraine peut entraîner une grave « déglobalisation » en instaurant une nette frontière entre le bloc de l'OCDÉ et le bloc « Russie+Chine+Inde » avec toutes les conséquences que cela peut avoir sur de nombreux plans (équilibre géostratégique mondial, commerce international, industrie, SMI, ressources énergétiques et matières premières, ...). Il faut cependant noter que la Chine n'a pas intérêt à conforter cette stratégie de blocs dans la mesure où la conservation de ses rentes diverses - liées notamment au quasi-monopole qu'elle détient avec ses « terres rares » - dépend étroitement de l'Occident : la Russie représente moins de 2% de ses débouchés civils alors que les États-Unis en représentent 17,5%, l'ensemble UE+RU près de 18%. Par contre, la Chine représente moins de 9% des débouchés américains et 4,5% des débouchés de l'UE, ce qui rend possible économiquement le découplage Occident / Chine. D'ailleurs, prudente, la Chine a fait partie des pays qui se sont abstenus à l'ONU pour condamner la Russie. Il n'empêche que si la Russie versait complètement et définitivement dans le camp oriental, on aurait avec elle et la Chine un bloc ouvertement contre l'Occident et ses valeurs fondamentales. N'oublions pas que la Chine a pour rêve (le « rêve chinois ») de devenir la 1^{ère}

puissance mondiale en 2049, date du 100^{ème} anniversaire de la naissance du Parti communiste chinois.

Quand on regarde la carte ci-dessous, et quand on sait l'intérêt que la Chine et la Russie portent à l'Afrique, on peut se demander si le bloc qui pourrait s'opposer au monde occidental peut regrouper non seulement la Russie, la Chine et l'Inde mais aussi une grande partie de l'Afrique.



- 3) Les sanctions décidées contre la Russie vont avoir de graves conséquences économiques et sociales non seulement sur les pays occidentaux (et davantage sur les pays européens que sur les États-Unis) mais également et de manière bien plus tragique sur les pays pauvres, y compris la Russie ; et l'Ukraine va être en ruines (soyons assurés que les oligarques russes et ukrainiens seront alors à la manœuvre).
- 4) La crise ukrainienne est un épisode - de plus - du « grand jeu » si l'on applique à la géostratégie que les États-Unis mettent en œuvre depuis de très longues années la terminologie utilisée par Arthur Conolly en 1840 pour parler de la rivalité russo-britannique, et popularisée par Rudyard Kipling. Le « grand jeu » vise la rivalité entre deux grands empires, sachant que deux empires ne peuvent pas avoir de frontières communes au risque de se détruire mutuellement. Pour en savoir plus, consulter en particulier le blog de Christian Greiling (voir en particulier son très intéressant article à l'adresse <https://www.chroniquesdugrandjeu.com/2022/03/prolegomenes-a-la-guerre-d-ukraine.html>), son livre « Le grand jeu ; une lecture éclairée de la géopolitique » (éditions HélioPoles, 2020) ou celui, collectif, sous la direction de J. Sapir et J. Piatigorsky (éditions Autrement, 2009).

On peut aussi se rappeler la fin de la politique de détente avec l'URSS mise en œuvre par les États-Unis dès le milieu des années 1970 sous l'impulsion de

Zbigniew Brzezinski, conseiller à la sécurité nationale américain, lequel a tracé pour son pays les objectifs stratégiques pour plusieurs décennies dans le but d'en faire la première puissance mondiale, voire la seule. Les États-Unis doivent empêcher la Russie de retrouver le statut de deuxième puissance mondiale, et, dans ce cadre, l'Europe est peut-être partenaire (l'OTAN est le support fondamental de l'influence américaine) mais aussi vassale en étant la tête de pont des États-Unis pour la défense de la démocratie (dans son livre, « Le grand échiquier », Brzezinski écrit carrément : « sans détour, l'Europe de l'Ouest reste un protectorat américain. (...) Le problème central pour l'Amérique est de bâtir une Europe fondée sur les relations franco-allemandes, viable, liée aux États-Unis et qui élargisse le système international de coopération démocratique dont dépend l'exercice de l'hégémonie globale de l'Amérique. (...) L'objectif géostratégique central de l'Amérique en Europe est de consolider sa tête de pont sur le continent eurasien »).

Selon Alain Bauer, « pour Zbigniew Brzezinski, le stratège de Jimmy Carter, il fallait affaiblir et détruire l'empire russe. En Afghanistan, en inventant le jihad moderne contre l'Armée rouge, répliquant ainsi au désastre vietnamien. Puis en isolant l'Ukraine de la Russie après la chute de l'URSS, en considérant qu'ensemble les deux valaient Empire, alors que, séparés, ils n'étaient plus que de simples "États". En 1990, une simple promesse orale de James Baker [secrétaire d'État de George Bush] à Mikhaïl Gorbatchev, indiquait que l'OTAN ne s'étendrait pas à l'Est ("Not one inch", "pas un pouce") permettant la réunification de l'Allemagne dans l'UE et l'OTAN. Or, rapidement, des processus s'ouvraient pour intégrer la Tchéquie, la Hongrie et la Pologne, provoquant la colère de Moscou et les premiers avertissements. Entre 1994 et 2020, la quasi-totalité des pays de l'ancien Pacte de Varsovie passaient à l'Ouest et des gouvernements pro-occidentaux s'installaient dans la zone "rouge" pour Moscou : à Chisinau, Tbilissi et surtout à Kiev. La doctrine politique se transformait alors en doctrine militaire, et c'est le général Valéri Guérassimov qui la publiera en 2013. Elle répond aux opérations "hybrides" menées par l'Ouest en Libye, en Ukraine et en Syrie. Il s'agit de la guerre informationnelle, dite "nouvelle génération". (...) Nous avons affaire à un nouveau "Grand Jeu", comme l'appelaient les Anglais en 1850. Un espace de mouvement des empires, sans qu'ils se confrontent directement, mais en agissant dans des zones tampons (Afghanistan ou Ukraine). En s'affrontant sans entrer dans un processus de destruction nucléaire finale. Il s'agit d'un jeu d'échecs à trois : les deux premiers éliminent le troisième avant de s'affronter. La Chine sait que l'URSS avait plus peur d'elle que les États-Unis. Les Américains ont plus peur de la Chine que de la

Russie. En jouant habilement son jeu de modération, elle avait réussi à inventer un communisme de marché : le capitalisme sans la démocratie. Sous Xi Jinping, elle a voulu affirmer sa puissance et retrouver son lustre impérial. Elle a donc dû choisir son ami du moment et futur adversaire final. Elle regarde l'affaire ukrainienne en soutenant du bout des lèvres la Russie, tout en se préparant une porte de sortie avant d'affronter son véritable ennemi, l'Amérique. Nous avons déjà perdu la paix. Nous n'avons porté que peu d'attention au conflit yougoslave, regardé de loin Grozny et la Tchétchénie se faire anéantir, imaginer que les drames afghans ou africains ne se posaient qu'en termes de migrants encombrants. L'Ukraine vient de rappeler que le principe de réalité gagne toujours. Et que le réveil peut être brutal. La guerre revient ».

Pour mieux comprendre pourquoi Vladimir Poutine a déclaré la guerre à l'Ukraine, il peut être utile de donner aussi la parole à des plus ou moins proches du Kremlin sur la manière dont ils comprennent l'histoire de leur pays.

À ce titre, on peut citer Vladislav Surkov - homme d'affaire et homme politique russe, co-fondateur du parti « Russie unie » souvent présenté comme celui qui a mené V. poutine au pouvoir - qui a d'ailleurs fait l'objet d'un bel article le 21 mars sous la plume de Yuri Kadohnov pour l'Institut Montaigne.

Fin mai 2018, Vladislav Surkov écrit un article duquel j'extraie les passages suivants (traduits avec « Google Traduction » ...) :

« (...) Les gens se soucient rarement d'apprendre qu'il existe des nouvelles lentes et fondamentales qui ne flottent pas à la surface des eaux troubles de la vie quotidienne, mais remontent des profondeurs, où les courants géopolitiques et les époques historiques se heurtent de plein fouet. Le véritable sens ne nous parvient qu'après un long moment, mais il n'est jamais trop tard pour l'apprendre.

La 14e année de ce siècle restera dans les mémoires pour certains développements très importants que tout le monde connaît et a discuté à maintes reprises. Mais le plus grand de ces événements commence à peine à montrer sa véritable signification. Ce message voyageant lentement depuis l'espace lointain vient juste de commencer à atteindre nos oreilles. La dernière nouvelle est que la quête épique de la Russie vers l'ouest est enfin terminée. Les tentatives répétées et invariablement avortées pour faire partie intégrante de la civilisation occidentale, pour entrer dans la "bonne famille" des nations européennes se sont arrêtées définitivement.

Au-delà de 2014, il y a une période indéfiniment longue dans laquelle nous sommes destinés à cent ans (ou peut-être deux cents ou trois cents) de solitude géopolitique.

Les tentatives d'occidentalisation, si légères lancées par Faux Dimitri et résolument poursuivies par Pierre le Grand, sont de nature et d'ampleur variées. La Russie n'a eu de cesse de ruser pour se faire passer pour l'égal de la Hollande, de la France, de l'Amérique ou du Portugal. Elle a essayé de se frayer un chemin très fort vers l'Ouest. Quelles que soient les idées qui ont pu émerger et quels que soient les bouleversements qui y ont pu se produire, notre élite dirigeante a toujours répondu avec beaucoup d'enthousiasme. Parfois avec trop d'enthousiasme.

Nos monarques épousaient avec empressement des épouses allemandes, la noblesse impériale et la bureaucratie absorbaient facilement les "étrangers vagabonds". Curieusement, les Européens

réinstallés en Russie se sont rapidement russisés le plus souvent, tandis que les Russes ont montré peu d'intention de s'occidentaliser, voire pas du tout.

L'armée russe a remporté des victoires triomphales dans toutes les grandes guerres en Europe, dont le bilan des conflits militaires est une raison suffisante pour la considérer comme un continent plus sanguinaire et plus enclin à la violence de masse que tout autre. Avec ses grandes victoires et ses énormes sacrifices, la Russie a gagné de nombreux territoires en Occident mais ne s'est fait aucun ami.

Au nom des valeurs européennes (à l'époque religieuses et monarchiques), Saint-Petersbourg s'est porté volontaire pour agir en tant qu'architecte et garant de la Sainte Alliance des trois monarchies. Et il s'est conformé avec diligence et minutie à ses devoirs d'allié lorsque la dynastie des Habsbourg devait être sauvée du soulèvement hongrois. Mais lorsque la Russie s'est retrouvée dans une position précaire, l'Autriche n'a pas levé le petit doigt pour l'aider, mais s'est au contraire tournée vers l'ennemi.

Au fil du temps, une nouvelle génération de valeurs européennes a pris le relais. Karl Marx est entré dans la mode à Paris et à Berlin. Certains natifs de Simbirsk et Yanovka ont souhaité tout tourner vers Paris. Ils avaient très peur de prendre du retard sur l'Occident, qui à l'époque était obsédé par le socialisme. Ils étaient extrêmement inquiets qu'une future révolution mondiale menée par la classe ouvrière européenne et américaine laisse à l'écart leur coin reculé du monde "abandonné de Dieu". Ils ont travaillé très dur. Lorsque les tempêtes de la lutte des classes se sont finalement calmées, l'URSS, qui avait mis des années de dur labeur à se construire, a soudainement découvert que le monde occidental était devenu capitaliste, et non paysan et ouvrier. Et que les symptômes croissants du socialisme autistique devront être soigneusement cachés derrière le rideau de fer.

À la fin du siècle dernier, le pays a commencé à s'ennuyer de sa "singularité" et a frappé à la porte de l'Occident. Ce faisant, certains ont pensé que la taille comptait : il n'y a pas assez de place pour nous en Europe, nous sommes trop grands et expansifs pour nous intégrer. Terriblement grands. Cela signifie que le territoire, la population, l'économie, l'armée et les ambitions doivent être réduites à celles d'un pays européen moyen. Nous avons accepté de nous rétrécir. Nous commençâmes à adorer Hayek aussi férocement que nous avions adoré Marx. Nous avons réduit de moitié le potentiel démographique, industriel et militaire. Nous avons tourné le dos aux autres républiques soviétiques et étions sur le point de dire adieu aux autonomies... Mais même une Russie réduite et humble s'est avérée incapable de négocier le virage vers l'Occident.

Enfin, il a été décidé d'en finir avec le downscaling et le downsizing et, qui plus est, de sortir une déclaration des droits. Les événements de 2014 étaient inévitables.

Aussi similaires que soient les modèles culturels russes et européens, ils fonctionnent sur des logiciels différents et ont des interfaces incompatibles. Ils ne sont pas destinés à être branchés ensemble dans un système commun. Maintenant que cette méfiance d'autrefois est devenue une réalité, certains se demandent s'il vaut la peine de faire le détour, vers l'Orient et l'Asie.

Ce n'est pas. Je peux expliquer pourquoi. La Russie est déjà passée par là.

Le proto-empire de Moscou a émergé dans le processus de collaboration militaire et politique complexe avec la Horde asiatique, que certains ont tendance à décrire comme un joug, et d'autres, comme une alliance. Qu'il s'agisse d'un joug ou d'une alliance n'a rien à voir. Bon gré mal gré, le vecteur de développement oriental a été sélectionné et testé. (...) Le tsarisme de Russie est resté essentiellement une partie de l'Asie. Il s'est empressé de s'emparer des terres de l'Est. Il revendiquait l'héritage de Byzance, le pendant asiatique de Rome. (...) L'asiatisme de Moscou a culminé avec la nomination de Khan Simeon Bekbulatovich, du Khanat de Qasim, comme Grand

Prince de tous les Rus. Les historiens habitués à dépeindre Ivan le Terrible comme un excentrique extravagant coiffé du bonnet de Monomakh attribuent cette escapade à son sens de l'humour inné. La réalité était cependant bien plus grave. Après Grozny, un puissant parti royal a émergé qui souhaitait voir Simeon Bekbulatovich comme un dirigeant à part entière.

Boris Godunov a même dû exiger que les Boyards qui lui avaient juré allégeance jurent qu'ils ne souhaiteraient jamais voir Simeon Bekbulatovich ou sa progéniture sur le trône. En d'autres termes, l'État n'était qu'à un pas d'être repris par une dynastie de Chingizides baptisés et fermement liés au paradigme du développement oriental.

Comme il allait bientôt s'avérer que ni Bekbulatovich ni les Godunov - descendants d'une noble famille de la Horde d'Or - n'avaient d'avenir, il s'en est suivi une invasion polono-cosaque qui a amené de nouveaux tsars de l'Ouest. (...) Dans ce contexte, le Temps des Troubles ressemble moins à une crise dynastique qu'à une crise civilisationnelle - la Russie s'est détachée de l'Asie et a commencé sa dérive vers l'Europe.

Pour faire court, la Russie avait passé quatre siècles à se déplacer vers l'Est, puis quatre autres siècles à se déplacer vers l'Ouest. Les tentatives d'enracinement ont échoué dans les deux cas. Les deux voies ont été testées. De nos jours, la demande portera sur des idéologies de la troisième voie, des civilisations du troisième type, un tiers monde, une troisième Rome...

Et pourtant, il est très peu probable que nous soyons destinés à devenir une troisième civilisation. Une double est une option plus probable. Une civilisation qui a absorbé l'Orient et l'Occident. Européen et asiatique à la fois, et pour cette raison ni tout à fait asiatique ni tout à fait européen.

Notre identité culturelle et géopolitique rappelle une identité volatile de celui qui est né dans une famille métisse [d'où le titre de l'article : « la solitude du métis »]. Il est à la fois parent et non natif de tout le monde, où qu'il aille. Il est chez lui parmi des étrangers et un étranger chez lui. Il comprend tout le monde et n'est compris de personne. Un métis, un type bizarre.

La Russie est une nation métis ouest-est. Avec son statut d'État à deux têtes, sa mentalité hybride, son territoire intercontinental et son histoire bipolaire, elle est charismatique, talentueuse, belle et solitaire. Tout comme un métis devrait l'être.

La merveilleuse phrase que l'empereur Alexandre III n'a jamais prononcée - "La Russie n'a que deux alliés : son armée et sa marine" - est peut-être la description la mieux formulée de la solitude géopolitique qui aurait dû être acceptée depuis longtemps comme notre destin. (...)

À quoi ressemblera la solitude à venir ? Sera-ce la solitude d'un célibataire d'âge moyen au bord de la piste de danse ? Ou l'heureuse solitude du favori, une nation alpha qui a fait des progrès rapides pour laisser tous les autres peuples et États loin derrière ? Cela dépend de nous. La solitude n'est pas synonyme d'isolement. Une ouverture illimitée est également impossible. L'un ou l'autre serait une répétition des erreurs passées. L'avenir aura ses propres erreurs à commettre. Les erreurs du passé n'y sont plus à leur place.

Il ne fait aucun doute que la Russie commercera, attirera des investissements, échangera des connaissances, mènera des guerres (la guerre est un moyen de communication dans un sens), participera à des entreprises communes, appréciera l'adhésion à des organisations, rivalisera et coopérera, et suscitera crainte, haine, curiosité, affection et admiration, mais plus avec de faux objectifs et l'abnégation.

La vie va être dure. La phrase accrocheuse d'un rappeur russe reviendra sans cesse à l'esprit : « Il y a des épines, encore des épines et rien que des épines tout autour ! M...e ! Où sont les étoiles ? Le vrai frisson est à venir, et les étoiles aussi ».

On peut se référer aussi à un *important article de Françoise Thom, du 11 mars*, « Le monde de l'après-guerre vu de Russie », paru dans « Desk Russie » (<https://desk-russie.eu/2022/03/11/le-monde-de-lapres.html>), qui convoque plusieurs voix pour exprimer toutes une grande lucidité et pour certaines un très grand pessimisme sur la situation en Russie. Elle cite, parmi ces voix, un propos tenu début mars par Tîmofeï Bordatchev, directeur des programmes du Valdaï Club, considéré comme un think tank « pro-Kremlin » : « Les Américains, qui tirent les ficelles dans les coulisses, se tiennent à l'écart pour l'instant. Ce sont les principaux adversaires de la Russie ; ils luttent pour son affaiblissement ou sa neutralisation maximale. Grâce à leur position géographique, ils peuvent désormais, comme dans les deux guerres mondiales, pousser les autres de loin. La plus grande réussite des États-Unis à l'heure actuelle est qu'il n'y a pas de conflit direct avec la Russie, il y a encore très peu de troupes américaines en Europe et nous ne voyons aucun signe indiquant que les États-Unis vont intervenir sérieusement dans le conflit. Ceci, bien sûr, est bon du point de vue de la probabilité d'une escalade dangereuse pour le sort de toute l'humanité, mais cela contribue à prolonger la confrontation, qui va devenir chronique dans les relations entre la Russie et le reste de l'Europe. »

Dans Atlantico.fr (10 avril), Florent Parmentier, enseignant chercheur spécialisé en géopolitique, et le général Jérôme Pellistrandî, rédacteur en chef de la revue Défense nationale, commentent une tribune du politologue Vladimir Moïegov - que cite également Françoise Thom - qui reprend l'idée d'une Russie messianique, présente sous de nombreuses formes dans la pensée russe et selon laquelle la guerre russe cherche à sauver l'Europe du « chaos et de la décadence » parce qu'elle refuserait ses valeurs chrétiennes, ce qui lui ferait tourner le dos non seulement à son passé mais aussi à son propre avenir. Durant le XIXe siècle, un grand débat apparaît entre les occidentalistes, qui pensent que la Russie doit s'inspirer des pays de l'Ouest de l'Europe, et les slavophiles qui pensent que la Russie doit suivre le cours de son propre développement historique. À la chute de l'Empire tsariste, un nouveau mouvement intellectuel des Russes de l'émigration s'est constitué, celui de l'eurasisme, faisant le pari que la Russie dispose d'un espace civilisationnel qui lui est propre. L'URSS a été également animée d'un messianisme, devant accoucher d'un nouveau monde avec la construction du communisme. Historiquement donc, le pouvoir russe ou soviétique est plus préoccupé par la grande mission politique à laquelle il doit prendre sa part plutôt qu'à une définition ethnique de sa nation. La guerre actuelle – dite “opération militaire spéciale” en Russie – doit donc nécessairement revêtir, pour le pouvoir, une dimension politique ».

Comme les guerres menées par les États-Unis, la guerre que fait la Russie à l'Ukraine est la manifestation d'une guerre de type non seulement messianique mais aussi impérialiste.

Dans *Marianne* du 14 mars, Alain Bauer, qui vient d'écrire avec Olivier Entraygues « La guerre qui revient ; tout empire renaîtra », considère que « contrairement à la prédiction de Jean-Baptiste Duroselle sur "La fin des empires" (1981), ceux-ci renaîtraient. L'Iran se sent d'abord perse, la Turquie ottomane, la Russie slave et orthodoxe, la Chine toujours au Milieu. L'Empire américain s'est construit par sa puissance militaire et le dollar. Il reste des morceaux d'Europe, laquelle a commencé par refuser en 1954 (Communauté européenne de défense, CED) de se protéger elle-même ». Et il a raison de se référer plus loin à Michel Rocard dont un livre - écrit avec B. Jaumont et D. Lenègre -, paru au Seuil en février 1973 et trop peu connu, a un titre très évocateur : « Le marché commun contre l'Europe ». En tous les cas, on assiste à une reconfiguration de l'ordre mondial, - voire même à une forme de décomposition - avec la confrontation de 4 empires, l'empire américain, l'empire russe, l'empire chinois et l'empire turco-musulman, et on est droit de se demander quelle place occupera l'Europe dans cette nouvelle carte du monde.

De son côté, dans un article bien documenté, Edwy Plenel a raison d'écrire début mars « un nouvel impérialisme menace la paix du monde, et il est russe. C'est cette réalité que l'invasion de l'Ukraine par la Russie oblige, enfin, à regarder en face. Cette vérité est sous nos yeux depuis une décennie, précisément depuis le début, en mars 2002, du troisième mandat présidentiel de Vladimir Poutine qui détient le pouvoir, de façon ininterrompue depuis bientôt un quart de siècle. Cette vérité, c'est celle d'un impérialisme de revanche, mû par le ressentiment des nations déchues qui retournent leurs blessures en agressions contre d'autres peuples. Celle aussi d'un impérialisme de mission, convaincu de défendre une vision du monde conservatrice et identitaire, alternative aux idéaux démocratiques assimilés à une décadence occidentale. Celle enfin d'une puissance nucléaire à la merci d'un homme et de son clan oligarchique, ayant basculé de l'autoritarisme à la dictature. (...) Spectre né des décombres de l'URSS, Vladimir Poutine offre une synthèse du tsarisme grand-russe et du stalinisme communiste ».

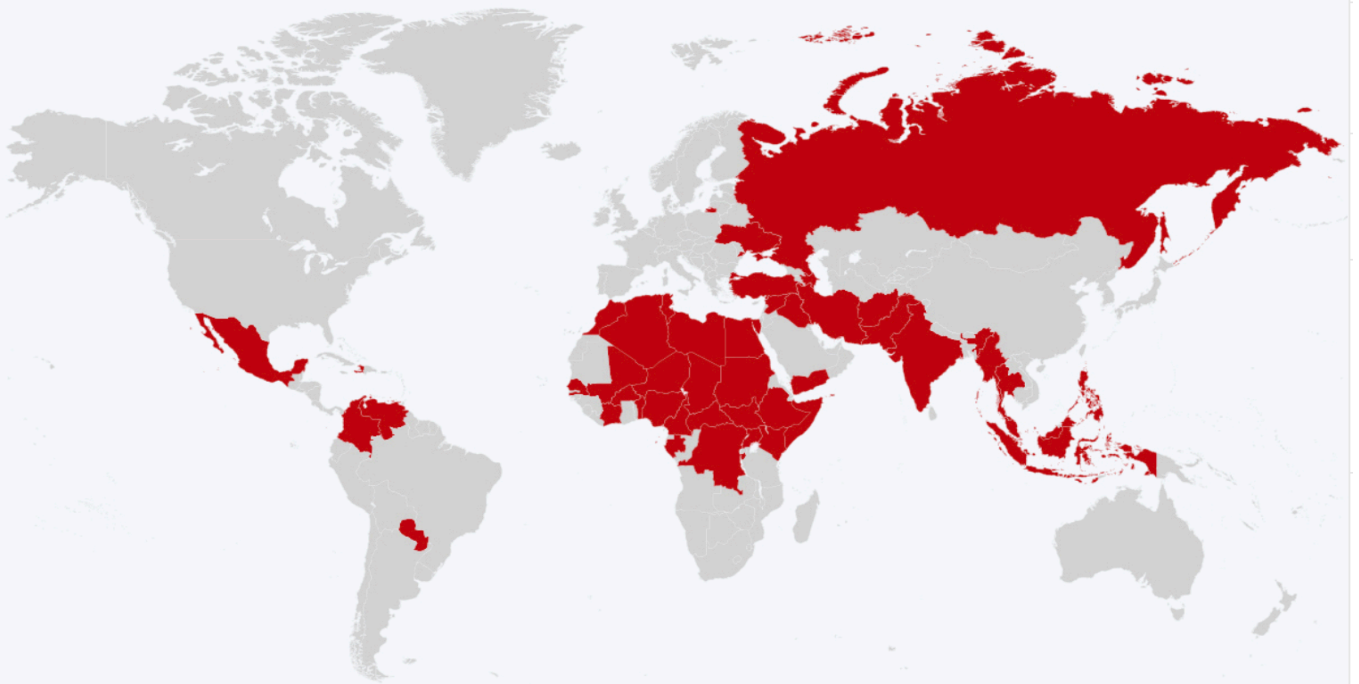
Si la Russie est mise en échec sur le plan militaire et sur le plan diplomatique, en la « démondialisation », on peut craindre qu'il y ait sa vassalisation par la Chine ; ce qui la détournerait alors de l'Europe, et pour combien de décennies ?

Note sur cette 4^{ème} remarque : voir l'extrait important que je donne plus loin de la conférence de presse du ministre des affaires chinois en date du 25 avril.

5) La guerre que vient de déclarer le Président russe à l'Ukraine est loin d'être le seul conflit dans le monde. Il y a actuellement environ 25 conflits sur la planète : voir schéma suivant. Le second schéma qui suit montre quelle position les différents pays ont adoptée vis-à-vis de l'invasion russe.

Le monde en guerre en 2021

Pays où des affrontements armés impliquant des forces de l'État et/ou des groupes rebelles sont en cours *

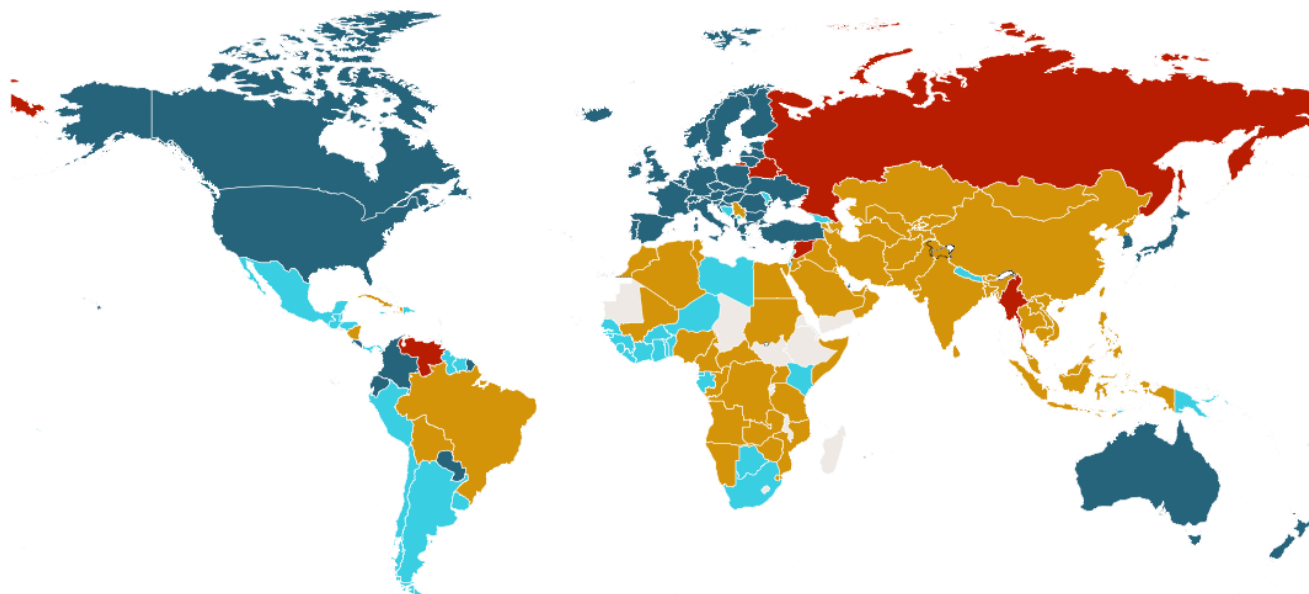


* dernières données disponibles: 30 juillet 2021.

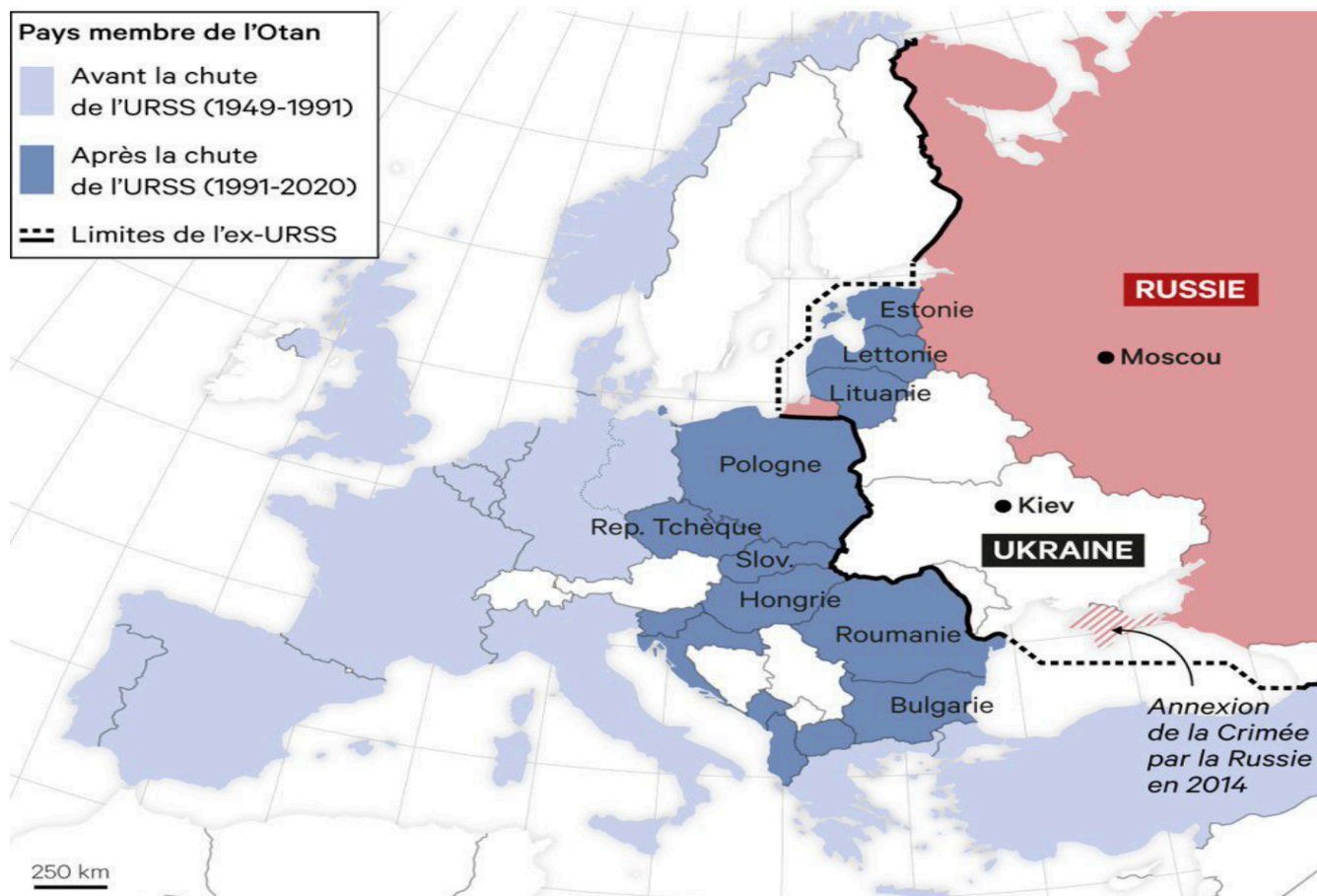
Source : The Armed Conflict Location & Event Data Project

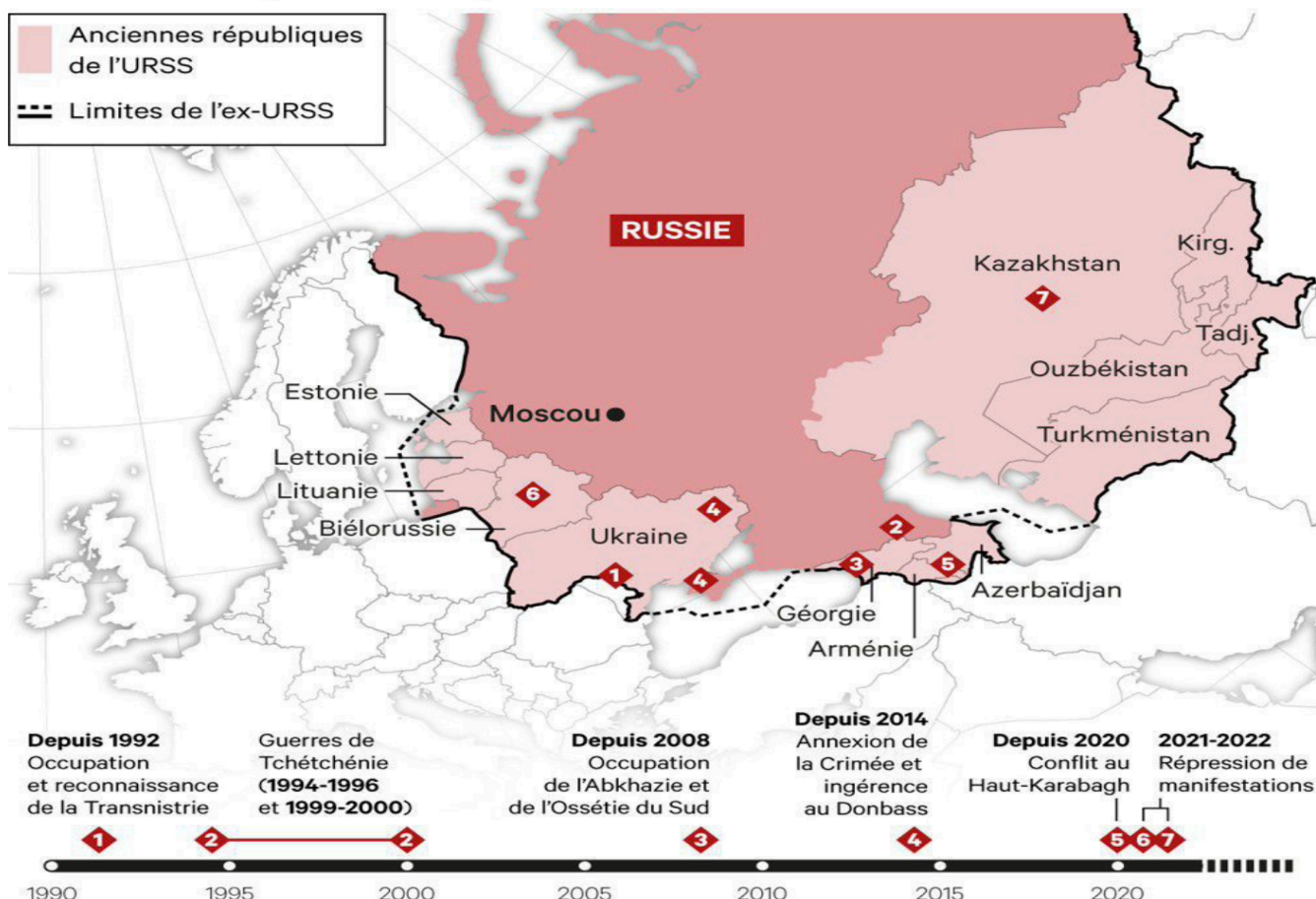
Invasion en Ukraine : quelle position ont adopté les différents pays du monde ?

Ne s'est pas prononcé Condamnation avec sanctions Condamnation sans sanctions Pas de condamnation Soutien



Terminons avec deux autres cartes, publiées dans Les Echos :





6) Dans *Le Figaro* du 6 septembre 2022, l'ancien ministre français des affaires étrangères Hubert Védrine a publié une importante tribune dont voici des extraits :

« (...) Autant l'Occident a été ferme, constant, prudent, dissuasif et finalement efficace, pendant les décennies de la guerre froide, autant il a manqué, par hubris et soumission à l'hyperpuissance américaine, de sens historique et stratégique durant la période Gorbatchev. (...) Et il aurait aussi fallu qu'il soit soutenu à l'extérieur. Gorbatchev parlait de *"Maison commune"*. C'était vague. De toute façon, les Occidentaux étaient divisés. Pour les États-Unis et la Grande-Bretagne, seul comptait que l'URSS soit abattue, y compris grâce au bluff *"guerre des étoiles"*. Peu importait la suite. *Vae victis*. Pour eux, la Russie, puissance régionale résiduelle, ne compterait plus. Pour François Mitterrand, Helmut Kohl et Jacques Delors, ce que tentait Gorbatchev était globalement dans l'intérêt de l'Europe, et il n'était pas absurde de l'aider, sans naïveté, et de penser à l'avenir des relations avec le monde russe. C'était d'ailleurs pour soutenir Gorbatchev que François Mitterrand avait inclus l'URSS dans son grand projet de *"confédération européenne"*, annoncé hélas trop tôt, dès le 31 décembre 1989, sans explication. Incompréhension ! Cela avait donné à ses opposants des armes pour tuer dans l'œuf cette idée remarquable, dénoncée comme si elle visait à empêcher les pays d'Europe de l'Est d'entrer dans l'Union. Contresens total : c'était, à l'inverse, un cadre politique en attendant leur adhésion, laquelle n'aura finalement lieu que quinze ans après ! Au G7 de Londres – déjà presque un G8 – en mai 1991, les Américains avaient mis leur veto à toute nouvelle aide à la Russie (*"autant arroser le sable"*, disait

G. H.W. Bush), ce qui a d'ailleurs conduit au putsch communiste d'août qui a échoué, avant celui d'Eltsine et autres en décembre, qui, lui, a réussi. Des "vautours" dénoncèrent Gorbatchev, qui accusera par ailleurs les États-Unis d'avoir fait passer par l'Arabie le flux de pétrole pour mettre l'URSS à genoux. (...) Je considère que, autant l'Occident a été ferme, constant, prudent, dissuasif et finalement efficace, pendant les décennies de la guerre froide, autant il a manqué, par hubris et soumission à l'hyperpuissance américaine, de sens historique et stratégique durant la période Gorbatchev et plus encore dans les premières années après la fin de l'URSS sous Eltsine, Poutine I, et II et encore Medvedev. Les vétérans américains de la guerre froide avaient d'ailleurs jugé dangereux le triomphalisme de l'hyperpuissance, qui a accumulé les erreurs avec tout "the rest". Je fais en effet partie de ceux qui pensent que la tragique évolution poutinienne des dix à quinze dernières années n'était pas absolument fatale. Débat sans fin que Poutine a rendu, pour un temps, impossible, mais qui se réimposera. (...) ».

Note complémentaire : déjà, dans un entretien donné à LCI le 22 février 2022, H. Védérine avait dit : « Le Poutine de 2022 est largement notre création. Je ne suis pas dans le ton, je suis minoritaire, pas dans l'émotion immédiate, je ne suis pas dans la réactivité à ce qui s'est dit il y a trois minutes, mais cela n'aurait jamais dû se passer comme ça, jamais. Pendant les deux premiers mandats de Poutine, il était ouvert par rapport à l'Occident, demandeur même, Medvedev encore plus, et des gens qui ont combattu l'URSS toute leur vie comme Kissinger, Brzezinski qui était le conseiller de Carter, encore plus célèbre après par ses écrits, donc les deux grands pontes de la géopolitique américaine, tous les deux ont dit à plusieurs reprises que c'était complètement absurde de parler sans arrêt de mettre l'Ukraine dans l'OTAN, même Brzezinski, polonais d'origine, et ils ont défendu tous les deux pendant des années, sans que personne ne les écoute parce qu'ils n'étaient plus au pouvoir depuis très longtemps, l'idée d'une neutralité, qui n'est pas un abandon, une idée de neutralité à la finlandaise avec des doubles garanties. Mais avec toute la machinerie Clinton et toute son équipe et après celle de G.-W. Bush, c'était l'inverse : la Russie avait disparu, on s'en fiche complètement. Je ne dis pas qu'il faut accepter n'importe quoi de Poutine aujourd'hui. Mais je suis sidéré que personne ne revienne en arrière et que personne n'ait en tête les erreurs des Occidentaux, plutôt les Américains que nous mais quand même il y a aussi les erreurs par exemple dans les négociations du premier accord d'association entre l'Union européenne et l'Ukraine qui excluait complètement la Russie. (...) Il faut penser à l'avenir. On aura toujours la Russie comme voisin. Les Occidentaux veulent-ils renforcer l'alliance entre la Russie et la Chine ? Stratégiquement c'est absurde. On devrait être obsédé par l'inverse. (...) Il faudra penser les sanctions en pensant à la suite. (...) Je ne pense pas que Poutine soit un extrémiste sur cette question historique. (...) La surexcitation géante de l'Occident ne conduit pas à une solution ; et la Chine se frotte les mains. (...) Je répète, le Poutine d'aujourd'hui est le résultat de ce qui s'est passé depuis vingt ans. (...) ».

Hubert Védérine a été un ministre des Affaires étrangères important du Président Mitterrand. Dans son livre publié en 1997, « Le dernier Mitterrand », Georges-Marc Benhamou relate que François lui a confié à propos des États-Unis : « La France ne le sait pas, mais nous sommes en guerre avec l'Amérique. Oui, une guerre permanente, une guerre vitale, une guerre économique, une guerre sans

mort apparemment. Oui, ils sont très durs les Américains, ils sont voraces, ils veulent un pouvoir sans partage sur le monde. C'est une guerre inconnue, une guerre permanente, sans mort apparemment et pourtant une guerre à mort ».

- 7) Le professeur d'économie américain Jeffrey Sachs, qui a été conseiller spécial des secrétaires généraux successifs de l'ONU de 2001 à 2018, a fait une intervention devant le forum de la Démocratie à Athènes le 25 septembre 2020.

On l'entend dire en particulier : « Le pays le plus violent du monde au 19^{ème} siècle, et de loin, a peut-être été le plus démocratique ou le deuxième plus démocratique, et c'était la Grande-Bretagne. Vous pouvez être démocratique chez vous et impitoyablement impérial à l'étranger. Le pays le plus violent du monde depuis 1950 a été les États-Unis ».

Cette intervention amène deux remarques. D'abord, cette intervention mérite une double réflexion, sur le changement de leadership entre le 19^{ème} siècle et début du 20^{ème} qui ont été sous la coupe de la Grande-Bretagne et le 20^{ème} et début du 21^{ème} qui ont été et sont sous la coupe des États-Unis, et sur le fossé qui peut exister entre les principes démocratiques qui animent le fonctionnement interne du pays et la violence dont ce même pays peut faire preuve à l'international pour asseoir et préserver son leadership mondial. La deuxième remarque concerne le modérateur qui a empêché Jeffrey Sachs de poursuivre son intervention après le propos que je viens de rapporter : cela est la manifestation d'une tendance qui va s'intensifier fortement avec la guerre en Ukraine consistant à empêcher toute analyse s'écartant de la doxa et de la bien-pensance correspondant bien sûr au point de vue du plus fort, c'est-à-dire des États-Unis qui profitent justement de leur pouvoir impérial pour développer une emprise sur le monde intellectuel et médiatique mondial.

- 8) En octobre 2022, l'eurodéputée irlandaise Clare Daly tient les propos courageux et lucides suivants devant le Parlement européen :

« Le terme "État soutenant le terrorisme " est une notion de la loi américaine. Elle n'existe pas dans le droit européen mais un conseiller de Zelensky l'a réclamée dans le magazine du Parlement et nous voici de nouveau au garde-à-vous. Et tout ce que cela fera, c'est de rendre la paix plus difficile à atteindre ; exactement, bien sûr, ce que veulent les extrémistes : pas de paix, pas d'issue. Tous les ponts brûlent et l'Ukraine devient un abattoir permanent dans une sainte croisade suicidaire contre la Russie. Donc, si vous voulez vous mettre à désigner les États qui soutiennent le terrorisme, allons-y. Le soutien européen au terrorisme israélien en Palestine, le soutien occidental à la terreur saoudienne au Yémen, l'État islamique, le produit du soutien français, américain, britannique, turc et du Golfe en Syrie et en Irak, des décennies de terrorisme soutenu par la droite américaine contre la révolution cubaine, les Contras au Nicaragua, les escadrons de la mort au Guatemala, au Salvador ; souvenez-vous du Vietnam, du Laos, du Cambodge. Horreur après horreur, terreur après terreur : il n'y a rien de constructif à ce que l'hôpital se moque de la charité. Quand allez-vous faire preuve de bon sens ? Commencez à promouvoir

la paix et la fin de la guerre, qui est évidemment dans l'intérêt des citoyens européens, ukrainiens et russes ».

Note finale : même si ce document, consacré à l'histoire de l'euro, ne peut pas en faire un thème central, la guerre en Ukraine va bien entendu faire l'objet d'analyses tout au long des pages suivantes qui ne manqueront pas de compléter mes réflexions personnelles de ce jour. C'est notamment le cas de ce qui est dit plus loin en date des 13 et 25 avril et des 24 et 29 juin.

23 mars 2022 :

À propos de monnaie internationale souveraine, insistons sur l'importance que l'hégémonie monétaire représente pour les États-Unis dans leur volonté de défendre coûte que coûte le maintien de leur leadership mondial. On peut même considérer que les responsables de ce pays sont prêts à utiliser tous les moyens, y compris les capacités de leur armée et de la CIA, dès lors que le dollar est en danger d'une manière ou d'une autre. Selon ce raisonnement, il est possible d'analyser le conflit ukrainien et le rôle qu'y jouent les États-Unis au travers du risque que présente pour eux le désir clairement affiché depuis quelques années par la Russie et d'autres pays de se « dédollariser ». Comme l'écrivait Sergéï Glazyev, homme politique et économiste russe, dans son livre « *The Last World War : The USA to Move and Loose* » paru en 2016 : « pour résister à la guerre hybride lancée par les États-Unis, il faut avant tout se protéger de ses principaux facteurs affectants, à savoir les armes cognitives, monétaires, financières et informationnelles. Il n'est pas difficile de le faire en libérant les autorités monétaires des agents d'influence américains et en passant à des sources domestiques de crédit basées sur une politique monétaire souveraine. Après la dédollarisation et la délocalisation de son économie, la Russie gagnera non seulement son indépendance, mais pourra également restaurer son potentiel scientifique et productif, ainsi qu'affaiblir les possibilités d'agression américaine basée sur l'utilisation du dollar comme monnaie d'échange, monnaie mondiale, qui permet de financer une guerre hybride aux dépens de l'ennemi. (...) la part des États-Unis sur le marché mondial ne cesse de diminuer, ce qui sape la base économique de sa domination mondiale. Actuellement, cette domination est maintenue principalement en raison du monopole du dollar dans le système monétaire et financier mondial. Il représente environ 2/3 du chiffre d'affaires monétaire mondial. Les États-Unis tentent d'équilibrer l'érosion des fondements économiques de leur domination mondiale avec une pression militaire et politique croissante sur leurs concurrents. En utilisant un réseau mondial de bases militaires, de surveillance de l'information, de renseignement électronique, de structures de l'OTAN, etc., les États-Unis tentent de garder un œil sur le monde entier, stoppant les tentatives de certains pays de se sortir de la dépendance au dollar. Cependant, il devient de plus en plus difficile pour les États-Unis d'y parvenir. L'inertie des investissements contraints dans des immobilisations obsolètes, ainsi que les pyramides financières géantes des obligations privées et publiques, entravent la mise en œuvre des changements structurels nécessaires pour conserver le leadership. Pour alléger ce fardeau qui augmente rapidement et maintenir une position de monopole dans le système monétaire et financier mondial, les États-Unis sont objectivement intéressés à effacer leur passif, dont le meilleur moyen a toujours été une guerre mondiale. Les États-Unis tentent de compenser l'impossibilité de s'en sortir de la manière habituelle en raison des

risques d'emploi d'armes de destruction massive en déclenchant une série de guerres régionales, qui forment ensemble une guerre chaotique mondiale entre les États-Unis et le monde entier. (...) L'hégémonie financière et informationnelle des États-Unis est menacée par la probabilité toujours croissante d'effondrement de la pyramide des titres de créance libellés en dollars. Elle est déjà plus de 25 fois supérieure à la taille de l'économie mondiale. Le statut du dollar en tant que "monnaie mondiale" est mis à mal par les processus d'intégration économique régionale ».

Notons que dans un entretien donné à « The Cradle » en avril 2022, S. Glazyev centre son propos sur la nouvelle organisation monétaire et financière internationale qu'il appelle de ses vœux depuis plus de dix ans. Pour lui, « actuellement, les États-Unis se battent pour maintenir leur domination mais, tout comme la Grande-Bretagne auparavant, qui a provoqué deux guerres mondiales mais n'a pas pu conserver son empire et sa position centrale dans le monde en raison de l'obsolescence de son système économique colonial, ils sont destinés à échouer. Le système économique colonial britannique basé sur l'esclavage a été dépassé par les systèmes économiques structurellement plus efficaces des États-Unis et de l'URSS. Les États-Unis et l'URSS étaient tous deux plus efficaces dans la gestion du capital humain dans des systèmes verticalement intégrés, qui divisaient le monde en zones d'influence. Une transition vers un nouvel ordre économique mondial a commencé après la désintégration de l'URSS. Cette transition arrive maintenant à son terme avec la désintégration imminente du système économique mondial basé sur le dollar, qui a servi de base à la domination mondiale des États-Unis ». Et l'auteur prévoit 3 étapes pour passer au nouvel ordre économique mondial : « la troisième et dernière étape de la transition vers le nouvel ordre économique impliquera la création d'une nouvelle monnaie de paiement numérique fondée sur un accord international reposant sur des principes de transparence, d'équité, de bonne volonté et d'efficacité. Je m'attends à ce que le modèle d'une telle unité monétaire que nous avons développé joue son rôle à ce stade. Une telle monnaie peut être émise par un panier de réserves monétaires des pays BRICS, auquel tous les pays intéressés pourront adhérer. Le poids de chaque monnaie dans le panier pourrait être proportionnel au PIB de chaque pays (sur la base de la parité du pouvoir d'achat, par exemple), à sa part dans le commerce international, ainsi qu'à la taille de la population et du territoire des pays participants ».

Le 13 avril 2022 :

Ce n'est pas faire de l'anti-américanisme primaire que de rappeler les violations du droit international commises par les États-Unis à plusieurs reprises ni de rafraîchir notre mémoire en se souvenant des actions criminelles des colonisateurs européens des Amériques (ne peut-on pas parler de génocide des Amérindiens ?) ainsi que des lois raciales dites lois Jim Crow ..., sans parler des 130 000 morts de civils (crimes de guerre ?) et des millions d'exilés causés par la guerre que les États-Unis ont faite en Irak à partir de 2003. Il faut aussi lire le livre écrit par Mario Vargas Llosa, de l'Académie française et Prix Nobel de Littérature en 2010, « Tiempos recios », paru en 2019, dont la traduction est parue chez Gallimard en 2021 sous le titre « Temps sauvages » : on est effaré par les méthodes utilisées par la CIA en Amérique latine. D'ailleurs, s'il était à coup sûr difficile de considérer les États-Unis comme une démocratie pleine et entière avant que ne soit adoptée la loi sur le droit de vote de 1965, on constate que

depuis d'autres signes peuvent toujours en faire douter. Selon la mesure sur l'état de la démocratie faite par Freedom House, celui-ci aurait décliné aux États-Unis d'environ 3% au cours du dernier cycle.

Depuis plusieurs semaines, on assiste à une triple escalade dans le conflit ukrainien : une escalade dans la communication (cette guerre est aussi une guerre de communication), une escalade dans les sanctions (les occidentaux ne cessent de monter toujours d'un cran leur niveau de leurs sanctions et la Russie pratique de même en ce qui concerne ses exportations de ressources) et une escalade sur le plan militaire (la Russie multiplie les atrocités et les occidentaux augmentent constamment non seulement leur soutien moral et financier à l'Ukraine mais aussi leurs livraisons d'armes). Il est difficile d'imaginer un autre comportement du bloc occidental face à V. Poutine mais on peut craindre que cette escalade générale ne débouche sur l'aggravation du comportement de président russe et sur un après-guerre très difficile. J'entends d'ailleurs l'avertissement que vient de faire le patron de la CIA William Burns lors d'un discours à Atlanta : « il est possible que le président Poutine et les dirigeants russes sombrent dans le désespoir, compte tenu des revers militaires qu'ils ont subis jusqu'ici. Aucun de nous ne peut donc prendre à la légère la menace que représente le recours potentiel à des armes nucléaires [...] de faible puissance ». Cela dit, je me permets d'ajouter trois réflexions. D'abord, je répète un aspect important de l'argumentation que j'ai développée plus haut après l'invasion de la Russie en Ukraine : cette invasion peut s'expliquer non seulement par la personnalité paranoïaque de V. Poutine mais aussi par un souci géostratégique qu'a toujours défendu l'URSS puis la Russie : le souci que le territoire soit constamment protégé par un « glacis de sécurité ». Ensuite, les sanctions prises contre la Russie atteignent beaucoup plus la population de la Russie que ses élites et gouvernants ; sans compter les effets en « boomerang » sur les populations européennes. À propos d'escalade de communication, il faut savoir que la manipulation de l'information est un art aussi bien manié non seulement par les Russes et les Ukrainiens mais aussi par les Occidentaux.

Enfin, indiquons que des analystes reconnus estiment que les phénomènes d'escalade et de « jusqu'au-boutisme » sont d'une extrême dangerosité : Henry Kissinger et John Mearsheimer aux États-Unis et Henri Guaino en France.

Le 25 avril 2022 :

Au fur et à mesure que le conflit en Ukraine se développe, on constate une escalade de part et d'autre avec un jeu de surenchères à la fois dans les paroles et dans les actes. Il apparaît de plus en plus que les États-Unis « profitent » de ce conflit à la fois pour affirmer sur l'Europe leur tutelle - leur vassalisation - directement et indirectement par l'intermédiaire de l'OTAN et pour affaiblir au maximum la Russie de façon à pouvoir par la suite se consacrer essentiellement à la concurrence et au danger que représente pour eux la Chine (voir la démonstration de force que font les États-Unis lors de la réunion de 40 États sur leur base militaire de Ramstein en Allemagne le mardi 26 avril) ; donc pour affirmer leur leadership mondial, sans parler de l'intérêt financier et militaro-industriel qu'ils retirent de la situation. Il est temps que l'Europe reprenne l'initiative pour retrouver un minimum d'autonomie stratégique par rapport à un conflit qui la concerne au premier chef. Pour cela, il faudrait

pouvoir compter sur le Président de la République française, encore actuellement président du Conseil de l'UE... (...)

Il est vrai que la guerre d'aujourd'hui, au départ une invasion de l'Ukraine par l'armée de V. Poutine, est devenue une guerre que font les États-Unis à la Russie par procuration, dans le but, comme leurs responsables l'ont dit clairement, d'affaiblir la Russie à tout jamais ; sans doute pour pouvoir rivaliser plus facilement avec la Chine (comme dans le combat des Horaces et des Curiaces). Nous avons écrit plus haut que les États-Unis « profitent » maintenant de ce conflit. En cela, cela vérifie la thèse de l'américain John Mearsheimer, développée en 2001 dans son livre « The Tragedy of Great Power Politics » autour du concept de « réalisme offensif » selon lequel, entre autres conséquences, les États qui sont en situation de grandes puissances, ou prêts à le devenir, n'ont d'autre choix que de chercher à maximiser cette puissance, y compris par la guerre, directement ou non. Les stratégies non seulement des États-Unis aujourd'hui mais aussi, et dès le début, de la Russie se conforment bien à la thèse de Mearsheimer... Cela dit et selon moi, la stratégie américaine semble viser le long terme mais elle est en réalité à courte vue. En effet, toujours selon moi, c'est oublier que si, la Russie a toujours été de culture européenne, elle va devenir asiatique sur le plan géostratégique (ou « orientale », par opposition à « occidentale ») et que cela peut être catastrophique pour l'Occident et pour tous les pays qui défendent la démocratie (nous avons déjà dit qu'il y avait un risque de vassalisation de la Russie par la Chine, de même qu'il y a un risque de vassalisation de l'Europe par les États-Unis). Pour s'en convaincre, il faut s'intéresser aux positions qu'adopte la Chine sur le plan international. Pour cela, on peut lire quelques ouvrages américains particulièrement instructifs. D'abord, celui qu'a écrit Rushi Doshi l'année dernière, « The Long Game. China's Grand Strategy to Displace American Order ». R. Doshi est ancien chercheur de la Brookings Institution et actuel directeur pour la Chine au Conseil de sécurité nationale américain, donc un excellent analyste de la situation. Il considère que depuis 2016 les responsables chinois estiment que les États-Unis sont une puissance en déclin et que le monde est mûr pour une refonte chinoise de l'ordre international et il a beaucoup de mal à imaginer les réponses que peuvent trouver les Américains. Ensuite, celui publié cette année par Élisabeth C. Economy, « The World According to China » qui décrit de manière très convaincante la manière dont la Chine procède pour prendre effectivement la tête de la réforme du système de gouvernance mondiale, ou encore celui écrit en 2015 par Michael Pillsbury « The Hundred-Year Marathon ; China's secret strategy to replace america as the global superpower », dans lequel l'auteur révèle la stratégie secrète de la Chine pour supplanter les États-Unis en tant que puissance dominante dans le monde, d'ici 2049, le centième anniversaire de la fondation de la République populaire de Chine. Il faut lire aussi et surtout, avec beaucoup d'attention, la 3^{ème} édition du livre sur « La politique internationale de la Chine » que vient de publier (aux Presses de Sciences-Po) le sinologue français Jean-Pierre Cabestan. L'éditeur en fait la présentation suivante : « Deuxième puissance mondiale depuis 2010, la Chine ne veut pas seulement détrôner les États-Unis, mais aussi bouleverser l'ordre international établi depuis 1945.

A-t-elle les moyens de cette ambition ? Oui si l'on en juge par l'ampleur des outils économiques, diplomatiques, militaires et idéologiques qu'elle déploie et que symbolisent les « nouvelles routes de la

soie » ; oui si l'on observe l'évolution de sa politique étrangère et de sécurité, surtout depuis l'arrivée au pouvoir de Xi Jinping en 2012 ; oui si l'on décrypte ses relations avec ses partenaires et voisins, comme le fait cet ouvrage, à l'aide de sources de première main. Derrière cette force se cachent des fragilités. Dépendante de l'extérieur, la Chine connaît un ralentissement économique et un vieillissement sans précédent de sa population. La persistance d'un régime autoritaire, nationaliste, antioccidental et de plus en plus arrogant confère un caractère inachevé à son intégration internationale et accroît les sources de conflit, en particulier avec les États-Unis et le Japon ».

Dans son livre, cet expert de la question estime que « depuis 2008, et plus encore depuis l'arrivée au pouvoir de Xi Jinping quatre ans plus tard, la Chine a clairement abandonné cette prudence et au contraire cherché à affirmer sa puissance tous azimuts. (...) Quoi qu'il en soit, il est clair que l'on assiste de plus en plus à un duel en Indo-Pacifique, une rivalité bipolaire entre Pékin et Washington. Cependant, à la différence de la rivalité américano-soviétique, celle-ci n'est pas uniquement militaire, technologique et idéologique. Elle est aussi économique et commerciale. Peu à peu, cette compétition s'est étendue au reste du monde, d'abord dans la sphère commerciale, puis diplomatique, enfin en matière de puissance douce [et l'auteur renvoie notamment au livre écrit en 2012 par Alain Frachon et Daniel Vernet, "La Chine contre l'Amérique : le duel du siècle"] ».

Le 29 juin (le Président Biden vient d'annoncer le renforcement des capacités militaires américaines en Europe) :

Cette annonce renforce mon sentiment qu'il y a avec la guerre en Ukraine un risque majeur de vassalisation de l'Europe par rapport aux États-Unis qui en profitent pour réaffirmer leur hégémonie. Par ailleurs, contrairement à ce que l'on pourrait croire vu d'ici, le « bloc » occidental semble s'isoler de plus en plus du reste du monde. Chaque jour sont plus nombreux les pays, en particulier émergents, qui se rapprochent de la Russie ou tout au moins évitent soigneusement de la critiquer trop ouvertement. Finalement, les États-Unis ne sont plus les maîtres de la géopolitique mondiale et il n'y a plus pratiquement que l'Europe pour leur obéir...

Indiquons aussi qu'en 2020, donc avant l'invasion de la Russie en Ukraine, GLOBSEC, un think tank basé en Slovaquie, a sondé les opinions publiques de la plupart des pays d'Europe centrale sur leur perception de la Russie. Cette publication a été soutenue par le Département d'État américain et le National Endowment for Democracy. « En moyenne sur l'ensemble des pays étudiés, 40 % considéraient que la Russie provoquait l'OTAN et 45 % considéraient que l'OTAN provoquait la Russie. Les Slovaques et les Serbes jugeaient en majorité (ou quasi-majorité pour les Bulgares) que c'était l'OTAN qui provoquait la Russie, là où les Polonais considéraient à 67 % que c'est la Russie qui était à l'origine des tensions. Pour les autres pays étudiés, l'opinion est polarisée : en Hongrie, en République tchèque et en Roumanie, ceux qui considéraient l'OTAN comme fautive et ceux qui condamnaient la Russie étaient en proportion assez proches. Certes, ces chiffres ont pu évoluer avec le début du conflit ouvert en février 2022. Mais il semble peu probable que l'image de victime de la Russie

ait disparu dans ces pays ». Par conséquent, il y a également des divisions parmi les opinions publiques au sein même de l'Europe centrale.

Fin août 2022 (notre Président et sa P^{re}mière ministre E. Borne nous annoncent « la fin de l'abondance » :

Cet épisode dans le domaine de l'énergie rappelle celui que l'on a connu dans le domaine des masques lors de la crise sanitaire du Covid : ce sont l'impéritie et l'incurie inadmissibles des gouvernants et responsables politiques de toutes ces dernières années qui en sont les causes (rappelons que le Président Macron, relayé par Élisabeth Borne, alors ministre de la transition écologique, déclarait en novembre 2018 qu'il avait décidé d'arrêter d'ici 2035 14 réacteurs de 900 MWh dont les 2 réacteurs de Fessenheim dès 2020 ; pour abaisser la part du nucléaire dans la production française d'électricité de 72% à 50% ; sans parler des problèmes de pertes de compétences et de pénurie de main d'œuvre dans ce domaine ; et rappelons aussi que ce sont des décisions politiques qui ont abouti à un dysfonctionnement majeur du marché européen de l'électricité, dénoncé depuis plusieurs années, notamment en mars 2011 par Marcel Boiteux, grand commis de l'État et spécialiste du secteur). Sous prétexte de solidarité européenne mais sans concertation entre partenaires, la France – et les autres États membres – ne sont pas en situation de souveraineté énergétique en général et électrique en particulier (et notre pays a aussi perdu sa souveraineté nucléaire suite à la vente d'Alstom qui donne aux États-Unis le dernier mot sur la maintenance de nos centrales). On n'a pas constitué de stock de sécurité d'unités de production d'électricité tout comme on n'avait pas constitué de stocks de masques, sous prétexte qu'en cas de besoin on achèterait aux autres ce dont on a besoin ; mais comment faire si les autres sont dans la même situation et si les besoins augmentent partout en même temps ? Et le conflit ukrainien - voir mon commentaire personnel sur ce conflit en date du 11 mars 2022 - complique encore davantage la situation, notamment pour la raison suivante : si l'hiver prochain s'avère particulièrement froid, comme notre production d'électricité sera insuffisante pour satisfaire nos besoins (un grand nombre de centrales nucléaires sera toujours à l'arrêt pour des raisons de maintenance et nous sommes très en retard sur les énergies renouvelables – en supposant que celles-ci soient une bonne option), on fera appel à nos voisins pour leur acheter de l'énergie ; or, ceux-ci seront dans la même situation et, surtout, ils sont encore plus dépendants que nous de la Russie pour répondre à leurs propres besoins... De plus, la situation actuelle présente d'autres risques que celui du rationnement de la consommation d'énergie avec son lot de conséquences sur le fonctionnement des entreprises et sur la vie des ménages : risques d'une forte stagflation, voire d'une certaine décroissance - ce risque est d'autant plus fort que la récession s'étend à toute la planète -, d'un dérapage totalement incontrôlé des finances publiques, d'une grave crise de l'euro et de l'Union européenne tout entière, avec une désindustrialisation accélérée de notre continent, d'où l'aggravation de son déclin sur le plan mondial ; cela se reconnaît aussi à la détérioration importante des termes de l'échange européens (prix relatif de la production et des importations) : ceux des États-Unis sont globalement stables alors que ceux de la zone euro se dégradent nettement, ce qui explique l'asymétrie des performances de part et d'autre de l'Atlantique en termes d'inflation et de croissance. Bref, nos gouvernants nous préparent à de rudes décisions et

attendent de nous des comportements de rationnement et de restriction (les mots de sobriété et de radicalité deviennent les mots à la mode), alors que ce sont eux qui portent l'entière responsabilité de la mauvaise situation qui vient : quel scandale ! Comment nos concitoyens vont-ils y réagir ? (...)

Notes :

- En attendant qu'il y ait une « souveraineté européenne » (si tant est qu'elle soit un jour possible, ce qui rend indispensable des progrès considérables en direction au minimum d'un fédéralisme budgétaire), la souveraineté nationale reste actuellement le fondement indispensable pour le traitement des crises que nous traversons.
- Au début de 2021 est paru dans le « British Journal of Political Science » un article d'A. Baturo et J. A. Elkins qui, à partir du « PolEx » censé mesurer l'expérience politique des responsables, fait une analyse comparative sur un ensemble de 2000 dirigeants de 1950 à 2017 et arrive à la conclusion que si les démocraties ont bien tendance à sélectionner des dirigeants plus expérimentés que les non-démocraties, l'écart a considérablement diminué depuis les années 2000.

Le 16 septembre 2022 :

La guerre en Ukraine favorise indéniablement les États-Unis au détriment des pays européens, asiatiques et émergents. On peut à ce propos poser l'hypothèse que les États-Unis se « mettent en guerre » à chaque fois qu'il leur semble nécessaire de défendre l'hégémonie de leur monnaie nationale parce qu'ils estiment que cette hégémonie monétaire est la meilleure arme pour défendre leur empire.

Le 16 novembre 2022 :

La question que les analyses de Doni Rodrik et d'Olivier Passet amènent à se poser est de savoir quelle place revient à l'Europe. Ma réponse est la même que celle qu'a Dominique Seux donnée dans sa chronique du jeudi 20 octobre dans *Les Echos*, : « L'Europe est sur un strapontin de l'Histoire ».

Cette obsession des États-Unis de garder leur leadership mondial coûte que coûte, notamment en faisant le maximum pour évincer la Russie de la scène internationale « grâce » (?) à la guerre en Ukraine et en faisant de la Chine son adversaire principal sinon unique, la partition que joue l'Europe dans le concert mondial s'en trouve réduite et l'Europe devient de fait un vassal des États-Unis dans de nombreux domaines. Pour expliquer l'effacement de l'Europe, Dominique Seux ajoute au rôle des États-Unis des facteurs internes : « Parce que les tensions sont fortes au sein de l'UE ; que beaucoup d'énergie est consacrée à les apaiser au lieu de se muscler pour les défis qui se présentent (simple question vertigineuse : quelle innovation technologique l'Europe a-t-elle apporté au monde depuis trente ans - hormis le vaccin à ARN messager ?-) ; et que beaucoup de pays traversent des phases politiques délicates : l'Allemagne, on le voit, l'Italie (avec la droite dure de Giorgia Meloni) et la France (avec une majorité incertaine) ». J'ajoute personnellement les risques vitaux que court depuis déjà plusieurs années la monnaie européenne.

Il faut aussi souligner le cas particulier de l'Allemagne : on assiste aujourd'hui à un centrage de l'Allemagne sur ses intérêts strictement nationaux parce qu'elle traverse une période difficile : sa

stratégie « mercantiliste » souffre beaucoup des circonstances actuelles qui handicapent en effet les pays très industriels, ceux qui utilisent beaucoup les énergies fossiles - dont les prix flambent - et qui ont une démographie défavorable, donc une demande intérieure relativement faible alors que la demande extérieure s'essouffle. Si l'Allemagne gardait malgré tout le leadership en Europe, surtout que la France voit corrélativement sa position relative se dégrader, la politique européenne se confondrait de plus en plus avec la politique allemande. Et comme l'Allemagne reste malgré tout très dépendante des États-Unis, on en conclurait que l'Europe l'est aussi ; cela ne serait sans doute pas pour fâcher les responsables américains... Mais avec les difficultés qu'elle rencontre et sans doute pour un certain temps, l'Allemagne, et a fortiori la France perdent beaucoup de leur importance relative au sein du vieux continent : la guerre en Ukraine modifie en effet substantiellement l'équilibre géopolitique européen au grand profit de l'Europe centrale et orientale (PECO). La coupure entre l'Ouest et l'Est de l'UE prend aujourd'hui une tout autre tournure.

Le 6 janvier 2023 :

À la fois en appui et en complément de ma propre analyse que j'ai développée en 2022, quelques jours après l'invasion de l'Ukraine par la Russie (voir mon document en particulier à partir du 27 février et encore davantage à partir du 11 mars), il faut plus spécialement lire tous les chapitres à partir de celui intitulé « La contextualisation », le 9^{ème}. [Le livre dont il s'agit est celui que vient de publier Edgar Morin, « De guerre en guerre ; de 1940 à l'Ukraine », aux éditions de l'Aube].

Pour fortement inciter à la lecture de ce livre passionnant, citons des passages de ce 9^{ème} chapitre :

« Les États-Unis sont une puissance démocratique depuis leur naissance, et la Russie, une puissance despotique depuis la Moscovie, avec une parenthèse gorbatchévienne, et une relative liberté dans les premières années poutiniennes, progressivement rétrécie à l'extrême.

Une vision historique plus complexe, nous montre qu'en fait États-Unis et Russie ont en commun une colonisation, non pas dans des terres lointaines, comme le firent, les Portugais, les Espagnols, les Anglais, Les Français, les Hollandais, mais par extension de leur propre territoire en continuité continentale - jusqu'au Pacifique-Ouest pour les États-Unis, jusqu'au Pacifique-Est pour la Russie. (...)

Les très démocratiques États-Unis exterminèrent les nations autochtones, en laissant survivre que de petits isolats ethniques (réserves) et pratiquèrent l'esclavage massif des noirs jusqu'en 1865 (fin de la guerre de Sécession) ; ils maintiennent encore les Afro-Américains dans un statut inférieur, comportant violences, meurtres, ghettoïsation et mépris. La même vision complexe nous montre que les très démocratiques États-Unis disposent d'une constitution exemplaire, garantissent les libertés civiles, ont contribué à libérer par deux fois l'Europe, ont réussi à contenir l'expansionnisme soviétique et celui du communisme nord-coréen et chinois ; elle nous révèle également leurs interventions dans les coups d'État au Guatemala, au Chili, en Argentine en faveur de dictatures, l'asservissement économique et la subordination politique des pays d'Amérique latine ; elle nous rappelle que les armées américaines ont ravagé le Vietnam, envahi une première fois l'Irak sous le prétexte mensonger que ce pays détenait l'arme nucléaire, puis une seconde fois au mépris du droit international.

Une vision complexe montre que la despotique Russie tsariste qui maintint en son sein le servage jusqu'en 1861 ne pratiqua ni l'extermination des peuples indigènes conquis en Sibérie, ni l'esclavage, mais n'accéda jamais à la démocratie, ni aux libertés civiles. L'URSS tenait non seulement sous lourd protectorat Pologne, Tchécoslovaquie, Roumanie, Bulgarie, mais des bases politico-militaires dans divers continents, et une présence voisine aux États-Unis, à Cuba, des relations privilégiées avec le Vietnam et la Chine, malgré une interruption de quelques décennies.

C'est sous l'ère Gorbatchev que les protectorats est-européens s'émancipèrent, ainsi que les pays baltes (1991) ; et c'est sous Eltsine, qui voulut rétablir une nation russe, indépendante, que l'empire soviétique se disloqua en grande partie, et que se libérèrent Ukraine, Biélorussie, Arménie, Azerbaïdjan, Géorgie, Kazakhstan, Tadjikistan, Turkménistan, Ouzbékistan, Kirghizistan.

Bien que l'URSS ait disparu, la Russie est redevenue une puissance impériale et dispose de bases politiques, économiques, voire militaires, dans de nombreux États. Les États-Unis, quant à eux, disposent de bases sur toute la planète et contrôlent directement ou indirectement les nations occidentales et certaines nations, asiatiques et africaines : ils continuent à détenir une supériorité technique et économique dans le monde, mais celle-ci est concurrencée par la Chine et le retour en puissance de la Russie. (...)

Une dialectique infernale où chacun des deux partenaires se sentit menacé et se fit menaçant commença dans les années 1990. Les occasions d'éviter la rivalité et de trouver des voies de coopération furent écartées par les États-Unis. L'attitude des États-Unis à l'égard de la Russie, en dépit de quelques intermèdes, a d'ailleurs été vivement critiquée de l'intérieur par Kissinger et Kennan ».

Notons qu'Edgar Morin « tweetera » le 15 janvier suivant : « Il est vrai qu'il m'arrive de dire trop tôt ce que l'on comprendra trop tard ».

Le 22 février 2023 :

Comme je me demande en vain quel mot on pourrait ajouter ou retrancher de l'éditorial de Natacha Polony, je me permets de le reproduire in extenso :



Par Natacha Polony

Là-bas, un an de massacres et d'horreur. Ici, un an d'exaltation facile et de manichéisme crasse. Un an à répéter les pires erreurs d'un Occident tellement sûr de sa supériorité morale, tellement enivré de son récit. Un an à laisser tribune libre aux représentants les plus forcenés du néoconservatisme, ce courant de pensée qui, des États-Unis à l'Europe, a pour bilan, au nom du « choc des civilisations », les centaines de milliers de morts en Irak, le chaos, les tortures et les marchés aux esclaves en Libye. Mesure-t-on, depuis un an, la régression du débat démocratique et de l'esprit critique quand le président Macron lui-même est régulièrement rappelé à l'ordre par les zélés atlantistes qui ne voient vraiment pas pourquoi on ne livre pas immédiatement des avions de chasse à l'Ukraine et qui considèrent comme poutiniste quiconque leur rappelle que les Américains eux-mêmes cherchent à éviter l'escalade et la guerre généralisée ? Qu'il est doux de se prendre pour André Malraux ou Jean Moulin ! Qu'il est confortable de voir le monde en noir et blanc !

Depuis un an, nous réécrivons l'Histoire pour que ce camp de néoconservateurs qui ont soutenu les pires dérives et commis les pires erreurs puisse se rependre en visionnaire, seul à avoir perçu le danger que constituait Vladimir Poutine (quand c'est la politique qu'ils prônaient qui a systématiquement empêché d'écarter le danger). Et, ce faisant, nous adhérons l'air de rien à cette idée d'une guerre de civilisation, dont le résultat sera de prolonger et d'étendre le conflit, pour le plus grand malheur des Ukrainiens. « C'est le sort de l'Europe qui se joue à Kiev, Poutine veut notre destruction », « Poutine ne s'arrêtera pas : après l'Ukraine, il y aura la Pologne, les pays Baltes... » Qui ne voit pas que ces phrases grandiloquentes n'ont qu'une conséquence possible : un affrontement jusqu'à la mort ? Qui ne voit toujours pas que le reste du monde récuse cette vision simpliste et manichéenne ? Pas seulement les Chinois, qui chercheraient à couvrir leurs propres turpitudes à Taïwan, mais aussi l'Inde, le Brésil, la très grande majorité de l'Afrique et de l'Amérique latine. Des démocraties, pour beaucoup, qui ne considèrent pas que nous incarnions le respect du droit et de la liberté, et qui sont en train de se détacher toujours un peu plus d'un Occident dont les multinationales imposent leur loi, d'une Amérique dont l'impérialisme s'exerce par l'économie, par le droit, mais aussi, faut-il le rappeler, par la déstabilisation des régimes.

Quand le pape François pulvérise ce discours occidentaliste sur cette guerre (quand il évoque, aussi, les massacres au Congo et cible Paul Kagame, président rwandais soutenu par les

États-Unis), quand il alerte contre le réarmement du monde, il n'est pas seulement un Argentin tiers-mondiste. Et il est curieux que ses propos ne soient absolument pas repris dans les médias français. Quand Edgar Morin ou Jürgen Habermas, qui, contrairement aux Jean Moulin de plateaux de télé, ont connu la Seconde Guerre mondiale, tentent de contredire le manichéisme ambiant, ils sont dans le rôle qui a toujours été le leur, mais, étonnamment, plus aucun micro ne se tend.

L'Ukraine a droit à son intégrité territoriale et à sa sécurité. C'est une évidence qui ne se discute pas. Elle a droit à l'aide militaire occidentale (même s'il est parfaitement légitime que cette aide soit progressive et que les dirigeants américains et européens aient pour priorité d'éviter l'embrasement). Et qu'importe si sa pente pro-occidentale, comme celle de la Géorgie, a été encouragée depuis la fin de la guerre froide par les millions d'investissement américain et par le travail de cabinets de lobbying. Qu'importe si les dignitaires de la CIA ont déclaré ouvertement depuis des années que c'était là, pour eux, que se jouait la confrontation avec une Russie qu'ils entendaient détacher de tout l'espace slave. C'est de l'histoire. Mais cela devrait nous interdire de nous jouer la grande scène de la guerre de civilisation et du nouveau Hitler. Vladimir Poutine est un autocrate assassin, enfermé dans sa logique délirante, qui a choisi délibérément de déclencher un massacre, et c'est amplement suffisant.

Une chose est certaine : prétendre soutenir une défense européenne et une Europe indépendante tout en brandissant la rhétorique des démocraties combattant les autocrates est une escroquerie intellectuelle. L'Union européenne est en train de disparaître économiquement, militairement et politiquement dans ce désastre. Elle est plus que jamais un satellite de ces États-Unis qui lui menaient, avant l'agression russe, une guerre commerciale violente, à coups de milliards de dollars de sanctions contre ses entreprises, à coups d'intimidation autour des sanctions illégales décidées unilatéralement par Washington contre de nombreux pays du globe.

Se faire le héraut de la liberté en expliquant qu'il n'y aura de solution que militaire permet de briller à peu de frais sur les plateaux de télévision, loin du front ukrainien. Mais ce n'est pas défendre véritablement la démocratie et la liberté des peuples. Car celles-ci ont besoin d'une Europe indépendante, respectueuse du point de vue des autres peuples du monde, une Europe débarrassée du messianisme américain, qui n'est que la caution morale de l'impérialisme. Et ce n'est pas parce que nous préférons l'impérialisme américain à l'impérialisme russe qu'il faut se soumettre au premier. La France et l'Europe ont mieux à dire au monde. ■

Le 9 mars 2023 :

Si je voulais prolonger les réflexions d'H. Védérine et M. Bell, et compte tenu de mes propres analyses faites dans cet Historique de l'Euro pratiquement dès le lendemain de l'invasion de l'Ukraine par la Russie, on peut se demander si l'Occident, et plus particulièrement l'Europe et encore plus spécialement la France, ne vont pas voir régresser leur situation géopolitique, économique, sociale et politique.

- *La suprématie occidentale est pour le moins contestée, y compris quant aux valeurs qu'elle véhicule,*
- *le leadership occidental des États-Unis est remis en cause dans ses différents compartiments (militaire, économique, monétaire, ...),*
- *l'image de l'Europe souffre non seulement d'un fonctionnement insuffisamment démocratique (sous l'effet de la multiplication des directives tous azimuts, le fédéralisme réglementaire s'en trouve accentué en dehors de toute auscultation des peuples, d'où le développement de populismes de toutes sortes) mais aussi d'un élargissement forcené et d'une « otanisation » qui est en réalité l'expression d'un suivisme des États-Unis,*
- *la position de la France est de plus en plus dévaluée*
 - ♦ *au sein de l'Europe parce que le « couple franco-allemand » - qui n'a jamais vraiment existé - laisse la place à une situation trop souvent défavorable à la France comme en matière énergétique et*

- ♦ parce que, d'une manière générale, les « vieux pays » pèsent beaucoup moins aujourd'hui dans une Europe dont le centre de gravité s'est déplacé vers l'Est,
- ♦ et dévaluée aussi dans le monde parce que son aura et son autorité sont de moins en moins admises, comme le démontre ces jours-ci la situation dramatique au Niger.

D'ailleurs en Afrique, comme dans de nombreuses autres régions du monde, l'influence de la Russie ne cesse de s'étendre : si la zone d'influence de la Russie devait s'étendre au Niger, on peut craindre notamment que la satisfaction d'une grande partie de nos besoins en uranium ne dépende de la production de pays sous influence russe...

Le 7 octobre 2023 :

À propos de la guerre en Ukraine, j'écrivais ici-même en date du 11 mars 2022 : « on assiste à une reconfiguration de l'ordre mondial, - voire même à une forme de décomposition - avec la confrontation de 4 empires, l'empire américain, l'empire russe, l'empire chinois et l'empire turco-musulman, et on est en droit de se demander quelle place occupera l'Europe dans cette nouvelle carte du monde. ». J'évoquais donc déjà l'empire turco-musulman ; ce qui s'est passé au matin de ce jour du 7 octobre qui va devoir rester gravé à jamais dans l'Histoire est la manifestation des atrocités inouïes dont est capable l'empire « khalifal » dont les réseaux fréristes assurent sournoisement mais sûrement l'expansion. Il faut absolument lire les ouvrages de Gilles Kepel et de Florence Bergeaud-Blackier (qui recevra le 8 novembre le Prix « Science et Laïcité » 2023).

Le 8 novembre 2023 :

L'empressement de la Commission européenne et de sa Présidente à préparer l'adhésion de l'Ukraine tout spécialement peut s'expliquer au moins de deux façons : d'une part le souci de contrecarrer de manière irréversible la stratégie de la Russie et d'autre part la pression exercée sans doute par les États-Unis sur l'Europe pour qu'elle prenne ses responsabilités dans l'élargissement de l'UE vers l'Est, ce qui est une preuve supplémentaire de sa vassalisation. Mais, outre le fait qu'il est curieux que les critères requis pour adhérer à l'UE soient passés au vert aussi rapidement, l'UE et par contre-coup la zone euro risquent beaucoup d'en être très affectées économiquement, financièrement, socialement et politiquement.

Le 27 décembre 2023 :

Personnellement, je suis bien sûr opposé à cette vision critique qu'ont les libéraux qu'évoque Jean Garello. Il n'empêche que, après avoir défendu dans cet Historique avec conviction un avenir fédéral pour l'Europe, j'ai conscience aujourd'hui qu'il s'agit, au moins pour le moyen terme, d'une vision idyllique. Jean Garello a raison quand il qualifie l'UE actuelle de « centralisée, jacobine et bureaucratique » ; j'ajouterais même « trop peu démocratique ». Xavier Fournier n'a pas tort quand il

écrit (*Les Echos* du mercredi 27) que « le “take back control” slogan des Brexiteurs passe, contrairement à leurs dires, par l'intégration européenne, principale valeur ajoutée pour nos souverainetés. Unis, les Européens sont renforcés sur la scène internationale. Ils “encaissent” mieux les crises mondiales à l'image du Covid-19 et de la guerre en Ukraine. La solidarité entre les Etats membres ainsi que notre capacité de relance commune sont de véritables atouts. Pour relever les défis majeurs du siècle, nous avons besoin de politiques globales dont les solutions se trouvent très souvent à l'échelle communautaire ». Mais, outre le manque de démocratie européenne et comme je l'ai souvent montré dans cet « Historique de l'euro », la zone euro n'a pas été correctement conçue et mise en œuvre parce qu'elle marche de guingois, avec une politique monétaire unique, donc fédérale (qui aggrave d'ailleurs l'hétérogénéité de la zone) et des politiques budgétaires nationales. S'ajoutent à cela plusieurs critiques que l'on est en droit de faire au fonctionnement effectif de l'UE d'aujourd'hui, trop soumis selon moi à des idéologies qui prennent la force de véritables dogmes et donc de carcans : il en est ainsi en particulier de l'application faite de l'ordolibéralisme et d'un « droits-de-l'hommeisme » radical, donc excessif ; ce qui peut amener, non pas à adopter une quelconque forme d'euro-scepticisme, mais à envisager sérieusement qu'il faille « refaire l'Europe sans en distraire les Nations », en reprenant pour de bon le slogan lancé par Georges Bidault en 1953, alors ministre des Affaires étrangères et Président du Conseil spécial de ministres de la CEEA : « faire l'Europe sans défaire la France ».

III- ANALYSES (du 1^{er} mars) de PATIENCE KAMEMBA et de PIERRE LELLOUCHE

1) Analyse de Patience Kamemba : « Le choc des cultures au bureau ovale ; Zelensky versus Trump ».

« Le 28 février 2025 n'était pas un jour comme les autres dans la géopolitique mondiale. Le monde a assisté à un échange musclé – entre adultes – entre le président Ukrainien Zelenski et le président Trump accompagné de son vice-président JD Vance.

Si vous suivez les médias de gauche, en l'occurrence CNN ou France 24, vous entendrez la narrative d'un méchant que serait Trump qui, accompagné de son vice-président, aurait décidé d'humilier le gentil président Zelenski.

À droite, le sénateur Lindsey Graham a dit qu'il n'a jamais été aussi fier du président Trump et que le président Zelenski avait manqué de respect aux États-Unis d'Amérique.

Quels sont les arguments étayés dans les deux camps ?

Pour Trump, cette guerre a déjà trop duré (trois ans). Il est temps que cela cesse. Cette guerre a duré trois années entières et cela à cause de l'aide des pays de l'OTAN dont les États-Unis d'Amérique. En arrêtant la guerre, la reconstruction de l'Ukraine pourrait démarrer.

Du côté des Européens, particulièrement de l'Ukraine, une paix avec l'assaillant (le tueur) Poutine sans des garanties fermes de sécurité américaine n'est simplement pas acceptable. Ça ressemblerait à une capitulation. L'envahisseur, c'est Poutine, quelles que soient ses raisons qui l'ont poussé à agresser l'Ukraine, disent les pro-Ukrainiens. Les Européens, en tête la France et l'Angleterre, ont toujours estimé que la victoire de l'Ukraine face à la Russie était celle de la démocratie contre la dictature ou la barbarie, une victoire de "La Civilisation" contre "l'Obscurantisme politique". Il fallait pour cela surarmer l'Ukraine tout en envisageant la possibilité d'y envoyer des renforts militaires. En termes clairs, la guerre doit continuer jusqu'à vaincre le "Maitre du Kremlin".

Cependant, si les deux positions parvenaient à prononcer le mot "Paix", celle-ci n'est pas envisagée de la même façon par les protagonistes : pour les Européens, il faut une paix avec des garanties de sécurité par les Américains. De son côté, Trump pense que des investissements américains en Ukraine avec des entreprises américaines pour extraire des terres rares, du lithium ou de l'uranium, seraient une garantie de sécurité solide pour dissuader Poutine d'attaquer l'Ukraine.

Les Européens appuyant l'Ukraine trouvent insuffisante cette proposition des Américains. Pour ces défenseurs de l'Ukraine les garanties de sécurité pour l'Ukraine et, de facto, pour l'Europe continentale, devraient consister en la présence des militaires européens à l'intérieur de l'Ukraine (des Britanniques et des Français seraient prêts à y aller) mais avec un soutien logistique des USA. Et la plus grande des garanties serait l'intégration de l'Ukraine dans l'OTAN.

C'est ce qui aurait été au cœur des visites à Washington du président Français Emmanuel Macron le lundi dernier 24 février 2025 et celle du Premier Ministre Britannique Keir Starmer le Jeudi 27 février 2025.

La différence entre les deux premiers et le président Zelenski est, me semble-t-il, émotionnelle. Le fait aussi que Zelenski est le président du pays envahi, agressé, et en guerre, ne lui a pas donné le luxe de la même patience que Macron ou Starmer dans leur gestion de différences avec Trump et Vance. Macron et Starmer ont eu des divergences avec Trump, mais ont géré cela de manière émotionnellement différente de celles de Zelenski.

Mais il y a aussi fondamentalement une sorte de choc culturel entre les Américains, les Européens et les Ukrainiens. Les Américains, ici représentés par Trump, sont très à l'aise dans l'affrontement direct sans ambiguïtés excessives. Ils disent ce qu'ils pensent, surtout, de leurs intérêts sans tourner autour du pot. Les Européens eux, sont plutôt très tactiques, agiles, diplomates, astucieux. Sans être caricatural, l'Ukrainien envahi, n'a pas voulu se voir postposer des solutions durables dans ce qu'il comprend comme processus de pacification de son pays. Cette impatience lui occasionné des prises de parole frisant le franc-parler mais perçues dans le bureau ovale de culture occidentale comme une impolitesse, un crime de lèse-majesté, ainsi que l'avait insinué Vance en le rappelant à Zelenski. Je prends aussi un exemple. Trump dit à Zelenski, "vous n'avez pas beaucoup de cartes en mains", Zelenski qui répond, "moi aussi, je ne joue pas aux cartes", deux expressions culturelles qui disent deux choses différentes.

Beaucoup de gens avaient critiqué Samuel Huntington à la sortie de son livre, « Le choc des civilisations » (1996). Il n'avait pas du tout tort de souligner le fait que les différences culturelles fondamentales pouvaient aboutir à des “incompréhensions” à des chocs énormes. “La soumission” de Houellebecq (2015) va dans le même sens.

Après cette description qui est restée sur le “phénomène”, à l'écume des choses, je voudrais entrer en profondeur au-delà de la géopolitique de surface. Dans la dialectique des forces de production qui prédéterminent les actions des États, il existe une lutte à mort qui se mène entre le capitalisme financier et le capitalisme industriel. Généralement, les critiques de la Droite à la Gauche se limite au wokisme, aux transgenre et à l'immigration. Cependant, la grande différence entre la Gauche et la Droite actuellement, à notre avis, est la dialectique entre la financiarisation de la valeur d'échange et la matérialisation de la valeur d'usage (cf. les Notes sur Wagner par Karl Marx). L'ancien président Biden envoyait de l'aide à l'Ukraine pour lui permettre de résister contre l'avancée de la Russie. Cette financiarisation de la valeur d'échange américaine dépêchée en Ukraine contraste aujourd'hui avec la matérialisation de la valeur d'usage que Trump et ses soutiens prêchent sous le nom de “Make American Great Again” (MAGA). Trump lutte pour l'hégémonie de la valeur d'usage sur la valeur d'échange financière. Il veut voir des productions de voitures automobiles, de trains sur le sol américain, avec des ouvriers américains.

Cette dialectique entre le capitalisme financier des globalistes et le capitalisme industriel des MAGA, il y a en ce moment une logique transactionnelle qui veut encore confirmer que la valeur d'usage comme la valeur d'échange sont devenues l'horizon indépassable de l'activité humaine. Nous avons consacré le despotisme de la valeur d'échange (l'argent) ; la modernité démocratique omniprésente est essentiellement devenue la souveraineté autocritique de la cybernétique marchande ; c'est la suprématie fétichiste marchande. Cependant, avec la logomachie qui s'est produite à la Maison Blanche, l'ordre mondial a enclenché une décomposition accomplie du monde.

Que Trump mette fin à la guerre, avec le temps des garanties sécuritaires de l'OTAN se préciseront avec plus de clarté et de manière collectivement assumée par les principaux acteurs de la tripartition, à savoir les USA, L'UE et la Russie. Poutine n'est pas suicidaire, il n'a pas attaqué un pays membre de l'OTAN. Trump ne se résignera certainement pas à l'idée d'appliquer l'article 5 de l'OTAN (l'attaque contre un membre de l'OTAN est une attaque contre tous les membres) ».

2) Analyse de Pierre Lellouche :

« Depuis 2023, le chef d'État-major américain dit que l'Ukraine ne peut pas reconquérir militairement ses territoires. Aujourd'hui, on en est à 1 million de victimes, c'est énorme. Il y a ceux qui veulent continuer, moi je leur dis, c'est quoi votre objectif ? Après la guerre, il y a quelque chose à faire, reprendre les territoires ? Aujourd'hui, l'Ukraine a fondu, elle avait 52 millions d'habitants en 1991, elle est tombée à 30 millions. La guerre d'usure actuelle ressemble à la 1ère guerre mondiale qui a tué 1,5 millions de français et 5 millions de blessés. Les gens qui veulent continuer, je le demande, c'est bien de faire la guerre jusqu'au dernier ukrainien, est-ce que c'est sérieux ? Est-ce que c'est cela qu'il faut faire ? Ils répondent, il faut le faire car ils nous défendent nous. Soit on pense que la Russie est sur le point de conquérir l'Europe et il faut me dire pourquoi ils patinent ? Je crois que le moment est venu d'aller vers un cessez le feu qui préparera la paix. Comment on organise la paix ? Les américains ont dit l'OTAN pas question, à ce moment-là, ils se retournent vers les européens, en demandant une armée de 200 000 hommes mais on n'a pas une armée de 200 000 hommes, la France et l'Angleterre c'est 30 à 40 000 hommes qu'on peut mettre en Ukraine sur 1000 km de frontière où il y a 1 million de soldats, vous pensez faire quoi ? Surtout qu'il n'y a pas de protection américaine aérienne, anti-aérienne. Trump vous dit non, je ne protégerai pas le contingent. A minima, je voudrais qu'on se pose quelques questions.

1 - À quoi ça sert ?

2 - Comment on en sort ?

3 - Qu'est ce qui se passe si ça s'enflamme à nouveau ?

On n'a pas de réserves, il va falloir 5 ou 10 ans avant de reconstruire nos usines... Certains disent, il faut engager une protection nucléaire de l'Ukraine, moi, je veux bien mais comment on fait et qui appuie sur le bouton ? J'entends tous ces discours mais je suis franchement très inquiet, ceux-là même qui nous ont

amené à cette situation épouvantable où on est, sont supposés nous y en sortir, j'ai quelques doutes sur la sagesse de ces gens ».

IV- Pour terminer :

1) Tweet de Florence Bergeaud-Blackler du 1^{er} mars

Pour comprendre les 53 minutes de la séquence Zelensky / Trump-Vance (et non les extraits servant à la propagande des uns contre les autres et vice versa), il faut prendre en considération la vision que la Trump administration a du conflit qui n'est clairement pas la vision européenne (1). Ensuite on peut mesurer la série d'erreurs faites par Zelensky devant un Trump showman qui espérait bien gagner son deal devant son public (2). Tout ceci n'est pas du pro- ou de l'anti-trumpisme. Ceci est une analyse. L'analyse de Konstantin Krisin est excellente :

(1) "Lors de la conférence de presse, il a soutenu que la Russie devait payer pour la guerre, en se basant sur le principe historique selon lequel « celui qui commence la guerre, la paie ». Ce qu'il ne semble pas comprendre, c'est que ce n'est pas vrai du tout : dans l'histoire, celui qui gagne fait payer le perdant. Bien qu'aucune des deux parties n'ait vaincu l'autre, l'Ukraine peut difficilement revendiquer la victoire. (...) Le fait est que MAGA, la force dominante dans la première nation du monde, ne partage pas le point de vue européen du président Zelensky. Que vous soyez d'accord ou non, pour les occupants actuels de la Maison Blanche, leurs conseillers et leur base, le président Zelensky - et pardonnez-moi de le dire sans ménagement - est un dirigeant indigne de confiance d'un pays corrompu à l'autre bout du monde qui ne cesse de demander plus d'argent à l'Amérique pour mener une guerre dont ils ne se soucient pas et qu'ils pensent qu'il ne peut pas gagner. La plupart de ces perceptions découlent principalement de la politique intérieure américaine et de la haine que MAGA éprouve pour tout ce que le président Biden a touché. La plupart des Américains ne savent pas où se trouve l'Ukraine et n'ont aucune raison de s'en soucier. Pour eux, il s'agit simplement d'une autre "guerre sans fin", comme en Irak et en Afghanistan."

(2) "Le président Zelensky est entré dans une pièce où des gens qui ne l'aiment pas particulièrement, qui ne lui font pas particulièrement confiance et qui ne se soucient pas particulièrement de sa « cause juste et vertueuse » étaient néanmoins prêts à continuer à lui donner de l'argent, des armes et un soutien politique afin de faire disparaître ce problème. Tout ce qu'il avait à faire était de sembler reconnaissant. Lorsque vous essayez de convertir la bonne volonté des autres en devises fortes, c'est le strict minimum. Et pendant 40 minutes, Zelensky a presque réussi. L'argumentation qu'il a ensuite développée avec JD Vance n'est pas sans fondement. Comme je l'ai expliqué dans ma dernière vidéo, la principale préoccupation de Zelensky doit être ce que l'on appelle les "garanties de sécurité" - c'est une façon élégante de dire que Poutine est un menteur avéré auquel on ne peut faire confiance pour respecter un accord conclu. Par conséquent, la seule façon d'empêcher une nouvelle invasion est d'assurer une présence permanente de troupes européennes ou américaines entre la Russie et l'Ukraine. Il a insisté sur ce point à plusieurs reprises pendant la conférence de presse et l'a fait avec suffisamment de diplomatie. Mais la façon dont il a défié Vance directement devant les caméras était d'une stupidité catastrophique. Bien sûr, si vous détestez Trump et Vance et pensez qu'ils participent à un débat sur Youtube, alors Zelensky a raison. Mais ce n'était pas un débat. Ils sont tous censés être du même côté. Et la personne qui a le plus à perdre s'ils ne se sentent pas tous du même côté est le président Zelensky, ou, plus important encore, sa nation. Les arguments concernant les garanties de sécurité auraient dû être présentés avec tact, diplomatie et en privé.

Pour aggraver les choses, il a suivi cette malheureuse erreur d'une autre, bien plus grave. En Europe, Zelensky a l'habitude de rallier les gens à sa cause en affirmant que l'Ukraine est le seul obstacle entre eux et Vladimir Poutine. Nous pouvons débattre de la véracité de ces affirmations, mais l'important est qu'en Europe, nous sommes beaucoup plus réceptifs à ce message pour des raisons à la fois culturelles et pragmatiques. Nous sommes sur le même continent que la Russie et la frontière orientale de l'OTAN est désormais en contact avec la Russie. Ce point de contact aurait été considérablement étendu si l'Ukraine avait été envahie. Ces arguments ne tiennent pas la route en Amérique et, pire encore, les Américains DÉTESTENT les gens qui dépeignent de manière négative l'avenir de leur société. C'est pourquoi, je

crois, le président Trump a interrompu Zelensky lorsqu'il a affirmé que l'Amérique ne serait pas protégée de Poutine par un océan et l'a coupé. Rien de tout cela ne suggère que Vance ou Trump se sont parfaitement comportés. Mais ce ne sont pas eux qui demandent plus d'argent, d'armes et de soutien diplomatique. Leur travail consiste à se montrer généreux et à trouver une voie vers la paix. Le travail de Zelensky consiste à réaliser qu'il a cessé d'être un être humain lorsqu'il est devenu président d'un pays qui dépend de l'aide étrangère pour survivre. Il ne peut pas se permettre de se montrer vertueux et son pays ne peut pas se permettre qu'il perde le contrôle de ses sens comme il l'a fait".

2) Tweet de Géraldine Woessner en réponse à celui de Jean Quatremer, le 2 mars :

« En ordre de bataille... Mais pas trop.

L'industrie européenne de défense n'a pas été relancée. Aucune économie européenne n'est en mode "économie de guerre." Et AUCUN contrat d'achat de F35 US n'a été dénoncé.

=> L'Italie attend 62 nouveaux F35.

=> Le Danemark en a commandé 27

=> La Belgique attend ses 34 nouveaux F35

=> La Pologne a signé pour 32 F35, début des livraisons en 2026.

=> La Finlande en a commandé 64, les premiers attendus cette année.

=> L'Allemagne, qui a commandé 35 appareils aux USA, n'a toujours pas bougé alors que les livraisons ne sont attendues qu'à partir de 2029.

=> Idem pour la République Tchèque, 24 appareils confirmés

=> La Grèce a approuvé l'achat de 20 F35, avec une option pour 20 supplémentaires, en 2024.

=> Même la Suisse a opté (en 2022) pour 36 appareils américains.

Je ne mentionne pas Pays-Bas, Royaume-Uni, Norvège...

Aujourd'hui, en clair, certains pays (Pologne, Finlande, Suisse, Allemagne, République tchèque, Grèce) ont une marge de manœuvre réelle pour dénoncer leurs contrats. Le feront-ils ? »

3) Tweet d'Alan Watson, le 13 juillet :

« 1997 : George Kennan, figure emblématique du Département d'État, "qui connaissait le mieux la Russie", parlant couramment l'allemand et le russe, a qualifié le projet d'élargissement de l'OTAN de Clinton d'"erreur la plus fatale de la politique américaine de l'après-Guerre froide...". Ses derniers mots lors d'une audition au Sénat : "Ne vous mêlez pas de l'Ukraine".

Avril 2008 : Lors du sommet de l'OTAN à Bucarest, George W. Bush a annoncé que l'Ukraine et la Géorgie étaient sur la voie d'une adhésion immédiate à l'OTAN. La chancelière allemande Angela Merkel a rappelé plus tard : "Du point de vue de Poutine, ce serait une déclaration de guerre."

2008 : William Burns, ambassadeur en Russie, a adressé une note à la secrétaire d'État Condoleezza Rice : « Sur toute la ligne », a-t-il écrit, la classe politique russe lui a dit, concernant l'élargissement de l'OTAN, que l'Ukraine est la plus rouge des lignes rouges. "Niet veut dire niet".

Décembre 2021 : Biden rejette les accords de sécurité mutuelle de Poutine qui auraient laissé intacte l'Ukraine "neutre". Depuis 2008, la Russie a tenté de convaincre les administrations américaines successives que l'Ukraine ne pouvait pas adhérer à l'OTAN, mais ses inquiétudes ont été balayées d'un revers de main.

Biden a déclaré à Poutine : "La Russie n'a pas le droit de décider qui peut rejoindre l'OTAN".

Mars-avril 2022 : sixième semaine de guerre, la Russie et l'Ukraine ont convoqué des pourparlers de paix à Istanbul. Le diplomate ukrainien Oleksandr Chalyi a déclaré que les deux parties "étaient parvenues à trouver un compromis et étaient très proches de conclure la guerre par un règlement pacifique³.

Chahlyi a rappelé plus tard : "Poutine a tout fait pour conclure un accord avec l'Ukraine". Mais Biden et Boris Johnson, qui se sont rendus à Kiev, ont exhorté Zelensky à poursuivre le combat : "Nous vous soutenons".

Zelensky et l'Occident, et non Poutine, ont choisi de renoncer à la paix.

La stratégie américaine visant à affaiblir, déstabiliser et atteindre la Russie en étendant l'OTAN à ses frontières a provoqué la guerre. Les cessez-le-feu "à prendre ou à laisser", les nouvelles menaces ou sanctions ou encore les livraisons d'armes supplémentaires à l'Ukraine ne changeront rien à la réalité sur le champ de bataille.

Sans un accord de sécurité durable et permanent, tel que celui proposé par Poutine en décembre 2021, la Russie mettra fin au conflit sur le champ de bataille. Comme l'ont souligné Poutine et le ministre des Affaires étrangères Lavrov, il n'y aura pas de Minsk III : "Nous ne nous laisserons plus bernier par les Américains ou les Européens" ».

Jean Quatremer

« Mini-sommet sur l'Ukraine et la défense à Paris aujourd'hui : l'Europe se met en ordre de bataille face à Trump <https://liberation.fr/international/europe/guerre-en-ukraine-lunion-se-met-en-ordre-de-bataille-pour-resister-a-donald-trump-et-son-accord-de-paix->

Peter

Hitchens :

<https://www.youtube.com/watch?v=mrXYh7rzE0M&lc=UgxJ6CW4GWrpN8quXN4AaABAg>

Le journaliste britannique Peter Hitchens couvre la Russie depuis 47 ans. Critique de Vladimir Poutine, personne ne peut donc prétendre qu'il « reprend ses arguments ». Hitchens écrit : « On vous a gavés d'une propagande insensée sur l'Ukraine et la menace russe inventée. »

Dans une tribune du Daily Mail, Hitchens affirme avoir appris depuis longtemps que les gouvernements mentent et font mentir les grands médias. « C'est leur métier », écrit-il, et pourtant, il a rarement vu un tel nuage de mensonges que celui auquel nous sommes confrontés concernant la guerre en #Ukraine : « Rarement dans l'histoire une guerre a été autant provoquée. »

Hitchens nous rappelle que tous les Russes, y compris Alexandre Soljenitsyne, ont été choqués et en colère lorsqu'en 1999, sous la direction de Bill Clinton, l'OTAN a lancé des bombardements sur la Serbie, qui n'avait attaqué aucun membre de l'OTAN.

La même année, malgré la promesse de James Baker de « pas un pouce vers l'Est » faite à Gorbatchev, la République tchèque, la Hongrie et la Pologne ont rejoint l'OTAN, plaçant l'#OTAN aux portes de la Russie. Hitchens souligne que le MI6 et la CIA britanniques travaillaient à un changement de régime en Ukraine depuis le début des années 2000.

En 2014, le président ukrainien démocratiquement élu, Viktor Ianoukovitch, a été renversé par les services de renseignement occidentaux et une foule locale. Hitchens concluait : « On ne peut pas faire ça et se faire passer pour les gardiens de la démocratie. »

[En d'autres termes, la « petite démocratie courageuse » de l'équipe Biden n'était rien de plus qu'un outil de l'OTAN pour déstabiliser, étendre ses activités et affaiblir la Russie – désormais plus forte que jamais.]

4) La visio de l'entretien donné par Jacques Baud, « L'hypocrisie de l'Europe dévoilée : le projet Ukraine s'effondre »

<https://www.youtube.com/watch?v=D1oHkXWCaHM>, du 12 août 2025.

